

LUDWIG VON MISES
PLANIFIER LA LIBERTÉ

Écrits de Ludwig von Mises.

Édition. Leonardo DE VIO.
Conception. Benoît MALBRANQUE.

Parus précédemment :
NATION, ÉTAT ET ÉCONOMIE.
LE SOCIALISME.
LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME
SOCIALISTE.

Parus en 2025 :
LE CHAOS DU PLANISME
LA BUREAUCRATIE.
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT.
LE LIBÉRALISME.
L'ACTION HUMAINE.
L'INTERVENTIONNISME.
THÉORIE ET HISTOIRE.
LA MENTALITÉ ANTICAPITALISTE.
*LES FONDEMENTS ULTIMES DE LA
SCIENCE ÉCONOMIQUE.
MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE).
POLITIQUE ÉCONOMIQUE. RÉFLEXIONS POUR
AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN.

À paraître en 2026 :
MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ.
PLANIFIER LA LIBERTÉ ET AUTRES ESSAIS.
*THÉORIE DE LA MONNAIE ET DES
MOYENS DE CIRCULATION.

Les titres précédés d'un astérisque signalent
les traductions inédites de l'Institut Coppet.

*Ces ouvrages ont été conçus et relus par une équipe de bénévoles.
Merci de nous signaler toute faute à l'adresse suivante : icoppet@gmail.com*

LUDWIG VON MISES

PLANIFIER LA LIBERTÉ

ET AUTRES ESSAIS

(1952)

Traduit par Hervé de Quengo

*Préface
par Leonardo de Vio*

Paris, 2026
Institut Coppet

Préface

Planifier la liberté et autres essais n'est pas un traité au sens classique du terme. Il s'agit d'un recueil d'articles et de conférences que Ludwig von Mises (1881-1973) a consacrés à des sujets en apparence distincts mais qui, mis en relation les uns avec les autres, permettent de dégager une position théorique cohérente et profondément enracinée. En effet, loin de se limiter à une critique circonstancielle du socialisme et de l'interventionnisme, Mises s'attache à mettre en lumière ce que l'on pourrait appeler, avec Friedrich A. Hayek, l'« hybris constructiviste » : la conviction selon laquelle un ordre social complexe pourrait être dirigé, planifié ou corrigé délibérément sans que ce processus n'altère les conditions mêmes de son fonctionnement.

L'une des contributions majeures de Mises à la pensée économique fut de montrer que, sans propriété privée des moyens de production, il ne peut exister de prix monétaires pour les biens de production — ces « hermès de la connaissance », selon l'expression de l'économiste italien Luigi Einaudi — qui guident l'activité des entrepreneurs afin que la production corresponde à la volonté des consommateurs-rois. Les consommateurs expriment, à la manière d'un vote, leurs jugements de valeur en achetant ou en s'abstenant d'acheter des biens de consommation offerts sur le marché. Les entrepreneurs avisés interprètent ces signaux et, tandis que des prix élevés indiquent qu'un bien est fortement demandé, des prix bas révèlent une demande faible. Sur cette base, ils décident de s'engager, ou non, dans la production. Animés par la recherche du profit, les entrepreneurs comparent les coûts de production anticipés aux recettes espérées et déterminent, par le calcul économique, si une production donnée est socialement justifiée. Une production n'est socialement justifiée que si les ressources rares qu'elle mobilise sont utilisées de manière à satisfaire au mieux les préférences des consommateurs. Il s'ensuit que si les consommateurs achètent le bien produit à

un prix supérieur au coût de production, les ressources ont été employées de manière économique : la production est validée *ex post* par le marché et donne naissance à un profit (*feedback* positif). À rebours, si les consommateurs refusent le bien proposé, cela signifie que l'entrepreneur a mal anticipé les préférences du public et a mobilisé des ressources qui auraient pu être employées à meilleur escient, ce qui se traduit par une perte (*feedback* négatif). Ce mécanisme de profits et de pertes est ce qui garantit, selon Mises, le bon fonctionnement d'une économie de marché.

La position théorique qui se dégage de cette anthologie de textes est que toute modification des conditions d'existence de l'économie de marché engendre des conséquences non intentionnelles qui compromettent la coordination des plans individuels et, ce faisant, rendent plus difficile la poursuite de l'objectif fondamental des acteurs : la satisfaction de leurs besoins. Mises soutient que ce sont précisément les institutions du marché qui rendent possible cette coordination, et que leur altération fragilise le processus catalactique sur lequel repose l'ordre économique. Il distingue à cet égard deux orientations doctrinales — toutes deux issues, selon lui, de la tradition marxiste — visant à abolir ou à neutraliser ce processus de marché. La première prône la socialisation intégrale des moyens de production en vue de l'instauration du socialisme. La seconde cherche à établir un compromis entre capitalisme et socialisme, en prétendant conserver les avantages de l'un et de l'autre système, tout en en éliminant leurs prétdus défauts. C'est cette seconde démarche, que Mises identifie à l'interventionnisme, qui constitue l'objet central de la majorité des textes réunis dans ce volume ; il importe donc d'en examiner brièvement la logique et les implications.

Dès lors que l'on admet que le fonctionnement d'une économie de marché repose sur l'institution de la propriété privée et que l'on reconnaît aux prix un rôle central, il faut, avec Mises, accepter que toute modification des « règles du jeu » engendre des altérations des processus économiques qui entravent la coordination des plans individuels. Autrement dit, il est illusoire de penser que des interventions telles que

les contrôles de prix, les subventions ou les réglementations puissent transformer les résultats du marché sans affecter les mécanismes mêmes qui les produisent. Ainsi, par exemple, soutient Mises, dans une économie de marché régie par les principes du laissez-faire, le marché du travail tend à s'autoréguler. Dès lors que l'État impose un salaire minimum ou que des syndicats fixent des rémunérations supérieures au taux de marché, cependant, ce ne sont pas seulement les niveaux d'emploi qui sont affectés : ce sont avant tout les signaux de prix et les calculs des entrepreneurs qui sont perturbés. Les ressources ne sont plus allouées selon les informations que transmettent les préférences des consommateurs et les coûts réels de production, mais selon des décisions administratives ou collectives. Les ajustements nécessaires se produisent alors ailleurs, par exemple dans la sélection des emplois, l'adaptation des qualifications ou le développement de solutions informelles, ce qui illustre la manière dont toute intervention modifie le processus catalactique sans pour autant le supprimer immédiatement. Cette logique ne se limite pas au seul marché du travail et peut être généralisée sous la forme d'une théorie de l'interventionnisme. Chaque fois qu'une autorité modifie par décret les signaux du marché, elle désorganise la coordination économique et engendre des déséquilibres qu'elle devra ensuite tenter de corriger par de nouvelles interventions. Chaque réglementation appelle ainsi la suivante, jusqu'à ce que l'économie finisse par fonctionner non plus selon les choix des consommateurs, mais selon les injonctions de l'administration.

Il ne faut toutefois pas voir ce processus comme une nécessité historique. Si Mises et Hayek ont soutenu que la planification et l'interventionnisme introduisent des perturbations dans la coordination des plans individuels et induisent une tendance cumulative vers un contrôle croissant, cela ne signifie pas que nos sociétés soient inexorablement engagées sur la « route de la servitude ». L'expérience de l'interventionnisme suggère que le capitalisme, en raison de sa robustesse institutionnelle et de sa capacité d'adaptation, peut intégrer un degré élevé de régulations et de contraintes sans pour autant

s'effondrer ni se transformer immédiatement en socialisme. Les marchés mondiaux, la dispersion du pouvoir politique et la nature fragmentaire des interventions contemporaines permettent au calcul économique de continuer à fonctionner, même imparfaitement. L'interventionnisme n'abolit donc pas la liberté, mais il la reconfigure, la dégrade partiellement et introduit des déséquilibres dont les effets sont cumulatifs et coûteux. En ce sens, nos économies montrent à la fois la validité de l'intuition misésienne sur les effets pervers de la planification et la persistance de l'ordre spontané hayékiens qui, quoique affaibli, reste capable de survivre à sa propre subversion. La force de Mises réside donc dans son cadre conceptuel rigoureux, capable de rendre intelligibles les effets indirects des interventions, plutôt que dans une prophétie déterministe.

Leonardo de Vio
Institut Coppet

Planifier la liberté

Conférence prononcée devant l'*American Academy of Political and Social Science*, Philadelphie, Pa., le 30 mars 1945

1. Le planisme, synonyme de socialisme

Le terme de « planisme » est le plus souvent utilisé comme synonyme de socialisme, de communisme et de gestion économique autoritaire ou totalitaire. Parfois, seul le modèle socialiste allemand — la *Zwangswirtschaft* — est appelé planisme, tandis que le terme de socialisme proprement dit est réservé au modèle russe, celui de la socialisation intégrale et de la gestion bureaucratique de toutes les usines, de tous les magasins et de toutes les exploitations agricoles. En tout cas, le planisme, dans cette acception, signifie planisme total par le gouvernement et mise en application obligatoire de ces plans à l'aide des pouvoirs de police. Le planisme dans cette acception veut dire contrôle total du monde des affaires par le gouvernement. C'est l'antithèse de la libre entreprise, de l'initiative privée, de la propriété privée des moyens de production, de l'économie de marché et du système des prix. Planisme et capitalisme sont totalement incompatibles. Dans le système planiste, la production se développe suivant les ordres du gouvernement, et non d'après les plans de capitalistes et d'entrepreneurs à la recherche du profit, profit qu'ils tirent en répondant au mieux aux désirs des consommateurs.

Le terme de planisme est cependant également utilisé dans un autre sens. Lord Keynes, Sir William Beveridge, le professeur Hansen et d'autres hommes éminents affirment qu'ils ne veulent pas substituer l'esclavage totalitaire à la liberté. Ils déclarent qu'ils sont en train de planifier la société libre. Ils recommandent un troisième système qui, selon eux, est aussi

éloigné du socialisme que du capitalisme, une troisième solution au problème de l'organisation économique de la société, située à mi-chemin entre les deux autres et qui, tout en retenant les avantages des deux, évite les inconvénients inhérents à chacun.

2. Le planisme, synonyme d'interventionnisme

Les soi-disant progressistes ont certainement tort lorsqu'ils prétendent que leurs propositions sont nouvelles et sans précédent. L'idée d'une troisième solution est en fait très ancienne et les Français lui ont donné depuis longtemps un nom particulièrement bien adapté : ils l'appellent « interventionnisme ». Presque personne ne doute que l'Histoire associera l'idée de sécurité sociale, plus encore qu'au *New Deal* américain et qu'à Sir William Beveridge, à la mémoire de Bismarck, que nos parents ne dépeignaient pas précisément comme libéral. Toutes les idées fondamentales du progressisme interventionniste actuel ont été clairement exposées par les principales têtes pensantes de l'Allemagne impériale, les professeurs Schmoller et Wagner, qui exhortaient au même moment l'Empereur à envahir et à conquérir les Amériques. Loin de moi l'idée de condamner toute idée parce qu'elle ne serait pas nouvelle. Mais comme les progressistes traitent leurs adversaires de ringards, d'orthodoxes et de réactionnaires, il est utile de faire remarquer qu'il serait plus approprié de parler de conflit entre deux orthodoxies : l'orthodoxie de Bismarck contre celle de Jefferson.

3. Ce que signifie l'interventionnisme ou économie mixte

Avant de commencer l'étude du système interventionniste d'une économie mixte, deux points doivent être clarifiés :

Premièrement : Si, dans une société fondée sur la propriété privée des moyens de production, certains moyens sont possédés et gérés par le gouvernement ou par des municipalités, ceci n'en fait pas un système mixte qui combinerait

socialisme et propriété privée. Tant que seules certaines entreprises individuelles sont publiquement contrôlées, les caractéristiques de l'économie de marché déterminant l'activité économique restent essentiellement inchangées. Les entreprises publiques, elles aussi, en tant qu'acheteuses de matières premières, de biens semi-finis et de travail, ainsi qu'en tant que vendeuses de biens et de services, doivent s'adapter au mécanisme de l'économie de marché. Elles sont soumises à la loi du marché : elles doivent s'efforcer de faire des profits ou, au moins, d'éviter de faire des pertes. Si l'on essaie d'atténuer ou d'éliminer cette dépendance en couvrant les pertes de telles entreprises par des aides issues de fonds publics, la seule conséquence est de déplacer ailleurs cette dépendance. Il en est ainsi parce que les moyens permettant ces aides doivent être pris quelque part. Ils peuvent être obtenus par l'impôt. Mais le fardeau de la taxation produit ses effets sur le public, pas sur le gouvernement qui collecte l'impôt. C'est le marché, pas les services fiscaux, qui décide qui subira la charge de l'impôt et comment ce dernier affectera la production et la consommation. Le marché et sa loi implacable ont le dernier mot.

4. Deux formes de socialisme

Deuxièmement : Il y a deux formes différentes pour mettre en œuvre le socialisme. La première — que nous pouvons appeler la forme marxiste ou russe — est purement bureaucratique. Toutes les entreprises économiques sont des services du gouvernement, à l'image de l'armée et de la marine ou des postes. Chaque usine, magasin ou exploitation agricole entretient les mêmes relations avec l'organisation centrale supérieure qu'un bureau de poste avec le bureau du Receveur général des postes. Toute la nation ne forme qu'une unique armée du travail avec service obligatoire : le commandant de cette armée est le chef de l'État.

La seconde forme — que nous pouvons appeler la forme allemande ou *Zwangswirtschaft* — diffère de la première en ce qu'elle maintient apparemment et pour la forme la propriété privée des moyens de production, les entrepreneurs et les

échanges du marché. Les prétendus entrepreneurs achètent et vendent, paient les employés, contractent des dettes, remboursent des intérêts et des amortissements. Mais ce ne sont plus des entrepreneurs. Dans l'Allemagne nazie on les appelait directeurs d'entreprise, *Betriebsführer*. Le gouvernement dicte à ces pseudo-entrepreneurs ce qu'ils doivent produire et comment le faire, à quel prix et à qui acheter, à quel prix et à qui vendre. Le gouvernement décide des salaires auxquels les ouvriers doivent travailler, à qui et selon quels termes les capitalistes doivent prêter leurs fonds. Les échanges du marché ne sont qu'une comédie. Comme tous les prix, tous les salaires et tous les taux d'intérêts sont fixés par les autorités, ils ne sont des prix, des salaires et des taux d'intérêts qu'en apparence. En réalité, ils ne constituent que des relations quantitatives reflétant les ordres du gouvernement, qui déterminent les revenus, la consommation et le niveau de vie de chaque citoyen. Ce sont les autorités et non les consommateurs qui orientent la production. Le bureau central de gestion de la production est tout-puissant. Les citoyens ne sont rien d'autres que des fonctionnaires. En fait, il s'agit de socialisme prenant l'apparence du capitalisme. Les étiquettes de l'économie de marché capitaliste sont conservées, mais elles signifient tout autre chose que dans une véritable économie de marché.

Nous devons signaler cette éventualité afin d'éviter une confusion entre socialisme et interventionnisme. Un système d'économie de marché entravée, d'interventionnisme, se différencie du socialisme par le fait même qu'il continue à être une économie de marché. Les autorités cherchent à influencer le marché en y intervenant au moyen de leur force de coercition, mais elles ne cherchent pas à éliminer totalement le marché. Elles désirent que la production et la consommation se développent dans des directions différentes de ce qu'elles suivraient sur un marché libre. Les autorités veulent atteindre leur objectif en injectant dans les rouages du marché des ordres, des obligations et des interdictions que l'appareil de contrainte et de pouvoir est prêt à faire appliquer. Mais il s'agit d'interventions isolées : leurs auteurs affirment qu'ils ne

prévoient pas de combiner ces mesures en un système totalement intégré qui réglementerait tous les prix, tous les salaires et tous les taux d'intérêt, et qui mettrait donc entre les mains des autorités le plein contrôle de la production et de la consommation.

5. La seule méthode pour augmenter les salaires de tous de façon permanente

Le principe fondamental des économistes véritablement libéraux, qui sont aujourd'hui habituellement qualifiés de façon abusive d'orthodoxes, de réactionnaires et de royalistes économiques, est la suivante : Il n'y a pas d'autre moyen pour éléver le niveau de vie général que d'accélérer l'accroissement de la quantité de capital rapportée à la population. Tout ce qu'un bon gouvernement peut faire pour améliorer le bien-être matériel des masses est d'établir et de préserver le cadre institutionnel dans lequel il n'y a pas d'obstacles à l'accumulation progressive de nouveaux capitaux et à leur utilisation en vue d'améliorer les méthodes techniques de production. La seule manière d'accroître le bien-être d'une nation est d'augmenter et d'améliorer la production des biens. La seule manière de faire monter les taux salariaux de façon permanente pour tous ceux qui désirent toucher un salaire est d'accroître la productivité du travail en augmentant la quantité de capital investi par tête et en améliorant les méthodes de production. Par conséquent, les libéraux concluent que la meilleure politique économique permettant de servir les intérêts de toutes les couches de la population d'un pays est celle du libre-échange, à la fois dans sur le plan des affaires intérieures et sur le plan des relations internationales.

Les interventionnistes, au contraire, croient que le gouvernement a le pouvoir d'améliorer le niveau de vie des masses, pour partie aux dépens des capitalistes et des entrepreneurs, pour partie aux dépens de personne. Ils recommandent de réduire les profits, d'égaliser les revenus et les fortunes par le biais d'une taxation confiscatoire, de baisser le taux d'intérêt par une politique d'argent facile et d'accroissement du crédit,

ainsi que d'augmenter le niveau de vie des travailleurs par l'application de salaires minimums. Ils préconisent une très forte dépense gouvernementale. Ils sont, assez curieusement, en même temps favorables à des prix bas pour les biens de consommation et à des prix élevés pour les produits agricoles.

Les économistes libéraux, c'est-à-dire ceux qui sont dénigrés comme orthodoxes, ne nient pas que certaines de ces mesures peuvent, sur le court terme, améliorer le sort de certains groupes de la population. Mais, disent-ils, elles doivent sur le long terme produire des effets qui, du point de vue du gouvernement et des partisans de ces politiques, sont moins souhaitables que la situation qu'ils veulent changer. Ces mesures sont par conséquent, lorsqu'on les juge du point de vue de leurs avocats, contraires aux buts qu'elles poursuivent.

6. L'interventionnisme, cause de la dépression

Il est vrai que de nombreuses personnes croient que la politique économique ne devrait pas se soucier du tout du long terme. Ils citent un aphorisme de Lord Keynes : « À long terme, nous sommes tous morts. » Je ne remets pas en cause la véracité de cet énoncé ; je considère même qu'il s'agit de la seule déclaration correcte de l'École néo-britannique de Cambridge. Mais les conclusions tirées de ce truisme sont totalement fallacieuses. Le diagnostic exact des maux économiques de notre époque est le suivant : nous avons dépassé le court terme et souffrons maintenant des conséquences à long terme des politiques passées qui ne les prenaient pas en compte. Les interventionnistes avaient étouffé les mises en garde des économistes. Mais les choses se sont développées précisément comme ces scientifiques orthodoxes tant vilipendés l'avaient prédit. La dépression est le contre-coup de l'accroissement du crédit ; le chômage qui continue année après année est l'effet inévitable des tentatives de forcer les taux de salaire au-dessus du niveau que le marché libre aurait fixé. Tous ces maux, que les progressistes interprètent comme la preuve de l'échec du capitalisme, sont le résultat inéluctable d'une interférence prétendument sociale dans le fonctionne-

ment du marché. Il est vrai que de nombreux auteurs ayant défendu ces mesures, ainsi que bon nombre d'hommes d'État et de politiciens les ayant mises en pratique, étaient poussés par de bonnes intentions et voulaient rendre les gens plus prospères. Mais les moyens choisis pour atteindre les fins recherchées étaient inappropriés. Aussi bonnes soient les intentions, elles ne peuvent jamais rendre adéquats des moyens que ne le sont pas.

Il faut souligner que nous discutons ici des moyens et des mesures, pas des fins. Le sujet traité n'est pas de savoir si les politiques défendues par les soi-disant progressistes sont recommandables ou condamnables d'un point de vue arbitraire et suivant une idée préconçue. Le problème fondamental est de savoir si de telles politiques peuvent réellement atteindre les fins qu'elles poursuivent.

C'est répondre à côté de la question que d'embrouiller le débat en faisant référence à des sujets accidentels ou non pertinents. Il est inutile de détourner l'attention du problème principal en calomniant les capitalistes et les entrepreneurs et en chantant les louanges des vertus de l'homme ordinaire. C'est précisément parce que l'homme ordinaire est digne de toute notre considération qu'il est nécessaire d'éviter les politiques nuisant à son bien-être.

L'économie de marché est un système intégré de facteurs interdépendants qui se conditionnent et se déterminent mutuellement. L'appareil social de coercition et de contrainte, i.e. l'État, a certainement la puissance de s'immiscer dans le marché. Le gouvernement ou les agences auxquelles le gouvernement, par privilège légal ou par complaisance, a donné le pouvoir d'utiliser la contrainte violente en toute impunité, sont en position de décréter que certains phénomènes du marché sont illégaux. Mais de telles mesures n'apportent pas les résultats que le pouvoir intervenant voudrait atteindre. Non seulement elles rendent la situation moins satisfaisante pour l'autorité qui intervient, mais elles détruisent complètement le système de marché, paralysent son fonctionnement et conduisent au chaos.

Si l'on considère le fonctionnement du système de marché comme peu satisfaisant, il faut essayer de lui substituer un autre système. C'est ce que veulent faire les socialistes. Mais le socialisme n'est pas le sujet de la présente conférence. J'ai été invité pour traiter de l'interventionnisme, c'est-à-dire des diverses mesures destinées à améliorer le fonctionnement du système de marché, sans le supprimer entièrement. Et ce que je prétends, c'est que de telles mesures doivent conduire à des résultats qui, du point de vue de leurs partisans, sont encore plus indésirables que la situation qu'elles veulent corriger.

7. Marx condamnait l'interventionnisme

Karl Marx ne croyait pas que l'intervention du gouvernement ou des syndicats sur le marché puisse aboutir aux fins bénéfiques espérées. Marx et ses partisans conséquents ont condamné avec leur langage franc toutes les mesures de ce genre comme non-sens réformateur, fraude capitaliste et idiotie de petits-bourgeois. Ils traitaient de réactionnaires les partisans de telles mesures. Clemenceau avait raison de le dire : On est toujours réactionnaire aux yeux de quelqu'un.

Karl Marx a déclaré que, dans un régime capitaliste, tous les biens matériels ainsi que le travail sont des marchandises et que le socialisme abolirait le caractère marchand des biens matériels et du travail. La notion de « caractère marchand » est particulière à la doctrine marxiste ; elle n'avait pas été utilisée auparavant. Ce qu'elle veut dire, c'est que les biens et le travail sont négociés sur des marchés, qu'ils sont achetés et vendus sur la base de leur valeur. Selon Marx, le caractère marchand du travail est impliqué par l'existence même du système des salaires. Il ne peut disparaître qu'au « stade plus avancé » du communisme, comme conséquence de la disparition du système des salaires et du paiement de salaires horaires. Marx aurait tourné en ridicule les tentatives d'abolir le caractère marchand du travail par le biais d'un traité international et par la mise en place d'un Bureau International du Travail, ainsi que d'une législation nationale et d'une dotation monétaire à divers bureaux nationaux. Je ne signale ces

points que pour montrer que les progressistes se trompent totalement en faisant référence à Marx et à la doctrine du caractère marchand du travail dans leur lutte contre les économistes qu'ils traitent de réactionnaires.

8. Les salaires minimums conduisent au chômage

Voici ce que disaient ces vieux économistes orthodoxes : Une augmentation permanente des taux salariaux pour tous ceux qui souhaitent toucher un salaire n'est possible que si la quantité de capital investie par tête et concomitamment la productivité du travail augmentent. La population ne profite en rien de ce que des taux de salaire minimums soient fixés à un niveau supérieur à ce qu'ils auraient été sur le marché libre. Il est sans importance que cette altération des taux salariaux soit faite par des décrets du gouvernement ou par la pression et la contrainte syndicales. Dans les deux cas, le résultat nuit au bien-être d'une grande partie de la population.

Dans un marché libre du travail, les taux salariaux sont fixés par le jeu de l'offre et de la demande à un niveau où ceux qui désirent travailler peuvent finalement trouver du travail. Dans un marché libre du travail, le chômage n'est que temporaire et n'affecte jamais plus qu'une faible proportion de la population. Une tendance continue prévaut, qui fait disparaître le chômage. Mais si les taux de salaire sont augmentés par l'intervention du gouvernement ou des syndicats au-dessus de ce niveau, les choses changent. Tant que seule une partie de l'industrie est syndiquée, la hausse des salaires que les syndicats font appliquer ne conduit pas au chômage, mais à une augmentation de l'offre de travail dans les branches de l'industrie où il n'y a pas de syndicats efficaces ou pas de syndicats du tout. Les travailleurs qui perdent leur emploi en raison de la politique syndicale entrent sur le marché des branches libres et font baisser les salaires dans ces branches. Le corollaire de la hausse des salaires des travailleurs organisés est une baisse des salaires des travailleurs non organisés. Mais si le niveau des taux de salaire est fixé de manière généralisée au-dessus du niveau du marché potentiel,

les travailleurs perdant leur emploi ne peuvent pas en trouver un autre dans d'autres branches. Ils restent au chômage. Le chômage devient un phénomène de masse se perpétuant d'année en année.

Tels étaient les enseignements de ces économistes orthodoxes. Personne n'a jamais réussi à les réfuter. Il était bien plus facile d'insulter leurs auteurs. Des centaines de traités, de monographies et de pamphlets les ont raillés et traités de tous les noms. Des romanciers, des auteurs de théâtre, des politiciens ont rejoint le choeur. Mais la vérité suit son propre cours. Elle agit et produit ses effets même si les programmes des partis et les manuels refusent de la reconnaître pour ce qu'elle est. Les événements ont prouvé la justesse des prédictions des économistes orthodoxes. Le monde fait face au gigantesque problème du chômage de masse.

Il ne sert à rien de parler d'emploi et de chômage sans faire de références précises à des taux salariaux bien déterminés. La tendance inhérente à l'évolution capitaliste est d'augmenter régulièrement les taux de salaire réels. Ce résultat est l'effet de l'accumulation progressive du capital grâce auquel les méthodes techniques de production sont améliorées. À chaque fois que ces accumulations du capital s'arrêtent, cette tendance s'arrête aussi. Si la consommation du capital remplace l'accroissement de capital disponible, les taux salariaux réels doivent baisser momentanément jusqu'à ce que les freins à un accroissement ultérieur du capital soient supprimés. Les investissements injustifiés, i.e. le gaspillage du capital qui est le trait le plus caractéristique de l'expansion du crédit et l'orgie associée à l'embellie artificielle qu'elle produit, la confiscation des profits et des fortunes, les guerres et les révolutions, constituent de tels freins. Il est bien triste qu'ils abaisSENT temporairement le niveau de vie des masses. Mais ce triste état de fait ne peut pas être balayé en prenant ses désirs pour la réalité. Il n'y a pas d'autre solution pour éliminer cette situation que celle recommandée par les économistes orthodoxes : une politique monétaire saine, une restriction des dépenses publiques, la coopération internationale pour garantir une paix durable et la liberté économique.

9. Les politiques traditionnelles des syndicats font du tort aux travailleurs

Les remèdes suggérés par les doctrinaires hétérodoxes sont vains. Leur application ne fait qu'empirer les choses, elle ne l'améliore jamais.

Il se trouve des hommes bien intentionnés qui exhorte les syndicats à faire un usage modéré de leurs pouvoirs. Mais ces exhortations ne servent à rien parce que leurs auteurs ne comprennent pas que les maux qu'ils veulent éviter ne sont pas dus à un manque de modération des politiques salariales des syndicats. Ils sont le résultat inévitable de toute la philosophie économique qui sous-tend les activités syndicales en ce qui concerne les salaires. Je ne cherche pas à étudier les effets bénéfiques que les syndicats pourraient avoir dans d'autres domaines, par exemple dans l'éducation, la formation professionnelle, etc. Je ne traite que de leurs politiques salariales. L'essence de ces politiques est d'empêcher les chômeurs de trouver un emploi en se proposant de travailler pour un montant inférieur aux taux syndicaux. Cette politique divise la force potentielle du travail en deux classes : les employés qui gagnent des salaires plus élevés qu'ils ne l'auraient fait sur un marché libre du travail, et les chômeurs qui ne gagnent rien du tout. Au début des années 1930, les taux salariaux nominaux aux États-Unis baissèrent moins que le coût de la vie. Les salaires horaires réels augmentaient en pleine progression catastrophique du chômage. Pour de nombreux employés, la dépression signifia une hausse du niveau de vie, alors que les chômeurs en étaient les victimes. La répétition de telles situations ne peut être évitée qu'en écartant totalement l'idée selon laquelle la contrainte et la coercition syndicales peuvent bénéficier à tous ceux qui souhaitent travailler et toucher un salaire. Ce qu'il faut, ce ne sont pas de faibles avertissements. Il faut convaincre les travailleurs que les politiques traditionnelles des syndicats ne servent pas l'intérêt de tous, mais uniquement les intérêts d'un seul groupe. Alors que dans une discussion individuelle le chômeur a virtuellement une voix, il est exclu de la discussion collective. Les responsables syndi-

caux ne se préoccupent pas de l'avenir de ceux qui ne sont pas membres du syndicat et encore moins des débutants voulant entrer dans leur industrie.

Les taux syndicaux sont fixés à un niveau auquel une partie considérable de la force de travail disponible reste sans emploi. Le chômage de masse n'est pas la preuve de l'échec du capitalisme mais celle de l'échec des méthodes syndicales traditionnelles.

Les mêmes considérations s'appliquent à la détermination des taux salariaux par les agences du gouvernement ou par un arbitrage. Si la décision du gouvernement ou du médiateur fixe les taux salariaux au niveau du marché, elle est superflue. Si elle la fixe à un niveau plus élevé, elle crée un chômage de masse.

La panacée à la mode que l'on suggère, à savoir d'importantes dépenses publiques, n'est pas moins vaine. Si le gouvernement se procure les fonds nécessaires en taxant les citoyens ou en empruntant auprès du public, il supprime autant d'emplois d'un côté qu'il n'en crée de l'autre. Si les dépenses du gouvernement sont financées par l'emprunt auprès de banques commerciales, cela signifie accroissement du crédit et inflation. Le prix de tous les biens et services doit alors augmenter, quoi que fasse le gouvernement pour éviter ce résultat.

Si, au cours d'une inflation, la hausse du prix des biens dépasse la hausse des taux de salaire nominaux, le chômage diminuera. Mais ce qui fait baisser le chômage, c'est précisément le fait que les taux de salaire réels diminuent. Lord Keynes recommandait l'accroissement du crédit parce qu'il croyait que les salariés accepteraient ce résultat : il croyait qu'une « baisse progressive et automatique des taux de salaire réels résultant de la hausse des prix » ne rencontrerait pas autant de résistance de la part des travailleurs qu'une tentative de diminuer les taux de salaire nominaux. Il est très peu probable qu'il en soit ainsi. L'opinion publique est pleinement consciente des changements de pouvoir d'achat et observe avec un ardent intérêt les mouvements de l'indice du prix des marchandises et du coût de la vie. Le fond de toutes ces dis-

cussions à propos des salaires porte sur les taux de salaire réels, et non sur les taux de salaire nominaux. L'idée de se montrer plus malin que les syndicats avec de telles astuces n'a pas d'avenir.

Et même si l'hypothèse de Lord Keynes était correcte, aucun bien ne pourrait survenir de cette duperie. Les grands débats d'idée doivent être résolus par des méthodes directes et franches : ils ne peuvent pas l'être par des artifices et des expédients. Il ne faut pas jeter de la poudre aux yeux des travailleurs mais les convaincre. Ils doivent comprendre par eux-mêmes que les méthodes syndicales traditionnelles ne servent pas leurs intérêts. Ils doivent abandonner eux-mêmes, de leur propre chef, les politiques qui font du tort à eux et aux autres.

10. Le rôle social des profits et des pertes

Ce que ce prétendu planisme de la liberté ne comprend pas, c'est que le marché et ses prix sont un mécanisme de guidage du système de la libre entreprise. La flexibilité du prix des marchandises, des taux de salaires et des taux d'intérêt contribue à adapter la production aux conditions changeantes et aux besoins des consommateurs, ainsi qu'à écarter les méthodes techniques obsolètes. Si ces ajustements ne résultent pas du jeu des forces à l'oeuvre sur le marché, ils doivent être effectués par ordre du gouvernement. Ce qui veut dire contrôle total du gouvernement : la *Zwangswirtschaft* nazie. Il n'y a pas de troisième voie. Les tentatives de geler le prix des marchandises, d'augmenter les taux de salaire et de baisser les taux d'intérêt à volonté ne font que paralyser le système. Elles doivent soit être abandonnées par un retour à la liberté du marché, soit complétées par un socialisme pur et non dissimulé.

L'inégalité des revenus et des fortunes est fondamentale dans un régime capitaliste. Les progressistes considèrent les profits comme choquants. L'existence même des profits est à leurs yeux une preuve que l'on pourrait augmenter les salaires sans nuire à personne d'autres qu'à des parasites inutiles. Ils parlent de profits sans traiter de leurs corollaires, les pertes.

Pertes et profits sont les instruments par lesquels les consommateurs gardent un contrôle ferme sur les activités entrepreneuriales. Une entreprise rentable tend à se développer, une entreprise non rentable à se réduire. L'élimination des profits rigidifie la production et abolit la souveraineté du consommateur. Ceci se produira mais pas parce que les entrepreneurs seraient médiocres et rapaces et parce qu'ils n'auraient pas les vertus monacales que les planificateurs attribuent aux autres gens. En l'absence de profits, les entrepreneurs n'apprendraient pas ce que veulent les consommateurs, et s'ils essaient de deviner, ils n'auraient pas les moyens d'ajuster et de développer les usines en conséquence. Les profits et les pertes retirent les facteurs matériels de production des mains inefficaces pour les transférer dans des mains plus efficaces. C'est leur rôle social que de rendre un individu d'autant plus influent dans la conduite des affaires qu'il réussit à produire les marchandises que les gens s'arrachent.

Il est donc hors sujet de considérer les profits comme une mesure du mérite personnel ou du bonheur. Bien sûr, M. X serait probablement aussi heureux avec 10 millions qu'avec 100 millions. D'un point de vue métaphysique, on ne peut certainement pas expliquer pourquoi M. X devrait gagner 2 millions par an, pendant que le Premier président de la Cour d'appel ou les principaux philosophes et poètes du pays gagnent beaucoup moins. Mais la question ne porte pas sur M. X : elle porte sur les consommateurs. Ces derniers seront-ils mieux approvisionnés, et à meilleur marché, si la loi devait empêcher les entrepreneurs les plus efficaces de développer la sphère de leurs activités ? La réponse est clairement non. Si les taux d'imposition actuels avaient été mis en place au début du vingtième siècle, de nombreux millionnaires d'aujourd'hui vivraient dans des circonstances plus modestes. Mais toutes les nouvelles branches de l'industrie qui permettent aux masses de disposer d'articles auparavant inconnus ne produiraient, si elles arrivaient même à produire, que sur une bien plus petite échelle, et leurs produits seraient hors de portée de l'homme ordinaire.

Dans le système du marché tous les hommes, en tant que producteurs, sont responsables devant le consommateur. Cette dépendance est directe pour les entrepreneurs, les capitalistes, les exploitants agricoles, les professions libérales et indirecte pour ceux qui travaillent pour un salaire. Le système économique de la division du travail, dans lequel chacun pourvoit à ses propres besoins en se mettant au service des autres, ne peut pas fonctionner en l'absence d'un facteur permettant d'ajuster les efforts des producteurs aux souhaits de ceux pour lesquels ils produisent. Si le marché n'a pas le droit de guider l'appareil économique, c'est le gouvernement qui doit s'en charger.

11. L'économie libre de marché sert au mieux l'homme ordinaire

Les plans socialistes sont totalement erronés et irréalisables. C'est un autre sujet. Mais les auteurs socialistes étaient au moins suffisamment clairvoyants pour voir que la simple paralysie du système de marché ne peut conduire qu'au chaos. Lorsqu'ils favorisent des actes de sabotage et de destruction, ils le font parce qu'ils croient que le chaos qui en résultera ouvrira la voie au socialisme. Mais ceux qui prétendent vouloir préserver la liberté alors qu'ils sont impatients de fixer les prix, les taux de salaires et les taux d'intérêt à un niveau différent de celui du marché, ceux-là se font des illusions. Il n'y a pas d'autre alternative que le choix entre l'esclavage totalitaire et la liberté. Il n'y a pas d'autre planification possible de la liberté et du bien-être général que de laisser le marché faire son travail. Il n'y a pas d'autre moyen pour atteindre le plein emploi, une hausse des taux de salaire réels et un niveau de vie élevé pour l'homme ordinaire que l'initiative privée et la libre entreprise.

La politique du « juste milieu » mène au socialisme

Discours prononcés devant le Club de l'Université, à New York,
le 18 avril 1950. Publié pour la première fois dans *Commercial and
Financial Chronicle*, 4 mai 1950. *

Le dogme fondamental de toutes les variétés du Socialisme[i] et du Communisme est le suivant :

« Le Capitalisme, ou Économie de Marché, est un système qui lèse les intérêts vitaux de l'immense majorité, pour le seul profit d'une petite minorité égoïste et dure. Le capitalisme condamne les masses à un appauvrissement progressif. Il amène la misère, l'esclavage, l'oppression, la dégradation et l'exploitation des travailleurs, pendant qu'il enrichit une classe de parasites oisifs et inutiles ».

Cette doctrine ne date pas de Karl Marx, elle avait été développée bien avant lui ; ses propagateurs les plus efficaces ne furent pas les écrivains marxistes mais des hommes tel que Carlyle et Ruskin, les « Fabiens » anglais, les professeurs allemands dits « socialistes de la chaire » et les institutionnalistes américains.

* Ce texte a été publié, augmenté en partie de l'essai 13 en français sous le titre « La Chaîne sans fin des interventions étatiques » dans *Angoisses et espoirs de la civilisation occidentale*, Éditions Sédif en 1952.

Les traductions des passages du *Manifeste communiste* de Marx et Engels et des extraits de Lénine cités par Mises ont été remplacées pour cette édition en ligne par la version « canonique » de la traduction française du texte. Elles diffèrent donc de celles figurant dans la traduction de 1952 de l'article de Mises. Voir aussi la remarque [i].

Les références des notes 1 et 2 sont de Mises ; les précisions sur les chapitres d'Hervé de Quengo).

[i] Dans la traduction française de 1952, le terme « collectivisme » ou « collectivisation » remplace presque systématiquement le terme « socialisme » [*socialism*] du texte anglais. Le mot de socialisme a été rétabli dans cette version. (Remarque d'Hervé de Quengo).

Fait très important, l'exactitude de ce dogme ne fut contestée que par un petit nombre d'économistes ; et ceux-ci se virent bientôt réduits au silence, écartés des Universités, de la Presse, de la conduite des partis politiques, et surtout des emplois publics. L'opinion, dans son ensemble, accepta la condamnation du Capitalisme comme une affaire entendue.

1. Le socialisme

Mais, naturellement, les conclusions politiques pratiques que les personnes tirèrent de ce dogme ne furent pas uniformes.

Un premier groupe affirme que le seul remède aux maux du Capitalisme est de l'abolir complètement, en substituant la gestion publique des moyens de production à leur gestion privée. Ce que l'on veut ainsi instaurer porte des noms divers : Socialisme, Communisme, Planisme, Capitalisme d'État, etc. Mais tous ces termes signifient une seule et même chose :

— désormais les consommateurs ne détermineraient plus, par leurs achats ou leur abstention, ce qu'il convient de produire, en quelles quantités et de quelle qualité ;

— mais dorénavant, seule une Autorité centrale dirigerait toutes les activités de production.

2. L'interventionnisme, politique dite du juste milieu

Un autre groupe est apparemment moins révolutionnaire. Ses membres rejettent le Socialisme aussi bien que le Capitalisme ; ce qu'ils recommandent est, disent-ils, aussi différent de l'un que de l'autre. C'est un troisième mode d'organisation économique de la Société, qui se tient à mi-chemin des deux autres systèmes, et conserve les avantages des deux tout en évitant les inconvénients inhérents à chacun.

Ce troisième système est connu sous le nom d'Interventionnisme ; aux États-Unis on l'appelle aussi « Middle-of-the-

road Policy » ; en France « politique de juste milieu », ou encore du « tiers-chemin ». [ii]

Ce qui rend la politique du tiers-chemin séduisante pour bien des gens, tient à leur façon arbitraire d'envisager les problèmes dont il s'agit.

D'après cette façon de voir, il y aurait deux classes — d'un côté les capitalistes et les entrepreneurs, de l'autre les salariés — en discussion sur l'attribution des revenus produits par le capital et les activités d'entrepreneur. Chacun des deux partis réclame tout le gâteau pour ses membres.

Faisons la paix, suggèrent ces médiateurs, en partageant également entre les deux classes les valeurs disputées. L'État, en tant qu'arbitre impartial, devrait s'entremettre pour réfréner la cupidité des capitalistes et assigner une part des profits aux classes laborieuses. Il pourra ainsi détrôner le Moloch du Capitalisme sans mettre à la place le Moloch du Socialisme totalitaire.

Seulement, cette façon de trancher la question est complètement fallacieuse. L'antagonisme entre le Capitalisme et le Socialisme n'est pas une dispute sur le partage d'un butin.

Il s'agit d'un conflit entre deux conceptions de l'organisation économique de la Société :

— du Capitalisme ou du Socialisme, quel est le système qui permet le mieux d'atteindre ce que tout le monde considère comme le but des activités dites économiques ? C'est-à-dire, quel est celui qui fournit le maximum possible de biens et de services utiles ?

Le Capitalisme veut atteindre ces objectifs par l'entreprise et l'initiative privées, soumises à la suprématie du public, achetant ou s'abstenant d'acheter sur le Marché. Les Socialistes veulent substituer, aux plans personnels des divers entrepreneurs, le plan unique d'une autorité centrale souveraine. Ils entendent remplacer ce que Marx appelait « l'anarchie de la production » par le monopole exclusif du Gouvernement.

[ii] La partie « en France 'politique de juste milieu', ou encore du 'tiers-chemin' » ne figure évidemment pas dans le texte anglais et a été ajoutée dans la traduction de 1952.

L'antagonisme ne porte pas sur le mode de distribution d'un total fixe d'utilités. Il porte sur le mode de production de tous ces biens dont les gens désirent profiter.

Le conflit des deux principes est irréconciliable et ne laisse place à aucun compromis. La direction est indivisible : ou bien la demande des consommateurs telle qu'elle se manifeste sur le Marché décide dans quel but et comment les facteurs de production devraient être employés ; ou bien c'est le Gouvernement qui s'occupe de ces questions, avec des pouvoirs discrétionnaires sur les biens et les personnes. Il n'existe rien qui puisse modérer l'opposition entre ces deux principes contradictoires ; ils s'excluent l'un l'autre.

L'Interventionnisme ne saurait donc être règle d'or d'un moyen terme entre Capitalisme et Socialisme. C'est le projet d'un troisième système d'organisation économique de la société et il doit être analysé comme tel. [iii]

3. Comment fonctionne l'interventionnisme

Nous n'avons pas à ici à étudier les mérites du Capitalisme ou du Socialisme ; seul l'Interventionnisme nous occupe. Nous éviterons également de nous engager à son sujet dans d'arbitraires jugements dépendant d'opinions préconçues. Notre seul souci est de discerner en quoi consiste pratiquement l'Interventionnisme, et s'il peut être considéré ou non comme un type stable d'organisation économique de la Société.

Les Interventionnistes soulignent qu'ils entendent maintenir la propriété privée des moyens de production, le système de l'entreprise et les échanges du Marché. Mais, disent-ils

[iii] Dans la traduction de 1952, les paragraphes, depuis « Ce qui rend la politique du tiers chemin séduisante... » jusqu'à « ...moyen terme entre Capitalisme et Socialisme », sont situés après le passage sur l'impôt progressif. Ils ont été rétablis ici à la position de l'édition du texte de l'édition en anglais.

Par ailleurs le passage « avec des pouvoirs discrétionnaires sur les biens et les personnes » ne figure pas dans l'édition américaine. En revanche, la dernière phrase : « C'est le projet d'un troisième système d'organisation économique de la société et il doit être analysé comme tel » ne figure pas dans la traduction française de ce passage déplacé. (Remarques d'Hervé de Quengo).

ensuite, il est indispensable d'empêcher ces institutions capitalistes de semer des ravages et d'exploiter injustement la majorité des gens. C'est le devoir du Gouvernement d'imposer, par ses ordres et prohibitions, des bornes à l'avidité des classes possédantes, afin que leur tendance à s'enrichir ne nuise aux classes plus pauvres.

Le Capitalisme sans frein, le « laissez-faire », disent-ils, est un mal. Mais pour éliminer la nocivité du Capitalisme, point n'est besoin de l'abolir entièrement. On peut améliorer le système, à condition que le Gouvernement contrôle les activités des capitalistes et des entrepreneurs.

Réglementer la vie économique, la « mettre au pas » par l'autorité du Gouvernement, c'est ainsi la seule méthode susceptible de tenir éloigné le Socialisme totalitaire, et de sauver du naufrage les aspects du Capitalisme qui valent d'être préservées.

Parlant de cette conception, les Interventionnistes préconisent un séduisant ensemble de mesures variées. Examinons l'une d'entre elle, le procédé très populaire du « contrôle des prix ».

4. Comment le contrôle des prix conduit au socialisme

Le Gouvernement estime, par exemple, que le prix du lait est trop élevé ; il désire que les pauvres puissent en donner davantage à leurs enfants. Il a alors recours à la taxation [iv], et fixe le prix du lait à un taux inférieur à celui qui s'était librement établi sur le Marché.

Le résultat est que les producteurs de lait marginaux, ceux qui produisent au coût le plus élevé, subissent désormais une perte. Comme le fermier ou l'entrepreneur, pris individuellement, ne peut pas continuer à produire à perte, ces producteurs marginaux cessent de produire et de vendre du lait sur le

[iv] Dans le texte original (en anglais) Mises n'emploie pas le terme de taxation (le contrôle des prix taxant effectivement à 100% la partie dépassant le prix autorisé) et parle simplement de prix plafond. (Remarque d'Hervé de Quengo).

Marché. Ils emploient leurs vaches et leur compétence à d'autres objets plus profitables ; par exemple, ils produisent du beurre, du fromage ou de la viande.

Il y a ainsi finalement moins de lait à la disposition des consommateurs, et non pas davantage. Ceci, évidemment, est contraire aux intentions du Gouvernement. Il voulait rendre possible à certains d'acheter plus de lait ; or son intervention a pour conséquence une diminution des quantités disponibles. La mesure se révèle être un échec précisément du point de vue du Gouvernement et des gens qu'il avait dessein de favoriser. Elle amène un état de choses qui — toujours du point de vue du Gouvernement — est moins désirable que l'état de choses antérieur qu'elle avait pour but d'améliorer.

À ce moment, le Gouvernement est placé devant une alternative. Il peut abroger son décret et s'abstenir d'autres efforts pour diriger le prix du lait. Mais s'il persiste dans son intention de maintenir ce prix au-dessous du taux que le Marché non entravé aurait déterminé, et s'il veut néanmoins éviter une baisse de l'approvisionnement en lait, il doit essayer d'éliminer les causes qui rendent non-rémunératrice l'activité des producteurs marginaux. Au premier décret concernant seulement le lait, doit s'en ajouter un second sur les facteurs de production du lait ; le prix de ces éléments est fixé assez bas pour que les producteurs de lait marginaux cessent de subir une perte, et s'abstiennent donc de restreindre la production.

Mais alors le même processus se répète sur un plan plus lointain. Il se produit une raréfaction des éléments requis pour la production du lait, et le Gouvernement est ramené à son point de départ. S'il ne veut ni admettre sa défaite ni s'abstenir de s'immiscer dans les prix, il doit pousser plus avant, et fixer une nouvelle série de prix : ceux des facteurs de production nécessaires à l'approvisionnement en éléments concourant à produire le lait.

Ainsi le Gouvernement est forcé d'aller de plus en plus loin, taxant l'un après l'autre tous les biens de consommation et de tous les facteurs de production (matériels et humains, c'est-à-dire aussi le travail) et d'ordonner à chaque entrepre-

neur et à chaque travailleur de continuer à travailler à ces prix et à salaires.

Aucune branche d'industrie ne peut, finalement, être exceptée de cette fixation générale des prix et salaires et de cette obligation de produire les quantités que le Gouvernement veut voir produites. Si certaines branches devaient être laissées libres, en considération du fait qu'elles produisent seulement des biens qualifiés de non vitaux ou même d'articles de luxe, le capital et la main-d'œuvre tendraient à affluer vers ces branches ; et le résultat serait une baisse dans l'approvisionnement de ceux des biens dont précisément le Gouvernement a fixé les prix parce qu'il les estime indispensables à la satisfaction des besoins des masses.

Mais quand cet état de direction générale de l'activité économique est atteint, il ne peut être question plus longtemps d'une Économie de Marché. Il n'y a plus désormais des citoyens déterminant par leurs achats ou leur abstention ce qui doit être produit et comment. Le pouvoir de décider de ces questions a été dévolu au Gouvernement ; c'est la planification gouvernementale intégrale, c'est le Socialisme.

5. Le Socialisme, modèle « *Zwangswirtschaft* »

Bien entendu, il est exact que ce genre de socialisme conserve quelques-unes des étiquettes et l'aspect extérieur du Capitalisme. Il maintient, en apparence et nominalement, la propriété privée des moyens de production, les prix, les salaires, les taux d'intérêt et les bénéfices. En fait, toutefois, rien ne compte que l'autocratie sans restrictions du Gouvernement.

Le gouvernement indique aux entrepreneurs et aux capitalistes ce qu'ils ont à fabriquer, en quelle quantité et qualité ; il leur désigne leurs fournisseurs et le prix d'achat, leurs clients et les prix de vente. Il décrète le taux des salaires et jusqu'à l'affectation des salariés.

Les transactions sur le marché ne sont plus qu'un trompe-l'œil. Tous les prix, salaires et taux d'intérêt sont déterminés par l'autorité. Ce sont des prix, des salaires et des taux

d'intérêt en apparence seulement : en fait, ce n'est plus qu'une échelle de rémunérations arbitrairement fixée par le Gouvernement.

Non seulement le Gouvernement — et non plus le Consommateur — dirige la production, mais c'est encore lui qui détermine le revenu de chaque citoyen, en lui assignant sa tâche et sa position.

C'est le Socialisme sous les apparences du Capitalisme ; c'est la « *Zwangswirtschaft* », l'Économie de contrainte du Reich hitlérien ; c'est l'Économie planifiée de la Grande-Bretagne.

6. Les expériences allemandes et anglaises

En effet, le schéma de transformation sociale tracé ci-dessus n'est pas simplement une construction théorique. Il dépeint réellement la succession d'événements qui a conduit au Socialisme tant en Allemagne, qu'en Grande-Bretagne et dans quelques autres pays.

Les Allemands, au cours de la Première Guerre mondiale, commencèrent par taxer [iv] un petit groupe de biens de consommation considérés comme de nécessité vitale. Ce fut l'inévitable échec de ces mesures qui les contraignit à aller pas à pas, plus avant.

C'est alors que, dans la deuxième partie de la guerre, ils dressèrent le « Plan Hindenburg ». Dans le contexte de ce Plan, aucune place quelconque ne restait pour un libre choix de la part des consommateurs, ou pour une action d'initiative de la part des entrepreneurs. Toutes les activités économiques étaient strictement subordonnées à la juridiction exclusive des autorités.

La défaite totale du Kaiser emporta tout l'appareil administratif impérial, et avec ce dernier s'en fut aussi le plan grandiose. Mais quand en 1931 le Chancelier Brüning s'embarqua à nouveau dans une politique de direction des prix, et que ses successeurs — Hitler plus que tout autre — s'y cramponnèrent obstinément, la même histoire se reproduisit.

[iv] Même remarque que précédemment.

La Grande-Bretagne et tous les autres pays qui dans la Première Guerre mondiale adoptèrent des mesures de contrôle des prix, eurent à connaître le même échec. Eux aussi furent poussés de plus en plus loin dans leurs essais, pour faire fonctionner leurs premiers décrets. Mais ils étaient encore à un stade rudimentaire de ce développement, quand leur victoire et l'opposition du public balayèrent tous les systèmes de contrôle de prix.

Les choses changèrent lors de la Seconde Guerre mondiale. L'Angleterre commença de nouveau par ne taxer [iv] qu'un petit nombre de produits vitaux ; mais elle dut ensuite monter toute la gamme, substituant de proche en proche à l'ancienne liberté économique une planification finalement généralisée. Quand la Guerre prit fin, la Grande-Bretagne était une République socialiste.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la socialisation britannique n'est pas une réalisation du Gouvernement travailliste de M. Attlee mais du Cabinet de M. Winston Churchill.

L'œuvre du Parti travailliste n'a pas été de collectiviser une Économie libre, mais de maintenir dans l'après-guerre l'Économie socialiste développée pendant les hostilités. Ce fait a été rejeté dans l'ombre par le bruit fait autour de la nationalisation de la Banque d'Angleterre, des mines de charbon et d'autres branches de l'Économie. Cependant la Grande-Bretagne est en régime socialiste, non parce que certaines entreprises ont été formellement expropriées et nationalisées, mais parce que toutes les activités de tous les citoyens sont soumises au plein contrôle du Gouvernement et de ses Administrations.

Les autorités dirigent l'attribution de capitaux et de main-d'œuvre aux différentes branches d'activité. Elles définissent ce qui devrait être produit [et elles assignent à chaque consommateur sa ration]. Le pouvoir suprême sur toute la vie économique est exclusivement aux mains du Gouvernement. Les individus sont réduits au statut de pupilles, tenus inconditionnellement d'obéir aux ordres de ce tuteur universel.

⁷ Même remarque que précédemment.

Quant aux hommes d'affaires, aux ci-devant chefs d'entreprise, ils n'ont plus que des fonctions de servants : tout ce qu'ils ont liberté de faire, c'est de mettre à exécution, dans un champ très étroit et nettement circonscrit, les décisions des Ministères. [v]

Ce qu'il nous faut retenir, c'est que les taxations [iv] portant sur quelques denrées déterminées manquent forcément leur objectif, et produisent des effets diamétralement opposés. En se plaçant au point de vue même du Gouvernement qui édicte de telles mesures, l'état de choses résultant est encore pire que celui qu'il voulait changer.

Si le Gouvernement, afin d'éliminer ces conséquences inéluctables mais indésirées, poursuit sa route de proche en proche, il transforme finalement le système du Capitalisme et de l'entreprise libre, en un régime socialiste du type Hindenburg.

7. Les crises et le chômage

La même chose est vraie de tous les autres genres d'intervention dans les mécanismes du Marché.

Les taux minima de salaires — qu'ils soient décrétés par le gouvernement ou imposés par la pression des syndicats et la violence — aboutissent à un chômage massif prolongé d'année en année, dès qu'ils élèvent le taux des salaires au-dessus du niveau d'un Marché non entravé.

Les tentatives pour abaisser le taux d'intérêt par l'expansion du crédit provoquent, il est vrai, une période de « boom » des affaires. Mais la prospérité ainsi engendrée est seulement un produit artificiel de serre chaude, et doit inexorablement conduire à la débâcle et à la dépression. Les gens payent alors

[v] Dans la traduction de 1952, les deux derniers paragraphes, depuis « Les autorités dirigèrent... » jusqu'à « ...les décisions des Ministères. » sont situés après le passage se terminant par la phrase « plus qu'une échelle de rémunérations arbitrairement fixée par le Gouvernement ». Ils ont été rétablis ici à la position de l'édition du texte anglais. Par ailleurs le passage « et elles assignent à chaque consommateur sa ration » ne figure pas dans l'édition américaine de ce passage. (Remarques d'Hervé de Quengo).

[iv] Voir précédemment.

lourdement l'orgie d'argent facile dont ils ont joui, pendant les quelques années d'expansion du crédit et d'inflation.

Le retour périodique de phases de dépression et de chômage de masse a discrédité le Capitalisme dans l'opinion de gens irréfléchis. Mais les oscillations cycliques ne résultent pas du fonctionnement du Marché libre ; elles sont la conséquence des interventions — bien intentionnées mais mal avisées — du Gouvernement sur le marché.

Il n'y a pas de moyen d'élever en bloc le taux des salaires et le niveau de vie, si ce n'est d'accélérer l'accroissement des capitaux productifs par rapport au chiffre de la population.

La seule méthode pour relever le taux des salaires de façon permanente — et pour tous ceux qui travaillent dans des emplois salariés — est d'augmenter la productivité de l'effort industriel en accroissant le quota par tête de capital investi. Si les salaires américains dépassent de loin les salaires d'Europe et d'Asie, c'est parce que l'effort et l'attention de l'ouvrier américain sont aidés par des outils plus nombreux et des méthodes de travail meilleures.

Tout ce que le « bon gouvernement » peut faire pour améliorer le bien-être matériel du peuple, est d'établir et de maintenir un ordre institutionnel dans lequel il n'y a pas d'obstacle à l'accumulation progressive de capital neuf, requis pour l'amélioration des méthodes technologiques de production.

C'est ce que le Capitalisme a effectivement accompli dans le passé et accomplira encore dans l'avenir s'il n'est saboté par une mauvaise politique. [vi]

8. Les deux routes vers le socialisme

L'interventionnisme ne peut pas être considéré comme un régime économique durable ; c'est une méthode pour passer

[vi] Dans la traduction de 1952, les quatre derniers paragraphes, depuis « Il n'y a pas de moyen d'élever... » jusqu'à « ...saboté par une mauvaise politique. » sont situés à la fin, au milieu de l'essai 13. Ils ont été rétablis ici à la position de l'édition du texte anglais. Par ailleurs le passage « et elles assignent à chaque consommateur sa ration » ne figure pas dans l'édition américaine de ce passage. (Remarques d'Hervé de Quengo).

du Capitalisme au Socialisme par paliers successifs. C'est dans cette progressivité que réside sa différence avec les entreprises des Communistes qui veulent instaurer d'un coup le Socialisme. La divergence ne porte pas tant sur l'objectif ultime de l'évolution politique, que sur la tactique à employer pour atteindre un but que l'un et l'autre groupe ont en vue.

Karl Marx et Friedrict Engels recommandèrent successivement chacun des deux moyens pour la réalisation du Socialisme.

En 1848, dans le *Manifeste communiste*, ils esquissèrent un plan pour la transformation graduelle du Capitalisme en Socialisme. Le prolétariat devait être élevé à la position de classe dirigeante et employer sa suprématie politique « pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie ». [i]

Ceci, déclaraient-ils, «ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despote du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier ». [i] Dans cette perspective, ils énumérèrent en guise d'exemple dix mesures.

Quelques années plus tard, Marx et Engels changèrent d'avis ; et dans son principal traité, *Le Capital*, paru en 1867, Marx exposa des vues toutes différentes.

Le Socialisme doit forcément venir, « avec l'inexorabilité d'une loi de nature ». Mais il ne peut apparaître avant que le Capitalisme ait atteint sa pleine maturité. Il n'y a qu'une voie vers l'effondrement du Capitalisme, et c'est l'évolution progressive du Capitalisme lui-même. Alors seulement la grande révolte finale de la classe laborieuse lui donnera le coup de grâce et inaugura l'ère sans fin de l'Abondance.

Au nom de cette doctrine, Marx et l'école du Marxisme orthodoxe rejettent toutes les politiques qui prétendent enca-

[i] Dans la traduction française de 1952, le terme « collectivisme » ou « collectivisation » remplace presque systématiquement le terme « socialisme » [socialism] du texte anglais. Le mot de socialisme a été rétabli dans cette version. (Remarque d'Hervé de Quengo).

drer, réglementer et améliorer le Capitalisme. De telles politiques, déclarent-ils, ne sont pas seulement vaines, mais carrément nuisibles ; car elles ont pour effet de retarder l'arrivée du Capitalisme à sa pleine maturité, et par là même à son effondrement ; elles sont par conséquent, non pas progressistes, mais réactionnaires.

Ce fut cette idée qui conduisit le Parti Social-Démocrate allemand à voter contre la législation de Sécurité Sociale de Bismarck, et à faire échouer le plan de ce dernier pour nationaliser l'industrie allemande des tabacs. En vertu de cette même doctrine, les Communistes américains traitèrent le *New Deal* comme une machination réactionnaire extrêmement nuisible aux véritables intérêts des travailleurs.

Il nous faut bien comprendre que l'antagonisme entre les Interventionnistes et les Communistes est une manifestation du conflit entre le Marxisme première manière et le Marxisme deuxième manière ; entre le Marx de 1848, auteur du *Manifeste communiste*, et le Marx de 1867, auteur du *Capital*.

Par un piquant paradoxe, d'ailleurs, des gens qui se disent anti-communistes soutiennent la politique formulée par Marx, précisément dans le document intitulé *Manifeste communiste*...

Il y a deux méthodes possibles pour la transformation du Capitalisme en Socialisme. L'une est d'exproprier toutes les fermes, usines et boutiques, et de les faire fonctionner par un appareil bureaucratique, comme des Ministères. L'ensemble de la Société, dit Lénine, devient alors « un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire ».¹ Et, dit-il encore, « Toute l'économie nationale [sera] organisée comme la poste ».²

La deuxième méthode est celle du Plan Hindenburg, le type originairement allemand de l'État-providence et du Planisme. Elle constraint chaque firme et chaque individu à

¹ Cf. Lénine, *State and Revolution* (Little Lenin Library No. 14, New York, 1932), p. 84. [État et révolution, chapitre V, paragraphe 4, traduction modifiée d'après la version française du texte de Lénine. Remarque et changement d'Hervé de Quengo]

² *Ibid.*, p. 44 [Idem].

accomplir strictement les ordres émis par l'Office Gouvernemental Central de Direction de la Production.

C'était là l'intention du « National Industrial Recovery Act » de Roosevelt en 1933, que la résistance des milieux économiques fit échouer et que la Cour Suprême des U.S.A. déclara inconstitutionnel. Cela reste l'idée centrale des efforts faits pour substituer la planification à l'entreprise privée.

9. Le contrôle des changes

Le véhicule par excellence pour introduire d'introduire ce second type de Socialisme dans des pays industriels comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne est le Contrôle des Changes.

Ces pays ne peuvent nourrir et vêtir leur peuple avec les ressources indigènes. Ils doivent importer de grandes quantités d'aliments et de matières premières. Afin de payer ces importations dont le besoin se fait durement sentir, on doit exporter des produits manufacturés, pour la plupart fabriqués à partir des matériaux importés. Dans de tels pays, à peu près toute transaction économique est, directement ou indirectement, conditionnée par l'exportation ou l'importation, ou par les deux à la fois.

Par conséquent, le monopole gouvernemental sur l'achat et la vente des devises étrangères suffit à placer toute espèce d'activité économique à la disposition de l'organisme administratif chargé du contrôle des Changes.

Aux États-Unis, la situation est différente : le volume du commerce extérieur est relativement faible, comparé avec le volume total du commerce national. Le contrôle des Changes n'affecterait que légèrement la très grande partie des affaires américaines. C'est la raison pour laquelle les projets des planistes américains mentionnent à peine le contrôle des Changes. Leurs efforts sont orientés vers la direction des prix, des salaires et des taux d'intérêt ; vers le contrôle de l'investissement, et la limitation des bénéfices et des revenus.

10. L'impôt progressif

Si l'on considère l'évolution du taux de l'impôt sur le revenu aux États-Unis — depuis la création en 1913 de l'Impôt fédéral sur le Revenu, jusqu'à maintenant — il paraît à peu près certain que cet impôt finira un jour par amputer tout revenu de la part qui dépasse le revenu de l'électeur moyen.

En Grande-Bretagne, l'impôt normal plus la taxe spéciale sur le revenu des investissements s'élèvent, pour les paliers supérieurs de revenus, bien au-dessus de 100% du revenu total. [vii] C'est ce que Marx et Engels avaient dans l'esprit quand ils recommandèrent dans le *Manifeste communiste*, « un impôt fortement progressif » [i] sur le revenu.

Une autre des suggestions du *Manifeste communiste* était « l'abolition de l'héritage » [i].

Actuellement, les lois n'en sont arrivées là ni en Grande-Bretagne ni aux États-Unis. Mais si, à nouveau, nous regardons vers le passé, l'histoire des impôts de succession nous montre qu'ils se sont constamment rapprochés du but fixé par Marx. Des impôts de successions, aussi élevés que ceux qui frappent aujourd'hui les paliers supérieurs [viii], ne peuvent plus être appelés des impôts ; ce sont des mesures de spoliation.

Enfin, l'idée qui inspire les impôts progressifs est que l'on peut puiser à volonté dans le revenu et la richesse acquise des classes aisées. Ce que les partisans de ces taux d'imposition ne comprennent pas, est que la plus grande partie des revenus détournés par l'impôt n'auraient pas été consommés, mais épargnés et investis. En réalité, cette politique fiscale n'empêche pas seulement que se poursuive l'accumulation de capitaux neufs : elle provoque la désagrégation des capitaux existants. Tel est le cas actuellement en Grande-Bretagne.

[vii] La phrase « En Grande-Bretagne, l'impôt normal plus la taxe spéciale sur le revenu des investissements s'élèvent, pour les paliers (cf. remarque suivante) supérieurs de revenus, bien au-dessus de 100% du revenu total. » ne figure pas dans le texte anglais. (Remarque d'Hervé de Quengo).

[i] Voir précédemment, note [i].

[viii] On dirait plutôt « tranches » que « paliers » de nos jours. (Remarque d'Hervé de Quengo).

11. La tendance au socialisme

Le cours des événements des trente dernières années aux États-Unis montre une progression, parfois interrompue mais jamais renversée, vers une socialisation du type allemand et anglais.

L'Amérique s'est engagée dans ce déclin plus tard que ces deux autres pays, et aujourd'hui encore elle est moins proche qu'eux du terme du processus de collectivisation. Mais si le courant de cette politique ne vient pas à changer, le résultat final ne différera qu'en des points accidentels et négligeables de ce qui arriva dans l'Angleterre d'Attlee, et dans l'Allemagne d'Hitler.

La « politique du juste milieu » n'est pas un système économique qui puisse durer ; ce n'est qu'une collectivisation par annuités.

12. Le capitalisme d'échappatoires

Beaucoup de gens se refusent à le croire, en s'appuyant sur le fait que la plupart des lois qui visent à la planification, ou à l'expropriation par l'impôt progressif, ont laissé quelques échappatoires qui offrent à l'entreprise privée une marge à l'intérieur de laquelle elle peut continuer. Il est certain que des failles existent, et que grâce à elles nous sommes encore en pays libre.

Mais ce capitalisme d'échappatoires n'est pas assuré du lendemain : bien au contraire, il n'est qu'en sursis. Des forces puissantes travaillent à fermer les dernières brèches, et de jour en jour elles rétrécissent le champ d'action de l'entreprise privée, et même ses possibilités d'existence.

13. L'avènement du socialisme n'est pas inéluctable

Assurément, cet aboutissement n'est pas inévitable. Un tel courant peut être renversé, comme bien d'autres l'ont été dans l'Histoire. La prophétie marxiste : « Le Socialisme est en

marche, avec l'inexorabilité d'une loi de nature », n'est rien d'autre qu'une conjecture dénuée de toute preuve.

Toutefois le prestige dont jouit ce vain pronostic jouit (non seulement auprès des marxistes, mais aussi auprès de nombreux soi-disant non marxistes) est le principal instrument du progrès de la collectivisation. Il répand le défaitisme parmi ceux qui autrement combattraient vaillamment le péril.

Le plus puissant allié de la Russie soviétique est la croyance que la « vague de l'avenir » nous porte vers le Socialisme et qu'il est par conséquent « progressiste » de sympathiser avec toutes les mesures qui restreignent de plus en plus l'Économie de Marché.

Même aux États-Unis, qui doivent à un siècle d'application de cet « âpre individualisme » — tant décrié — le plus haut niveau de vie jamais atteint par une nation quelconque, l'opinion publique condamne le laissez-faire.

Depuis cinquante ans, des milliers de livres ont mis le Capitalisme en accusation, prôné l'interventionnisme révolutionnaire, l'État-providence et le Socialisme. Beaucoup de ces ouvrages furent célébrés avec exubérance, alors que les quelques livres qui essayaient d'expliquer correctement le fonctionnement de l'Économie de Marché furent à peine remarqués du public et leurs auteurs demeurèrent obscurs alors qu'on porta aux nues les noms de Veblen, Commons, John Dewey et Laski. [ix]

Il est également de fait que le roman, le théâtre et le cinéma rivalisent de critiques « progressistes » à l'égard de l'entreprise libre. D'innombrables périodiques attaquent furieusement, à chaque numéro, la liberté économique ; en revanche quel est le magazine qui oserait défendre ouvertement ce régime qui, pourtant, a fourni à l'immense majorité des Américains non seulement bon gîte et bonne nourriture, mais encore autos, réfrigérateurs, radios, et tant d'autres choses qui à l'étranger sont du luxe ?

[ix] La partie « alors qu'on porta aux nues les noms de Veblen, Commons, John Dewey et Laski » ne figure pas dans la traduction de 1952. (Remarque d'Hervé de Quengo).

La très grave répercussion de cet état de choses est que la défense de l'entreprise privée est pratiquement insignifiante. On trouve seulement des partisans du « juste milieu », qui croient avoir remporté un grand succès quand ils ont retardé quelque peu une mesure particulièrement ruineuse.

Ces gens battent constamment en retraite. Ils s'accommodent aujourd'hui de mesures qu'ils n'auraient même pas voulu discuter il y a dix ou vingt ans. Ils acquiesceront, dans peu d'années, à d'autres mesures qu'aujourd'hui ils considèrent comme simplement hors de question.

Seul un changement complet de mentalité peut empêcher l'avènement du Socialisme totalitaire.

Il ne s'agit pas de faire de l'anti-socialisme, ni de l'anti-communisme ; il nous faut prendre parti ouvertement et activement pour l'économie concurrentielle, à qui nous sommes redevables d'une abondance de biens, en comparaison de quoi les âges révolus n'ont jamais connu que la demi-misère.

*Laissez-faire ou dictature**Plain Talk*, janvier 1949

1. Ce que « L'Encyclopédie des Sciences Sociales » dit du laissez-faire

Depuis plus de cent ans, la devise « *laissez faire, laissez passer* » agit comme un drapeau rouge pour les annonciateurs du despotisme totalitaire. D'après ces fanatiques, cette maxime résume tous les odieux principes du capitalisme. Démasquer ses erreurs reviendrait donc à faire exploser les fondements idéologiques du système de la propriété privée de moyens de production, et à démontrer implicitement la supériorité de son antithèse, à savoir le communisme et le socialisme.

« L'Encyclopédie des Sciences Sociales » [*Encyclopedia of the Social Sciences*] peut être à juste titre considérée comme représentative des doctrines enseignées dans les universités et collèges américains et britanniques. Son neuvième volume contient un article intitulé « Laissez Faire » et écrit par G. D. H. Cole, professeur à Oxford et auteur de romans policiers. Dans les quatre pages un quart de sa contribution, le professeur Cole se laisse librement aller en utilisant des épithètes désapprobatrices. La maxime « ne résiste pas à l'examen », elle n'a cours que dans « l'économie populaire », n'est qu'une « faillite sur la plan théorique », un « anachronisme », ne survit que comme « préjugé » mais « est morte en tant que doctrine méritant le respect théorique. » Le recours à de telles appellations chargées d'opprobre ainsi qu'à de nombreuses autres n'arrive pas à cacher le fait que les arguments du professeur Cole passent totalement à côté de la question. Le professeur Cole n'est pas compétent pour traiter de ces problèmes parce qu'il ne sait tout simplement pas ce qu'est

l'économie de marché, ni comment elle fonctionne. La seule affirmation correcte de cet article est le truisme suivant lequel ceux qui rejettent le laissez-faire sont socialistes. Il a également raison de dire que le rejet du laissez-faire est « aussi important dans l'idée nationale du fascisme italien que dans le communisme russe. »

Le volume qui contient l'article de M. Cole a été publié en janvier 1933. Ceci explique pourquoi il n'inclut pas l'Allemagne nazie dans les rangs des nations qui se sont libérées du sortilège de cette sinistre maxime. Il ne fait que noter avec satisfaction que la conception rejetant le laissez-faire est « à l'arrière-plan de nombreux projets de planification nationale qui, en grande partie grâce à l'influence russe, est en train d'être proposée dans le monde entier. »

2. Laissez-faire veut dire économie libre de marché

D'éminents historiens ont consacré beaucoup d'efforts à la question de savoir à qui attribuer la paternité de la maxime « *laissez faire, laissez passer* ». En tout état de cause, ce qui est certain c'est que dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, les remarquables champions français de la liberté économique — et parmi eux figurent en premier lieu Gournay, Quesnay, Turgot et Mirabeau — condensèrent pour le public populaire leur programme dans cette phrase. Leur but était d'établir une économie de marché sans entraves. Afin d'atteindre cet objectif, ils préconisaient l'abolition de tous les statuts empêchant les individus les plus travailleurs et les plus efficaces de l'emporter sur leurs concurrents moins travailleurs et moins efficaces et restreignant la mobilité des marchandises et des hommes. Voilà ce que cette fameuse maxime voulait exprimer.

En utilisant à l'occasion les mots « *laissez faire, laissez passer* », les économistes du dix-huitième siècle n'avaient pas pour but de donner un nom à leur philosophie sociale, la doctrine du laissez-faire. Ils concentraient leurs efforts sur l'élaboration d'un nouveau système d'idées politiques et sociales qui bénéfieraient à l'humanité. Ils ne cherchaient pas à organiser une

faction ou un parti et à lui trouver un nom. Ce n'est que plus tard, dans la deuxième décennie du dix-neuvième siècle, qu'un terme surgit pour désigner l'ensemble complet de la philosophie politique de la liberté, à savoir le terme de « libéralisme ». Le nouveau mot était emprunté à l'Espagne, où il désignait les amis du gouvernement constitutionnel et de la liberté religieuse. Très vite, il fut utilisé partout en Europe pour désigner les tentatives de ceux qui représentaient le gouvernement représentatif, la liberté de pensée et de parole, la liberté de la presse, la propriété privée des moyens de production et le libre échange.

Le programme libéral est un tout indivisible et indissoluble, et non un patchwork arbitrairement assemblé de diverses composantes. Ses différentes parties dépendent les unes les autres. L'idée que la liberté politique pourrait être préservée en l'absence de liberté économique, ou vice versa, est une illusion. La liberté politique est le corollaire de la liberté économique. Ce n'est pas par accident que l'âge du capitalisme est survenu en même temps que l'âge du gouvernement par le peuple. Si les individus ne sont pas libres d'acheter et de vendre sur le marché, ils deviennent de véritables esclaves dépendant des bonnes grâces du gouvernement omnipotent, quelle que soit la lettre de la constitution.

Les pères du socialisme et de l'interventionnisme moderne étaient pleinement conscients du fait que leurs propres programmes étaient incompatibles avec les postulats politiques du libéralisme. La principale cible de leurs véhémentes attaques était le libéralisme dans son ensemble. Ils ne faisaient pas de distinction entre les aspects économique et politique du libéralisme.

Mais, les années passant, les socialistes et les interventionnistes des pays anglo-saxons découvrirent qu'attaquer ouvertement le libéralisme et l'idée de liberté était une aventure sans espoir. Le prestige des institutions libérales était si grand dans le monde anglo-saxon qu'aucun parti ne se risquait à le défier directement. La seule chance de l'anti-libéralisme était de se camoufler lui-même en se présentant comme le véritable

et authentique libéralisme et en dénonçant les attitudes des autres partis comme une contrefaçon du libéralisme.

Les socialistes du continent européens avaient insulté et dénigré de manière fanatique le libéralisme et l'idée de progrès, et ils avaient calomnié la démocratie de façon méprisante en la traitant de « ploutocratie ». Leurs homologues anglo-saxons, qui avaient d'abord adopté la même méthode, avaient après un certain temps inversé leurs appellations et s'arrogeaient les celles de libéraux, progressistes et démocrates. Ils commencèrent à nier catégoriquement que la liberté politique soit le corollaire de la liberté économique. Ils affirmaient effrontément que les institutions démocratiques ne pouvaient fonctionner de manière satisfaisante que si le gouvernement avait le contrôle total de toutes les activités de production et que le citoyen individuel était obligé d'obéir sans condition aux ordres donnés par le bureau de planification centrale. À leurs yeux, l'embrigadement intégral était le seul moyen de rendre les gens libres et la liberté de la presse était le mieux garantie par un monopole gouvernemental de l'imprimerie et de l'édition. Les scrupules ne les étouffaient pas quand ils dérobèrent le vieux nom de « libéralisme » et commencèrent à appeler « libérales » leur propre doctrine et leurs propres politiques. Aux États-Unis, le terme « libéralisme » est de nos jours le plus souvent utilisé comme synonyme de communisme.

La nouveauté sémantique que les socialistes et les interventionnistes ont ainsi inauguré a laissé les défenseurs de la liberté sans nom. Il n'y avait pas de terme disponible pour désigner ceux qui croient que la propriété privée des facteurs de production matériels est le meilleur, en réalité le seul, moyen de rendre la nation et tous les citoyens qui la composent aussi prospères que possible, et de permettre au gouvernement représentatif de pouvoir fonctionner. Les socialistes et les interventionnistes pensent que de telles personnes ne méritent aucun nom, et n'y font référence que par des épithètes insultantes comme « royalistes économiques », « sycophantes de Wall Street », « réactionnaires », etc.

Cette situation explique pourquoi l'expression « laissez faire » fut de plus en plus utilisée pour désigner les idées des défenseurs de l'économie libre de marché face à la planification gouvernementale et à son implacable discipline.

3. L'argument de Cairnes contre le laissez-faire

Il n'est plus aujourd'hui très difficile pour l'homme intelligent de se rendre compte que l'alternative est entre économie de marché et communisme. La production peut être dirigée soit par l'achat et l'abstention d'achat de tout le monde, soit par les ordres du chef suprême de l'État. Les hommes doivent choisir entre ces deux systèmes d'organisation économique de la société. Il n'y a pas de troisième solution, pas de chemin intermédiaire.

Il est triste de voir que non seulement les politiciens et les démagogues n'ont pas réussi à entrevoir cette vérité essentielle, mais que même certains économistes se sont trompés en traitant des problèmes associés.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'influence malheureuse qui trouve son origine dans l'analyse embrouillée que John Stuart Mill fait de l'intervention du gouvernement dans les affaires. Il est évident, lorsqu'on lit l'autobiographie de Mill que ce changement d'esprit résultant de ce qu'il appelle « une plus grande proximité... avec un socialisme mitigé »¹ était entièrement motivé par des sentiments personnels et non par un raisonnement détaché de toute émotion. C'est certainement le rôle de l'économie de réfuter les erreurs qui déforment les dissertations d'un penseur aussi éminent que Mill. Mais il n'est pas nécessaire de discuter des influences de Mme Mill.

Quelques années après Mill, un autre économiste éminent, J.E. Cairnes, traita du même problème². En tant que philosophe et essayiste, Mill dépasse de loin Cairnes. Mais comme

¹ Cf. John Stuart Mill, *Autobiography*, Londres, 1873, p. 191.

² Cf. J.E. Cairnes, *Political Economy and Laissez Faire* (discours d'introduction prononcé à University College, Londres, novembre 1870 ; repris dans *Essays in Political Economy*, Londres, 1873, pp. 232-264).

économiste, Cairnes n'était pas inférieur à Mill, et ses contributions à l'épistémologie des sciences sociales ont bien plus de valeur et d'importance que celles de Mill. Pourtant, l'analyse du laissez-faire par Cairnes ne montre pas cette brillante précision du raisonnement qui est la marque de ses autres écrits.

Selon Cairnes, l'affirmation que sous-entend la doctrine du laissez-faire est que « la poursuite de leur intérêt conduira les individus, dans tous les domaines du comportement concernant leur bien-être, à suivre spontanément la direction qui est la meilleure pour leur bien et pour le bien de tous. » Cette assertion, dit-il, « implique les deux hypothèses suivantes : premièrement, que les intérêts des êtres humains sont fondamentalement les mêmes — que ce qui est dans mon intérêt est aussi en majorité dans l'intérêt des autres ; et, deuxièmement, que tous les individus connaissent leurs intérêts au sens où ils coïncident avec les intérêts des autres et que, en l'absence de coercition, ils les suivront dans ce sens. Si l'on fait ces deux hypothèses, la politique de laissez-faire... s'ensuit avec une rigueur scientifique. »

Cairnes est prêt à accepter la première — et principale — prémissse du syllogisme, selon laquelle les intérêts des êtres humains sont fondamentalement les mêmes. Mais il rejette la seconde — la moins importante³. « Les êtres humains connaissent et suivent leurs intérêts, d'après leurs lumières et leurs dispositions ; mais pas nécessairement, ni en pratique toujours, au sens où les intérêts des individus coïncident avec ceux des autres et de l'ensemble. »⁴

Pour les besoins du raisonnement, acceptons la façon dont Cairnes présente le problème et dont il le traite. Les êtres humains sont faillibles et n'arrivent donc parfois pas à apprendre ce que leurs véritables intérêts leur demanderaient de faire. De plus, il y a « dans le monde des choses telles que la passion, les préjugés, l'habitude, l'*esprit de corps* [en français dans le texte. NdT], l'intérêt de classe, qui détournent les gens de la poursuite de leurs intérêts au sens le plus large et le plus

³ Cf. Cairnes, *loc. cit.*, pp. 244-245.

⁴ Cf. Cairnes, *loc. cit.*, p. 250.

grand. »⁵ Il est malheureux que telle soit la réalité. Mais, nous devons nous le demander, y a-t-il un moyen disponible pour empêcher l'humanité d'être meurtrie par le mauvais jugement et la méchanceté des individus ? N'est-ce pas un *non sequitur* que de supposer que l'on puisse éviter les conséquences désastreuses de ces faiblesses humaines en substituant la discréction du gouvernement à celle des citoyens individuels ? Les gouvernements sont-ils dotés d'une perfection intellectuelle et morale ? Les dirigeants ne sont-ils pas eux aussi humains, ne sont-ils pas eux aussi soumis aux faiblesses et aux défauts des hommes ?

La doctrine théocratique est cohérente lorsqu'elle attribue au chef du gouvernement des pouvoirs surhumains. Les royalistes français prétendent que la consécration solennelle à Reims transmet au Roi de France, oint avec les saintes huiles qu'une colombe a apportées du Ciel pour la consécration de Clovis, une légitimité divine. Le roi légitime ne peut pas se tromper et ne peut rien faire de mal, et sa main royale guérit miraculeusement les écrouelles. Feu le professeur allemand Werner Sombart était tout aussi cohérent lorsqu'il déclarait que le *Führertum* était une révélation permanente et que le *Führer* recevait ses ordres directement de Dieu, le suprême *Führer* de l'univers⁶. Une fois ces prémisses admises, vous ne pouvez plus lever la moindre objection contre le planisme et le socialisme. Pourquoi tolérer l'incompétence de bons à rien maladroits et mal intentionnés, si vous pouvez être heureux et prospère grâce à une autorité envoyée par Dieu ?

Mais Cairnes n'est pas prêt pour accepter « le principe du contrôle par l'État, la doctrine du gouvernement paternel. »⁷ Ses réflexions se perdent dans un discours vague et contradictoire laissant la question importante sans réponse. Il ne comprend pas qu'il est indispensable de choisir entre la suprématie des individus et celle du gouvernement. Il faut que quelqu'un décide comment les facteurs de production doivent être utilisés et ce qu'ils doivent produire. Si ce n'est pas le

⁵ Cf. Cairnes, *loc. cit.*, p. 246.

⁶ Cf. W. Sombart, *Deutscher Sozialismus*, Charlottenburg, 1934, p. 213.

⁷ Cf. Cairnes, *loc. cit.*, p. 251.

consommateur, en achetant et en s'abstenant d'acheter sur le marché, ce doit être le gouvernement, par la contrainte.

Si l'on rejette le laissez-faire en raison du caractère faillible de l'homme et de sa faiblesse morale, on doit pour les mêmes raisons le rejeter également pour tout type d'action gouvernementale. Le mode de raisonnement de Cairnes, s'il n'est pas intégré dans une philosophie théocratique à la façon des royalistes français ou des nazis allemands, conduit à l'anarchie complète et au nihilisme.

L'une des distorsions auxquelles les soi-disant « progressistes » ont recours pour dénigrer le laissez-faire est de dire que son application cohérente doit conduire à l'anarchie. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur ce sophisme. Il est plus important de souligner le fait que l'argument de Cairnes contre le laissez-faire, s'il était mené de manière cohérente jusqu'au bout de ses conséquences logiques, est essentiellement anarchiste.

4. « Planification consciente » contre « Forces automatiques »

Tel que les soi-disant « progressistes » voient les choses, l'alternative est : « forces automatiques » ou « planification consciente »⁸. Il est évident, poursuivent-ils, que faire confiance à un processus automatique est pure stupidité. Aucun homme raisonnable ne peut sérieusement recommander de ne rien faire et de laisser les choses suivre leur cours sans intervenir par une action délibérée. Un plan, par le fait même qu'il dénote une action consciente, est incomparablement supérieur à l'absence de toute planification. Le laissez-faire signifie : laissons les maux continuer et n'essayons pas d'améliorer le sort de l'humanité par une action raisonnable.

Voilà un discours totalement faux et mensonger. L'argument avancé en faveur de la planification découle entièrement d'une interprétation inadmissible d'une métaphore. Il n'a aucun autre fondement que les connotations associées

⁸ Cf. A.H. Hansen, *Social Planning for Tomorrow* (in : *The United States after the war*, Cornell University Lectures, Ithaca, 1945), pp. 32-33.

au terme « automatique », que l'on utilise habituellement dans un sens métaphorique pour décrire le processus du marché. Automatique, selon le *Concise Oxford Dictionary*, veut dire « inconscient, inintelligent, purement mécanique. » Automatique, selon le *Webster Collegiate Dictionary*, signifie : « non soumis au contrôle de la volonté... accompli sans pensée active et sans intention ou instruction consciente. » Quel triomphe pour les champions du planisme que d'abattre cet atout !

La vérité est que le choix n'est pas entre un mécanisme mort et un automatisme rigide d'un côté et une planification consciente de l'autre. L'alternative n'est pas entre un plan et l'absence de plan. La question est : planification, mais par qui ? Chaque membre de la société doit-il planifier pour lui-même ou le gouvernement paternaliste doit-il planifier seul pour tout le monde ? Le choix n'est pas *automatisme contre action consciente* mais *action spontanée de chacun contre action unique du gouvernement*. Le choix est *liberté contre gouvernement omnipotent*.

Le laissez-faire ne veut pas dire : laissez agir des forces mécaniques sans âme. Il veut dire : laissez les individus décider comment ils veulent coopérer au sein de la division sociale du travail et laissez-les déterminer ce que les entrepreneurs doivent produire. Le planisme signifie : laissez le gouvernement choisir seul et faire appliquer sa loi à l'aide de l'appareil social de coercition et de contrainte.

5. La satisfaction des « véritables » besoins de l'homme

Avec le laissez-faire, dit le planificateur, les biens produits ne sont pas ceux dont les gens ont « réellement » besoin, mais les biens dont la vente laisse espérer les rendements les plus élevés. L'objectif du planisme est d'orienter la production en vue de satisfaire les « véritables » besoins. Mais qui doit décider de ce que sont ces « véritables » besoins ?

Ainsi, par exemple, le professeur Harold Laski, ancien dirigeant du Parti travailliste britannique, avait décidé de l'objectif de la direction planifiée de l'investissement comme

suit : « l'épargne de l'investisseur sera utilisée pour des logements et non pour des cinémas ». ⁹ Il est sans importance que l'on soit ou non d'accord avec l'opinion personnelle du professeur selon laquelle de meilleurs logements importent plus que des films de cinéma. Le fait est que les consommateurs, en dépensant une partie de leur argent pour entrer dans les salles, ont fait un autre choix. Si les masses de Grande-Bretagne, les mêmes dont les votes ont mis le Parti travailliste au pouvoir, arrêtaient d'aller voir des films et dépensaient plus pour des maisons et des appartements confortables, l'industrie à la recherche du profit serait forcée d'investir plus dans la construction de maisons et d'immeubles de logement, et moins dans la production de films qui en jettent. Ce que le professeur Laski voulait, c'était s'opposer aux souhaits des consommateurs et substituer sa volonté à la leur. Il voulait éliminer la démocratie du marché et établir l'autorité absolue d'un tsar de la production. Il peut prétendre avoir raison d'un point de vue « plus élevé » et qu'en tant que surhomme il se doit d'imposer son propre ensemble de valeurs aux masses d'hommes inférieurs. Mais il devrait alors être suffisamment franc et le dire carrément.

Tous les éloges passionnés de l'extraordinaire grandeur de l'action gouvernementale ne sont qu'un pauvre camouflage de l'auto-déification de l'interventionniste individuel. Le Grand Dieu État n'est grand que parce que le défenseur individuel de l'interventionnisme en attend exclusivement ce qu'il veut obtenir. Le seul plan authentique est celui que le planificateur individuel approuve totalement. Tous les autres plans ne sont que contrefaçon. Ce que l'auteur d'un livre sur les bénéfices du planisme a en tête, c'est toujours, bien sûr, son propre plan et lui seul. Aucun planificateur n'a jamais été assez imaginatif pour prendre en compte la possibilité que le plan mis en pratique par le gouvernement puisse différer du sien.

Les différents planificateurs ne sont d'accord qu'en ce qui concerne leur rejet du laissez-faire, i.e. du pouvoir discrétion-

⁹ Cf. l'émission de Laski *Revolution by Consent*, repris dans *Talks*, volume X, numéro 10, p. 7 (octobre 1945).

naire dont dispose chaque individu pour choisir et agir. Ils sont en total désaccord sur le choix du plan unique à adopter. À chaque exposition des défauts évidents et incontestables des politiques interventionnistes, les champions de l'interventionnisme réagissent toujours de la même manière. Ces défauts, disent-ils, constituaient les péchés d'un mauvais interventionnisme ; ce que nous défendons est un *bon* interventionnisme. Et, bien entendu, le bon interventionnisme est uniquement celui qui porte leur marque personnelle.

6. Politiques « positives » contre politiques « négatives »

En traitant de la montée de l'étatisme moderne, du socialisme et de l'interventionnisme, il ne faut pas négliger le rôle prépondérant joué par les groupes de pression, les lobbies de fonctionnaires et les étudiants des universités qui désirent ardemment trouver des emplois gouvernementaux. Deux associations eurent une très forte importance dans la progression de l'Europe en direction des « réformes sociales » : la Société Fabienne en Angleterre et la *Verein für Sozialpolitik* en Allemagne. La Société Fabienne avait à ses débuts « une représentation tout à fait disproportionnée de fonctionnaires. »¹⁰ En ce qui concerne la *Verein für Sozialpolitik*, un de ses fondateurs et de ses plus éminents dirigeants, le professeur Lujo Brentano, admettait qu'à ses débuts elle ne rencontrait pas d'autre réponse que celle des fonctionnaires¹¹.

Il n'est pas surprenant que la mentalité de la fonction publique se soit retrouvée dans les pratiques sémantiques des nouvelles factions. Du point de vue des intérêts du groupe particulier des bureaucrates, toute mesure augmentant le personnel du gouvernement était un progrès. Les politiciens favorisant une telle mesure contribuaient de façon *positive* au bien-être, alors que ceux qui s'y opposaient étaient *négatifs*. Très vite, cette innovation linguistique devint générale. Les interventionnistes, en revendiquant pour eux-mêmes l'appel-

¹⁰ Cf. A. Gray, *The Socialist Tradition Moses to Lenin*, Londres, 1946, p. 385.

¹¹ Cf. L. Brentano, *Ist das 'System Brentano' zusammengebrochen ?* Berlin, 1918, p. 19.

lation de « libéraux », expliquaient qu'ils étaient, bien sûr, des libéraux avec un programme positif, à distinguer du simple programme négatif des partisans orthodoxes du laissez-faire.

Ainsi, celui qui défend les tarifs, la censure, le contrôle des changes, le contrôle des prix défend un programme positif qui fournit des emplois aux douaniers, aux censeurs et aux employés de bureaux chargés du contrôle des prix et du contrôle des changes. Alors que les tenants du libre-échange et les défenseurs de la liberté de la presse sont de mauvais citoyens : ils sont négatifs. Le laissez-faire est l'incarnation du négativisme, tandis que le socialisme, en transformant tout le monde en employés du gouvernement, est à 100% positif. Plus un ancien libéral s'éloigne du libéralisme et se rapproche du socialisme, plus il devient « positif ».

Il est à peine nécessaire de souligner que tout ceci n'est que pur non-sens. Qu'une idée soit énoncée par une proposition positive ou négative dépend entièrement de la forme que l'auteur choisit de lui donner. La proposition « négative » : Je suis *contre la censure*, est identique à la proposition « positive » : Je suis *en faveur du droit de tous à faire connaître ses idées*. Le laissez-faire n'est même pas une formule négative dans sa forme ; c'est plutôt le contraire du laissez-faire qui résonnerait négativement. La maxime demande avant tout la propriété privée des moyens de production. Ceci implique, bien sûr, qu'elle rejette le socialisme. Les partisans du laissez-faire s'opposent à l'intervention du gouvernement dans les affaires non parce qu'ils « détestent » l'« État » ou parce qu'ils se sont engagés en faveur d'un programme « négatif ». Ils s'y opposent parce que c'est incompatible avec leur propre programme positif, l'économie libre de marché¹².

¹² L'auteur de ces lignes a réfuté la distinction entre un socialisme et un interventionnisme « positif » et « constructif » d'un côté, et un libéralisme « négatif » de type laissez-faire de l'autre dans son article *Sozialliberalismus*, publié pour la première fois en 1926 dans le *Zeitschrift für die Gesamte Staatswissenschaft*, et republié en 1929 dans son livre *Kritik des Interventionismus*, pp. 55-90.

7. Conclusion

Le laissez-faire veut dire : laissez choisir et agir le citoyen individuel, l'homme ordinaire dont on parle tant et ne l'obliger pas à se livrer à un dictateur.

*Transformer les pierres en pain
ou le miracle keynésien*

Plain Talk, mars 1948

I

Le fonds de commerce de tous les auteurs socialistes est l'idée qu'il existe une abondance potentielle et que le remplacement du capitalisme par le socialisme permettrait de donner à chacun « selon ses besoins. » D'autres auteurs veulent arriver à ce paradis par une réforme du système de la monnaie et du crédit. Selon eux, seuls la monnaie et le crédit font défaut. Ils considèrent que le taux d'intérêt est un phénomène créé de manière artificielle par la rareté tout aussi artificielle des « moyens de paiement ». Dans des centaines, voire des milliers, de livres et de pamphlets, ils s'en prennent de manière passionnée aux économistes « orthodoxes » qui répugnent à admettre que les doctrines inflationnistes et expansionnistes sont saines. Tous les maux, répètent-ils à l'envie, sont causés par les enseignements erronés de cette « science lugubre » qu'est l'économie et par le « monopole du crédit » des banquiers et des usuriers. Libérer la monnaie des chaînes du « restrictionnisme », créer une monnaie libre (*Freigeld*, dans la terminologie de Silvio Gesell) et accorder un crédit bon marché ou même gratuit, voilà le point principal de leur plate-forme politique.

Des telles idées plaisent aux masses mal informées. Et elles sont très populaires auprès des gouvernements engagés dans une politique d'accroissement de la masse monétaire en circulation et des dépôts permettant de tirer des chèques. Cependant, les gouvernements et les partis inflationnistes n'ont pas voulu avouer ouvertement leur adhésion à la doctrine des inflationnistes. Alors que la plupart des pays s'en-

gageaient dans la voie de l'inflation et se lançaient dans une politique d'argent facile, les auteurs partisans de l'inflationnisme étaient encore dénoncés comme des « monnayeurs fous ». Leurs doctrines n'étaient pas enseignées dans les universités.

John Maynard Keynes, feu le conseiller économique du gouvernement britannique, est le nouveau prophète de l'inflationnisme. La « révolution keynésienne » a en réalité consisté à épouser ouvertement les doctrines de Silvio Gesell. Lord Keynes, qui était le plus en vue des Geselliens britanniques, avait également adopté le curieux jargon messianique de la littérature inflationniste et l'avait introduit dans les documents officiels. L'accroissement du crédit, dit le *Paper of the British Experts* du 8 avril 1943, accomplit le « miracle... de transformer une pierre en pain. » L'auteur de ce document était, bien entendu, Keynes lui-même. On peut dire que la Grande-Bretagne a bien évolué depuis les idées de Hume et de Mill sur les miracles jusqu'à cette affirmation.

II

Keynes entra sur la scène politique en 1920 avec son livre, *Les Conséquences économiques de la paix*. Il essayait de prouver que les sommes exigées pour les réparations étaient bien plus grandes que ce que les Allemands pouvaient se permettre de payer et de « transférer ». Le succès de ce livre fut énorme. La machine de propagande des nationalistes allemands, bien implantée dans tous les pays, présentait activement Keynes comme le plus grand économiste et le plus sage diplomate de Grande-Bretagne.

Ce serait pourtant une erreur de rendre Keynes responsable de la politique étrangère suicidaire que la Grande-Bretagne poursuivit dans l'entre-deux guerres. D'autres forces, en particulier l'adoption de la doctrine marxiste de l'impérialisme et du « bellicisme capitaliste », furent bien plus importantes dans la montée de la politique d'apaisement. À l'exception d'un petit nombre d'hommes clairvoyants, tous les

Britanniques soutenaient la politique qui permit finalement aux nazis de lancer la Seconde Guerre mondiale.

Un économiste français très doué, Étienne Mantoux, a analysé point par point le célèbre ouvrage de Keynes. Le résultat de cette étude très détaillée et conscienteuse était dévastatrice pour Keynes l'économiste et le statisticien, ainsi que pour Keynes le diplomate. Les amis de Keynes n'arrivaient pas à trouver de réponse convaincante. Le seul argument que son biographe et ami, le professeur E.A.G. Robinson peut avancer est que cette puissante mise en accusation de la prise de position de Keynes provenait « comme on pouvait l'attendre, d'un Français » (*Economic Journal*, volume LVII, p. 23). Comme si les effets désastreux de la politique d'apaisement et de défaitisme n'avaient pas aussi produit ses effets en Grande-Bretagne !

Étienne Mantoux, fils du célèbre historien Paul Mantoux, était le plus brillant des jeunes économistes français. Il avait déjà fait de précieuses contributions à la théorie économique — parmi celles-ci une critique tranchante de la *Théorie générale* de Keynes, publiée en 1937 dans la *Revue d'Économie politique* — avant de commencer son ouvrage *The Carthaginian Peace or the Economic Consequences of Mr. Keynes* (Oxford University Press, 1946). Il ne vécut pas assez longtemps pour voir la publication de son livre. Officier des forces françaises, il fut tué en campagne dans les derniers jours de la guerre. Sa mort prématurée fut un grave coup porté à la France, qui a tragiquement besoin aujourd'hui d'économistes sains et courageux.

III

Ce serait également une erreur de faire rendre Keynes responsable des erreurs et des échecs des politiques financières et économiques britanniques. Quand il commença à écrire, la Grande-Bretagne avait abandonné depuis longtemps le principe du laissez-faire. On le devait à des hommes comme Thomas Carlyle et John Ruskin et, plus particulièrement, aux Fabiens. Les gens nés dans les années 1880 et plus tard

étaient les simples épigones des socialistes des universités et des salons de la fin de la période victorienne. Ils ne critiquaient pas le système en place, comme leurs prédécesseurs l'avaient fait, mais chantaien les louanges des politiques du gouvernement et des groupes de pression, dont l'insuffisance, la futilité et le caractère nuisible devenaient chaque jour plus évident.

Le professeur Seymour E. Harris vient de publier un gros volume d'essais de différents auteurs, universitaires et bureaucrates, traitant des doctrines que Keynes a développées dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, publiée en 1936. Le titre de ce recueil était *The New Economics, Keynes' Influence on Theory and Public Policy* [La nouvelle économie, l'influence de Keynes sur la théorie et sur la politique publique] (Alfred A. Knopf, New York, 1947). Il n'est pas important de savoir si le keynésianisme a légitimement droit à l'appellation de « nouvelle économie » ou s'il n'est pas plutôt un retour aux sophismes mercantilistes si souvent réfutés et aux syllogismes de nombreux auteurs voulant rendre les gens heureux avec de la fausse monnaie. Ce qui compte ce n'est pas de savoir si une doctrine est neuve mais si elle est saine.

Le point remarquable de ce symposium est qu'il n'essaie même pas de réfuter les objections *justifiées* portées contre Keynes par des économistes sérieux. L'éditeur semble incapable de concevoir qu'un homme honnête et non corrompu puisse être en désaccord avec Keynes. Selon lui, l'opposition à Keynes provient des « intérêts directs que les chercheurs trouvent dans l'ancienne théorie » et de « l'influence prépondérante de la presse, de la radio, de la finance et de la recherche subventionnée. » À ses yeux, les non-keynésiens ne sont qu'une bande de sycophantes corrompus, indigne de la moindre attention. Le professeur Harris adopte ainsi les méthodes des marxistes et des nazis, qui préféraient insulter les critiques et mettre en doute leurs motifs plutôt que de réfuter leurs thèses.

Quelques contributions sont écrites dans un langage digne et sont réservées, voire critiques, dans leur appréciation des accomplissements de Keynes. D'autres sont simplement des

explosions dithyrambiques. Ainsi, le professeur Paul E. Samuelson nous dit : « Être né en tant qu'économiste avant 1936 était une bénédiction — oui. Mais pas trop longtemps avant ! » Et il se met à citer Wordsworth :

Qu'il était voluptueux de vivre dans cette aube,
Mais être jeune était véritablement divin !

Redescendant des hauteurs élevées du Parnasse dans la vallée prosaïque de la science quantitative, le professeur Samuelson nous fournit l'explication exacte de la prédisposition des économistes envers l'évangile keynésien de 1936. Ceux qui avaient moins de 35 ans comprenaient parfaitement, au bout d'un moment, ce qu'il voulait dire ; ceux qui avaient plus de 50 ans se montraient imperméables et les économistes entre ces deux limites étaient divisés. Après nous avoir ainsi servi une version réchauffée du thème de la *giovinezza* de Mussolini, il nous offre encore d'autres slogans éculés du fascisme, comme la « vague du futur. » Cependant, sur ce point, un autre contributeur, M. Paul M. Sweezy, n'est pas d'accord. À ses yeux, Keynes, infecté par « les défauts de la pensée bourgeoise », n'est pas le sauveur de l'humanité mais uniquement le précurseur dont la mission historique est de préparer l'esprit britannique à accepter le marxisme pur et à rendre la Grande-Bretagne idéologiquement mûre pour le socialisme intégral.

IV

En ayant recours à la méthode de l'insinuation et en essayant de rendre leurs adversaires suspects par l'utilisation de termes ambigus autorisant diverses interprétations, les partisans de Lord Keynes ne font qu'imiter les procédés de leur idole. Car ce que beaucoup ont appelé avec admiration « le style brillant » et « la maîtrise du langage » n'étaient en réalité qu'astuces rhétoriques bon marché.

Ricardo, dit Keynes, « conquit l'Angleterre aussi complètement que la Sainte Inquisition avait conquis l'Espagne. » [*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Livre I,

Chapitre 3, paragraphe III. NdT] C'est la comparaison la plus vicieuse que l'on puisse imaginer. L'Inquisition, à l'aide d'agents armés et de bourreaux, avait soumis le peuple espagnol par la force. Les théories de Ricardo furent acceptées comme correctes par les intellectuels britanniques sans que la moindre pression ou contrainte soit exercées en leur faveur. Mais en comparant ces *deux* choses si différentes, Keynes suggère indirectement qu'il y avait quelque chose de honteux dans le succès des enseignements de Ricardo et que ceux qui les dé-sapprouvent sont des champions héroïques, nobles et intrépides de la liberté, à l'image de ceux qui combattirent les horreurs de l'Inquisition.

Le plus fameux des aphorismes de Keynes est : « Deux pyramides, deux messes pour un mort, valent deux fois plus qu'une seule. Mais ceci n'est pas vrai de deux voies ferrées reliant Londres à York. » [Idem, Livre III, Chapitre 10, paragraphe VI. NdT] Il est évident que cette boutade, digne d'un personnage d'une pièce d'Oscar Wilde ou de Bernard Shaw, ne prouve nullement la thèse selon laquelle « creuser des trous dans le sol aux frais de l'épargne accroît non seulement l'emploi mais encore le dividende national réel en biens et services utiles. » [Idem, Livre III, Chapitre 16, paragraphe III. NdT] Mais cela place l'adversaire dans la situation délicate de laisser un semblant d'argument sans réponse ou de devoir employer les instruments de la logique et du raisonnement discursif contre un brillant mot d'esprit.

Un autre exemple de la technique de Keynes nous est fourni par sa description malveillante de la Conférence de la Paix de Paris. Keynes n'était pas d'accord avec les idées de Clemenceau. Il essaya dès lors de ridiculiser son adversaire en dissertant longuement sur ses habits et sur son apparence qui, semble-t-il, ne correspondaient pas aux critères établis par les spécialistes de la confection pour hommes de Londres. Il est difficile de trouver le moindre lien avec le problème des réparations allemandes dans le fait que les chaussures de Clemenceau, « très solides, mais rustiques, étaient en épais cuir noir, et parfois attachées curieusement sur le devant par une boucle qui tenait lieu de lacets. » [Les Conséquences économiques de la

paix, Chapitre III. NdT] Après que 15 millions d'êtres humains périrent dans la guerre, les hommes d'État les plus éminents du monde s'étaient rassemblés pour donner à l'humanité un nouvel ordre international et une paix durable... et l'expert financier de l'Empire britannique s'amusait du style rustique des chaussures du Premier Ministre français.

Quatorze ans plus tard, il y eut une autre conférence internationale. Cette fois, Keynes n'était pas un simple conseiller annexe, comme en 1919, mais l'une des principales figures. Concernant cette Conférence économique mondiale de Londres en 1933, le professeur Robinson remarque : « De nombreux économistes du monde entier se souviendront [...] de la représentation de 1933 à Covent Garden en l'honneur des délégués de la Conférence économique mondiale, dont la conception et l'organisation étaient dues en grande partie à Maynard Keynes. »

Les économistes qui n'étaient pas au service de l'un de ces gouvernements lamentablement ineptes de 1933, qui ne figuraient donc pas parmi les délégués et n'avaient pas assisté à la délicieuse soirée de ballet, se souviendront de la Conférence de Londres pour d'autres raisons. Elle constitua en effet l'échec le plus spectaculaire, dans l'histoire des affaires internationales, des politiques néomercantilistes soutenues par Keynes. Comparé à ce fiasco de 1933, la Conférence de Paris de 1919 apparaît comme une grande réussite. Mais Keynes ne publia aucun commentaire sarcastique sur les manteaux, les chaussures et les gants des délégués de 1933.

V

Bien que Keynes considérait « l'étrange prophète Silvio Gesell qui a été injustement méconnu » comme un précurseur, ses propres enseignements diffèrent considérablement de ceux de Gesell. Ce que Keynes lui a emprunté ainsi qu'à la foule des autres propagandistes pro-inflationnistes n'était pas le contenu de leur doctrine, mais leurs conclusions pratiques et les tactiques qu'ils utilisaient pour saper l'influence de leurs adversaires. Ces stratagèmes sont les suivants :

(a) Tous les adversaires, c'est-à-dire tous ceux qui ne considèrent pas l'accroissement du crédit comme la panacée, sont mis dans le même sac et appelé *orthodoxes*. Il est sous-entendu qu'il n'y a pas de différences entre eux.

(b) On suppose que l'évolution de la science économique a connu son apogée avec Alfred Marshall et s'est terminée avec lui. Les découvertes de l'économie subjectiviste moderne sont écartées.

(c) Tout ce que les économistes ont fait, de David Hume jusqu'à nos jours, pour clarifier les conséquences des modifications de la quantité de monnaie et des substituts monétaires est simplement ignoré. Keynes ne s'est jamais attelé à la tâche sans espoir de réfuter leurs enseignements par le raisonnement.

Sur tous ces points, les participants du symposium ont adopté la technique de leur maître. Leur critique vise un corps de doctrine créé par leur propre imagination, qui ne ressemble en rien aux théories proposées par des économistes sérieux. Ils passent sous silence tout ce que les économistes ont dit sur la conséquence inévitable de l'accroissement du crédit. Ils donnent l'impression de n'avoir jamais entendu quoi que ce soit de la théorie monétaire du cycle économique.

Pour apprécier l'ampleur du succès que la *Théorie générale* de Keynes a rencontré dans les cercles universitaires, il faut prendre en compte les conditions qui prévalaient à l'université dans l'enseignement de l'économie durant la période de l'entre-deux-guerres.

Parmi les tenants des chaires d'économie au cours des toutes dernières décennies, seule une poignée d'entre eux était de véritables économistes, c'est-à-dire des hommes parfaitement au courant des théories développées par l'économie subjectiviste moderne. Les idées des anciens économistes classiques, tous comme ceux des économistes modernes, étaient caricaturées dans les manuels et dans les classes : on parlait d'économie démodée, orthodoxe, réactionnaire, d'économie bourgeoise ou d'économie de Wall Street. Les enseignants tiraient fierté d'avoir réfuté pour toujours les doctrines abstraites de l'École de Manchester et du laissez-faire.

L'antagonisme entre les deux écoles de pensée se focalisa en pratique sur le traitement du problème syndical. Les économistes traités d'orthodoxes enseignaient qu'une hausse permanente des taux salariaux pour tous ceux qui désirent toucher un salaire n'est possible que dans la mesure où la quantité de capital investi par tête et la productivité du travail augmentent. Si — par un décret du gouvernement ou sous la pression des syndicats — les taux de salaire minimums sont fixés au-dessus du niveau auquel aurait conduit un marché libre, il en résulte un phénomène de chômage permanent massif.

Presque tous les professeurs des universités à la mode attaquèrent vivement cette théorie. Au cours de l'histoire économique des deux cents dernières années, telle que l'interprètent ces doctrinaires soi-disant « hétérodoxes », la montée sans précédent des taux de salaire et des niveaux de vie réels seraient la conséquence du syndicalisme et de la législation pro-syndicale du gouvernement. Le syndicalisme était, selon eux, très avantageux pour les véritables intérêts de tous les salariés et de toute la nation. Selon eux, seuls des apologistes malhonnêtes des intérêts manifestement injustes d'exploiteurs insensibles pourraient trouver quelque chose à redire sur les actes violents des syndicats. La préoccupation principale du gouvernement populaire, disent-ils, devrait être d'encourager autant que possible les syndicats et de leur prêter toute l'assistance dont ils ont besoin pour combattre les intrigues des employeurs et pour fixer des taux de salaire de plus en plus hauts.

Mais dès que les gouvernements et les législatures eurent investi les syndicats de tous les pouvoirs dont ces derniers avaient besoin pour faire respecter les taux de salaire minimums, les conséquences prédictes par les économistes « orthodoxes » apparurent : le chômage d'une partie considérable des forces potentielles de travail fut prolongé année après année.

Les doctrinaires « hétérodoxes » étaient plongés dans la perplexité. Le seul argument qu'ils avaient avancé contre la théorie « orthodoxe » était d'en appeler à leur propre interprétation fallacieuse de l'expérience. Mais désormais les événe-

ments s'étaient développés précisément comme l'avait prédit « l'École abstraite ». La confusion régnait au sein des « hétérodoxes ».

C'est à ce moment que Keynes publia sa *Théorie générale*. Quel soulagement pour les « progressistes » embarrassés ! Ici, au moins, ils avaient quelque chose à opposer à la vision « orthodoxe ». La cause du chômage n'était pas les politiques du travail inopportunnes, mais les défauts du système monétaire et du système du crédit. Nul besoin de se préoccuper plus longtemps de l'insuffisance de l'épargne, ni de l'accumulation du capital ou des déficits publics. Au contraire. La seule méthode pour éliminer le chômage était d'augmenter la « demande effective » au travers de la dépense publique, financée par l'accroissement du crédit et par l'inflation.

Les politiques recommandées par la *Théorie générale* étaient précisément celles que proposaient les « monnayeurs fous » depuis longtemps et que la plupart des gouvernements avaient adoptées lors de la dépression de 1929 et des années suivantes. Certains pensent que les écrits précédents de Keynes ont joué un rôle important dans le processus qui convertit les gouvernements les plus puissants du monde aux doctrines de la dépense insouciante, de l'accroissement du crédit et de l'inflation. Nous pouvons laisser ce point mineur en suspens. En tout cas, on ne peut nier que les gouvernements et les peuples n'ont pas attendu la *Théorie générale* pour entreprendre des politiques « keynésiennes » — ou, de façon plus précise, « Geséliennes ».

VI

La *Théorie générale* de Keynes de 1936 n'a pas inauguré une nouvelle ère de politiques économiques : elle a plutôt marqué la fin de cette période. Les politiques recommandées par Keynes étaient déjà très proches du moment où leurs conséquences inévitables apparaîtraient clairement et où leur poursuite serait impossible. Même les keynésiens les plus fanatiques n'ont pas osé dire que la misère actuelle de l'Angleterre serait l'effet d'une trop grande épargne et d'une dé-

pense insuffisante. L'essence des politiques économiques « progressistes » tant vantées au cours des dernières décennies était de s'approprier une part sans cesse croissante des hauts revenus afin d'employer les fonds ainsi levés pour financer le gaspillage public et pour subventionner les membres des groupes de pression les plus puissants. Aux yeux des « hétérodoxes », tout type de politique, aussi évidente puisse être son insuffisance, se justifiait comme moyen de conduire à plus d'égalité. Ce procédé touche désormais à sa fin. Avec les taux d'imposition pratiqués et les méthodes appliquées pour contrôler les prix, les profits et les taux d'intérêt, le système s'est lui-même détruit. Même la confiscation de tout penny au-dessus de 1 000 livres par an ne procurera aucune augmentation perceptible des rentrées fiscales britanniques. Les Fabiens les plus fervents ne peuvent pas ne pas comprendre que, dès lors, les fonds destinés à la dépense publique doivent être pris aux mêmes personnes qui sont supposées en profiter. La Grande-Bretagne a atteint à la fois la limite de l'expansionnisme monétaire et celle de la dépense publique.

La situation des États-Unis n'est pas fondamentalement différente. La recette keynésienne pour faire grimper les taux de salaire ne marche plus. L'accroissement du crédit, appliquée dans des proportions jusqu'alors inconnues par le *New Deal*, différa pour un court instant les conséquences des mauvaises politiques du travail. Durant l'intervalle, le gouvernement et les leaders syndicaux purent se vanter des « gains sociaux » qu'ils avaient obtenus pour « l'homme ordinaire ». Mais les conséquences inévitables de l'accroissement de la quantité de monnaie et des dépôts est maintenant devenue visible : les prix montent de plus en plus. Ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis est l'échec final du keynésianisme.

Il n'y a pas de doute que le public américain s'éloigne des idées et des slogans keynésiens. Leur prestige diminue. Il y a encore quelques années, les politiciens discutaient naïvement du montant du revenu national en dollars, sans tenir compte des changements que l'inflation créée par le gouvernement avaient apportés au pouvoir d'achat du dollar. Les démagogues précisaien le niveau auquel ils voulaient conduire le

revenu national (en dollars). Aujourd’hui, ce mode de raisonnement n’est plus populaire. « L’homme ordinaire » a finalement appris que l’augmentation de la quantité de dollars ne rendait pas l’Amérique plus riche. Le professeur Harris fait encore l’éloge du gouvernement Roosevelt pour avoir augmenté les revenus en dollars. Mais une telle logique keynésienne ne se rencontre plus aujourd’hui que dans les salles de cours.

Il y a encore quelques enseignants qui racontent à leurs étudiants qu’une « économie peut se soulever elle-même à la force de ses propres poignets » et que « nous pouvons dépenser tout en nous dirigeant vers la prospérité. »¹ Mais le miracle keynésien n’arrive pas à se matérialiser. Les pierres ne se transforment pas en pain. Les panégyriques des auteurs érudits qui ont contribué à la production du volume dont nous parlons se contentent de confirmer la phrase d’introduction de l’éditeur selon laquelle « Keynes pouvait éveiller chez ses disciples une ferveur quasi religieuse envers son approche économique, ferveur qui pouvait être exploitée efficacement pour la propagation de la nouvelle économie. » Et le professeur Harris de continuer : « Keynes, de fait, apportait la Révélation. »

Il est inutile de discuter avec des gens qui sont conduits par « une ferveur quasi religieuse » et croient que leur maître « apportait la Révélation ». L’une des tâches de l’économie est d’analyser soigneusement chaque plan inflationniste, ceux de Keynes et de Gesell tout autant que ceux de leurs innombrables prédécesseurs, de John Law au Major Douglas. Et pourtant, personne ne doit s’attendre à ce qu’un argument logique, ou la moindre expérience, puisse ne serait-ce qu’ébranler la ferveur quasi religieuse de ceux qui croient au salut par la dépense et l’accroissement du crédit.

¹ Cf. Lorie Tarshis, *The Elements of Economics*, New York, 1947, p. 565.

Keynes et la loi de Say

The Freeman, 30 octobre 1950

I

La principale contribution de Lord Keynes ne vient pas de ce qu'il a développé de nouvelles idées, mais de ce qu'il s'est « libéré des anciennes » comme il l'a dit lui-même à la fin de la préface de sa *Théorie générale*. Les keynésiens nous disent que sa contribution impérissable consiste dans la réfutation totale de ce qu'on appelle la loi de Say des marchés [aussi appelée loi des débouchés, NdT]. Le rejet de cette loi, disent-ils, est le point essentiel de tous les enseignements de Keynes : toutes les autres propositions de sa doctrine découlent avec une nécessité logique de cette idée fondamentale et devraient s'effondrer si l'on pouvait démontrer que son attaque contre Say était erronée.¹

Il est important de savoir que ce qu'on appelle la loi de Say était en premier lieu destiné à réfuter les doctrines populaires des périodes ayant précédé le développement économique en tant que branche de la connaissance humaine. Elle ne faisait pas partie intégrante de la nouvelle science de l'économie telle que l'enseignaient les économistes classiques. Elle était plutôt un prélude — un exposé et une réfutation des idées erronées et intenables qui troublaient les esprits et constituaient un obstacle sérieux à l'analyse raisonnable de la situation.

À chaque fois que les affaires allaient mal, le marchant moyen avait deux explications sous la main : le mal était dû à la rareté de la monnaie et à la surproduction générale. Adam

¹ P.M. Sweezy, dans *The New Economics*, édité par S.E. Herris, New York, 1947, p. 105.

Smith, dans un passage célèbre de *La Richesse des nations* avait démolî le premier de ces mythes. Say s'était surtout consacré à une réfutation du second.

Tant qu'une chose est encore un bien économique et non un « bien libre », son offre n'est pas, bien entendu, abondante de façon *absolue*. Il reste encore des besoins non satisfaits qu'une offre plus importante pourrait satisfaire. Il reste encore des gens qui seraient bien contents d'avoir plus de ce bien qu'ils n'en ont dans la réalité. En ce qui concerne les biens économiques, il ne peut jamais y avoir surproduction *absolue*. (Et l'économie ne traite que des biens économiques, pas des biens libres et gratuits, comme l'air, qui ne sont l'objet d'aucune action humaine délibérée, qui ne sont donc pas produits et pour qui l'emploi de termes comme surproduction ou sous-production n'a tout simplement pas de sens.)

En ce qui concerne les biens économiques, il ne peut y avoir qu'une surproduction *relative*. Par exemple, alors que les consommateurs demandent des quantités bien déterminées de chemises et de chaussures, l'industrie a produit des quantités plus grandes de chemises et moins grandes de chaussures. Il ne s'agit pas d'une surproduction générale de tous les biens. À la surproduction de chaussures correspond une sous-production de chemises. Le résultat ne peut par conséquent pas être une dépression générale de toutes les branches de l'industrie. Il se produit un changement du rapport d'échange entre les chaussures et les chemises. Si, par exemple, une paire de chaussures permettait d'acheter quatre chemises, elle n'en vaut plus que trois. Si les affaires vont mal pour les fabricants de chaussures, elles vont bien pour les fabricants de chemises. Les tentatives d'expliquer la dépression généralisée du commerce en faisant référence à une prétendue surproduction générale sont donc erronées.

Les biens, dit Say, sont en fin de compte échangés non contre de la monnaie mais contre d'autres biens. La monnaie n'est que le moyen d'échange communément utilisé : elle ne joue qu'un rôle d'intermédiaire. Ce que le vendeur veut finalement obtenir en échange de biens vendus, ce sont d'autres biens. Tout bien produit est donc un prix, pour ainsi dire, vis-

à-vis d'autres biens produits. La situation du producteur d'un bien quelconque est *réellement* améliorée par tout accroissement de la production des autres biens. Ce qui porte tort aux intérêts du producteur d'un article déterminé, c'est de ne pas anticiper correctement l'état du marché. Supposons qu'il ait surestimé la demande du public pour sa marchandise et sous-estimé sa propre demande d'autres biens : les consommateurs n'ont rien à faire d'un entrepreneur aussi maladroit ; ils n'achètent ses produits qu'à des prix qui lui font subir des pertes et le forcent, s'il ne corrige pas ses erreurs à temps, à se retirer des affaires. D'un autre côté, les entrepreneurs qui ont mieux réussi à anticiper la demande font des profits et sont en position d'accroître leurs activités commerciales. Voilà, dit Say, la vérité qui se cache derrière les affirmations embrouillées des hommes d'affaires selon lesquelles la principale difficulté n'est pas de produire mais de vendre. Il serait plus exact de dire que le premier et principal problème du monde des affaires, c'est de produire de la meilleure façon et au meilleur prix les articles qui satisferont les besoins les plus pressants non encore satisfaits du public.

Smith et Say ont ainsi démolî l'explication la plus ancienne et la plus naturelle des cycles économiques, issue des épanchements habituels de commerçants inefficaces. Certes, leur réussite n'était que négative. Ils ont détruit la croyance selon laquelle les périodes récurrentes de mauvaises affaires étaient dues à la rareté de la monnaie et à une surproduction générale. Mais ils ne nous ont pas donné de théorie élaborée du cycle économique. La première explication de ce phénomène fut fournie bien plus tard par l'École britannique de la circulation (la *Currency School*).

Les importantes contributions de Smith et de Say n'étaient pas totalement nouvelles et originales. L'histoire de la pensée économique peut faire remonter certains points essentiels de leur raisonnement à des auteurs plus anciens. Cela n'enlève rien aux mérites de Smith et de Say. Ils furent les premiers à traiter du problème d'une façon systématique et à appliquer leurs conclusions à la question des dépressions économiques. Ils furent donc aussi les premiers contre qui les partisans de la

fallacieuse doctrine populaire dirigeaient leurs violentes attaques. Sismondi et Malthus choisirent Say comme cible de leurs assauts passionnés quand ils essayèrent — en vain — de sauver les préjugés populaires mais discrédités.

II

Say sortit vainqueur de ses polémiques avec Malthus et Sismondi. Il prouva sa thèse alors que ses adversaires ne purent justifier les leurs. Dès lors, durant toute la suite du dix-neuvième siècle, la reconnaissance de la vérité contenue dans la loi de Say constituait la marque distinctive de l'économiste. Les auteurs et politiciens qui accusaient la prétendue rareté de la monnaie de tous les maux et proposaient l'inflation comme panacée n'étaient plus considérés comme des économistes mais comme des « monnayeurs fous ».

La lutte entre les champions d'une monnaie saine et les inflationnistes continua pendant de nombreuses décennies, mais on ne la considérait plus comme une controverse entre différentes écoles d'économistes. On la regardait comme un conflit entre économistes et non économistes, entre gens raisonnables et fanatiques ignorants. Quand tous les pays civilisés eurent adopté l'étalon-or ou l'étalon de change-or, la cause de l'inflation semblait perdue pour toujours.

L'économie ne se contenta pas de ce que Smith et Say avaient enseigné sur les problèmes associés. Elle développa un système intégré de théorèmes qui démontrait puissamment l'absurdité des sophismes inflationnistes. Elle décrivit en détail les conséquences inévitables d'un accroissement de la quantité de monnaie en circulation et de l'expansion du crédit. Elle élabora la théorie monétaire, ou théorie du crédit de circulation, des cycles économiques, qui montrait clairement comment le retour des dépressions économiques était causé par les tentatives répétées de « stimuler » les affaires par l'expansion du crédit. Elle démontra ainsi de manière convaincante que la crise, que les inflationnistes attribuaient à une offre de monnaie insuffisante, était au contraire la consé-

quence nécessaire des tentatives destinées à éliminer une telle pénurie de monnaie par l'expansion du crédit.

Les économistes ne contestent pas le fait qu'un accroissement du crédit suscite un boom économique dans sa phase initiale. Mais ils soulignent comment un tel boom forcé doit inévitablement s'effondrer après un certain temps pour conduire à une dépression généralisée. Cette démonstration pouvait intéresser les hommes d'État cherchant à améliorer le bien-être durable de leur nation. Elle ne pouvait influencer les démagogues qui ne se soucient que du succès de leur prochaine campagne électorale et ne sont pas le moins du monde troublés par ce qui pourrait arriver après-demain. Or c'est précisément ce genre de personnes qui occupe, dans notre époque de guerres et de révolutions, le devant de la scène politique. Au mépris de tous les enseignements des économistes, l'inflation et l'accroissement de crédit ont été élevés au rang de principe de base de la politique économique. Presque tous les gouvernements se sont désormais engagés dans une politique de dépenses imprudentes et financent leurs déficits par l'impression de quantités supplémentaires de papier monnaie non remboursables et par une augmentation sans fin du crédit.

Les grands économistes étaient des précurseurs d'idées nouvelles. La politique économique qu'ils recommandaient allait à l'encontre de celles pratiquées par les gouvernements et les partis politiques de leur époque. En règle générale, plusieurs années, voire plusieurs décennies, s'écoulaient avant que l'opinion publique n'accepte les nouvelles idées propagées par les économistes et avant que les changements de politique correspondants n'aient lieu.

Il en fut tout autrement avec la « nouvelle économie » de Lord Keynes. La politique qu'il préconisait était précisément celle que tous les gouvernements, y compris le gouvernement britannique, avaient déjà adoptée des années avant la publication de sa *Théorie générale*. Keynes n'était pas un novateur, ni un partisan de nouvelles méthodes de gestion des affaires économiques. Sa contribution consista plutôt à fournir une apparence de justification aux politiques restées populaires

auprès des personnes au pouvoir malgré le fait que tous les économistes les considéraient comme désastreuses. Son haut fait fut de justifier les politiques déjà pratiquées. Il n'était pas un « révolutionnaire » comme certains de ses adeptes le dirent. La « révolution keynésienne » pris place bien avant que Keynes ne la ratifia et ne lui fabriqua une justification pseudo-scientifique. En réalité, ce qu'il fit fut d'écrire une apologie des politiques gouvernementales en vigueur.

Ceci explique la rapide succès de son livre, qui fut salué avec enthousiasme par les gouvernements et les partis politiques. Un nouveau type d'intellectuels fut tout particulièrement enchanté : les « économistes du gouvernement ». Ils avaient mauvaise conscience. Ils savaient bien qu'ils appliquaient des politiques que tous les économistes condamnaient comme désastreuses et contraires aux buts poursuivis. Désormais ils se sentaient soulagés. La « nouvelle économie » leur rendait l'équilibre moral. Aujourd'hui, ils n'ont plus honte d'être les factotums de mauvaises politiques. Ils chantent leurs propres louanges. Ils sont les prophètes d'une nouvelle foi.

III

Les épithètes exubérantes que ces admirateurs ont employé à propos de son œuvre ne peuvent pas cacher le fait que Keynes n'a pas réfuté la loi de Say. Il l'a rejeté avec émotion mais n'a pas avancé un seul argument défendable pour invalider le raisonnement qui la sous-tend.

Keynes n'a pas non plus essayé de réfuter les enseignements de l'économie moderne par le raisonnement discursif. Il a choisi de les ignorer, un point c'est tout. Il n'a jamais pu trouver un début de critique sérieuse contre le théorème expliquant qu'une augmentation de la quantité de monnaie ne peut conduire à rien d'autre que, d'une part, à favoriser certains groupes aux dépens des autres et, d'autre part, à susciter de mauvais investissements du capital et une décumulation du capital. Il était impuissant à fournir le moindre argument solide pour détruire la théorie monétaire des cycles économiques. La seule chose qu'il fit, ce fut de remettre en vogue

les dogmes contradictoires des diverses sectes de l'inflationnisme. Il n'ajouta rien aux vides suppositions de ses prédecesseurs, depuis la vieille École de Birmingham des « little shilling men » jusqu'à Silvio Gesell. Il ne fit que traduire leur sophismes — réfutés une centaine de fois — dans le langage douteux de l'économie mathématique. Il passa sous silence toutes les objections d'hommes tels que Jevons, Walras et Wicksell — pour n'en citer que quelques-uns — opposés aux épanchements des inflationnistes.

Il en va de même avec ses disciples. Ils pensent que traiter de « cancres » ou de « fanatiques à l'esprit étroit »² « ceux qui n'arrivaient pas à ressentir de l'admiration pour le génie de Keynes » peut remplacer un solide raisonnement économique. Ils croient avoir prouvé leur thèse en écartant leurs adversaires comme « orthodoxes » et « néoclassiques ». Ils font preuve de la plus grande ignorance en pensant que leur doctrine est correcte parce qu'elle serait nouvelle.

En fait, l'inflationnisme est la plus vieilles de toutes les erreurs. Il fut très populaire bien avant l'époque de Smith, Say et Ricardo, dont les keynésiens critiquent les enseignements au seul motif qu'ils sont anciens.

IV

Le succès sans précédent du keynésianisme est dû au fait qu'il fournit une apparence de justification aux politiques de « déficit budgétaire » des gouvernements contemporains. C'est la pseudo-philosophie de ceux qui ne pensent à rien d'autre qu'à dissiper le capital accumulé par les générations précédentes.

Pourtant, aucun épanchement de ces auteurs, aussi brillants et sophistiqués soient-ils, ne peut changer les lois économiques éternelles. Elles existent, font leur travail et se débrouillent toutes seules. Malgré toutes les fulminations des porte-parole des gouvernements, les conséquences inévitables de l'inflationnisme et de l'expansionnisme décrites par les

² Le professeur G. Haberler, *opus cit.*, p. 161.

économistes « orthodoxes » en viennent à se produire. Et dès lors, assez tardivement en réalité, même les gens les plus simples découvriront que Keynes ne nous apprend pas comment réussir le « miracle... de transformer les pierres en pain »³, mais la procédure pas du tout miraculeuse consistant à manger le blé de semence.⁴

³ Keynes, *opus. cit.*, p. 322.

⁴ Voir aussi Henry Hazlitt, *The Failure of the 'New Economics'*, chapitre III : « Keynes vs. Say's Law », pages 32-43, Arlington House, New Rochelle, New York 10801, 1959. Voir aussi Clarence B. Carson, « Permanent Depression », *The Freeman*, décembre 1979, volume 29, numéro 12, pages 743-751, The Foundation for Economic Education, Inc., Irvington-on-Hudson, New York 10533.

Inflation et contrôle des prix

The Commercial and Financial Chronicle, 20 décembre 1945

1. Le contrôle des prix : une entreprise vainc

Dans un régime socialiste, la production est entièrement dirigée par les ordres du comité central de gestion de la production. Toute la nation est une « armée industrielle » (terme utilisé par Karl Marx dans le *Manifeste communiste*) et tout citoyen est obligé d'obéir aux ordres de son supérieur. Tout le monde doit apporter sa contribution à l'exécution du plan global adopté par le gouvernement.

Dans un régime d'économie libre, aucun tsar de la production ne dit à quelqu'un ce qu'il doit faire. Chacun s'organise et agit pour lui-même. Le processus du marché et la structure des prix qu'il génère conduisent à la coordination des diverses activités individuelles et à leur intégration en un système harmonieux permettant d'approvisionner les consommateurs avec les biens et les services qu'ils demandent.

Le marché guide l'économie de marché. Il oriente les activités individuelles de chacun dans les directions qui satisferont au mieux les demandes de ses semblables. Seul le marché met de l'ordre dans l'ensemble du système social de la propriété privée des moyens de production et de la libre entreprise et lui donne son sens.

Il n'y a rien d'automatique ni de mystérieux dans le fonctionnement du marché. Les seules forces qui déterminent l'état sans cesse changeant du marché sont les jugements de valeur des différents individus, ainsi que les actions auxquelles conduisent ces jugements de valeur. En dernière analyse, le facteur déterminant du marché est la poursuite par chacun de la plus grande satisfaction possible de ses besoins et de ses désirs. La suprématie du marché équivaut à la su-

prématie des consommateurs. En achetant ou en s'abstenant d'acheter, les consommateurs déterminent non seulement la structure des prix, mais tout autant ce qui doit être produit, en quelle quantité, à quelle qualité et par qui. Ils déterminent les profits et les pertes de chaque entrepreneur et décident donc qui doit posséder le capital et diriger les usines. Ils rendent riches des hommes pauvres et pauvres des hommes riches. Le système du profit est fondamentalement une production pour la consommation, car les profits ne peuvent être obtenus qu'en réussissant à offrir aux consommateurs les articles qu'ils veulent consommer, de la meilleure manière et au meilleur prix.

On comprend dès lors clairement ce qu'une intervention gouvernementale dans la structure des prix du marché veut dire. Elle détourne la production des directions vers lesquelles les consommateurs la poussent et l'orientent vers d'autres voies. Dans un marché non manipulé par le gouvernement prévaut une tendance à l'accroissement de la production de chaque article jusqu'au point où un accroissement supplémentaire ne serait plus payant parce que le prix s'établirait au-dessus des coûts. Si le gouvernement fixe un prix maximum pour certains biens et que ce prix soit inférieur à celui qu'aurait déterminé le marché libre, et s'il déclare illégal de vendre à ce prix potentiel de marché, alors la production de ces biens implique une perte pour les producteurs marginaux. Ceux qui produisent aux coûts les plus élevés sont éliminés des affaires et utilisent leur équipement productif à la fabrication d'autres articles qui ne font pas l'objet de prix maximums. L'intervention du gouvernement dans le prix d'un bien diminue l'offre disponible à la consommation. Le résultat est contraire aux intentions ayant motivé le prix plafond. Le gouvernement voulait faciliter l'achat de l'article concerné par la population mais son intervention conduit à réduire la production et la quantité offerte à la vente.

Si cette expérience déplaisante ne parvient pas à faire comprendre aux autorités que le contrôle des prix est une entreprise vaine et que la meilleure politique serait de s'abstenir de toute tentative de contrôle des prix, il devient nécessaire

d'ajouter à cette première mesure, qui se contentait de restreindre le prix d'un ou de plusieurs biens de consommation, des mesures supplémentaires. Il devient nécessaire de fixer le prix des facteurs de production dont on a besoin pour produire les biens concernés. La même histoire se répète alors au niveau supérieur. L'offre des facteurs de production dont les prix ont été limités diminue. À nouveau, le gouvernement doit alors accroître la sphère des prix maximums. Il doit fixer le prix des facteurs secondaires de production que nécessite la production de facteurs primaires. Le gouvernement doit ainsi aller de plus en plus loin. Il doit fixer le prix de tous les biens de consommation et de tous les facteurs de production, facteurs matériels et travail, et doit obliger chaque entrepreneur et chaque travailleur à poursuivre la production à ces prix et à ces taux de salaire. Aucune branche de la production ne doit être oubliée de l'établissement complet des prix et des salaires et de l'ordre général obligeant à continuer la production. Si certaines branches étaient laissées libres, le capital et le travail s'y déplaceraient et conduiraient à diminuer l'offre des biens dont le gouvernement a fixé les prix. Or, ce sont précisément ces biens que le gouvernement considère comme particulièrement importants pour satisfaire les besoins des masses.

Mais une fois cette situation de contrôle total des affaires obtenue, l'économie de marché a été remplacée par un système de planification centralisée, par le socialisme. Ce ne sont plus les consommateurs qui décident ce qui doit être produit, en quelle quantité et à quelle qualité, mais le gouvernement. Les entrepreneurs ne sont plus des entrepreneurs. Ils sont réduits au statut de directeurs d'établissement — de *Betriebsführer*, comme disaient les nazis — et sont obligés d'obéir aux ordres donnés par le comité central du gouvernement chargé de la gestion de la production. Les travailleurs sont obligés de travailler dans les usines que leur désignent les autorités ; leurs salaires sont déterminés par décrets autoritaires. Le gouvernement est tout puissant. Il détermine le revenu et le niveau de vie de chaque citoyen. Il est totalitaire.

Le contrôle des prix est contraire au but poursuivi s'il se limite à quelques articles. Il ne peut pas marcher de façon

satisfaisante au sein d'une économie de marché. Les tentatives pour le faire marcher doivent élargir le domaine des biens soumis au contrôle jusqu'à ce que les prix de tous les biens et services soient réglementés par décret autoritaire et que le marché cesse de fonctionner.

Soit la production est dirigée par les prix fixés sur le marché par l'achat, ou l'abstention d'achat, de la part du public ; soit elle est dirigée par les bureaux du gouvernement. Il n'y a pas de troisième solution. Un contrôle par le gouvernement se limitant seulement à certains prix conduit à une situation que tout le monde — sans exception — considère comme absurde et contraire au but poursuivi. Il en résulte inévitablement le chaos et l'agitation sociale.

2. Le contrôle des prix en Allemagne

On a souvent raconté que l'expérience allemande a prouvé que le contrôle des prix est possible et peut atteindre les objectifs souhaités par le gouvernement y ayant recours. Rien ne peut être plus faux.

Quand la Première Guerre mondiale éclata, le Reich allemand adopta immédiatement une politique d'inflation. Pour éviter le résultat inévitable de l'inflation, à savoir une hausse générale des prix, il eut en même temps recours au contrôle des prix. La police allemande, dont on vante tant l'efficacité, réussit plutôt bien à faire respecter les prix maximums. Il n'y avait pas de marché noir. Mais l'offre des articles soumis au contrôle des prix diminua rapidement. Les prix ne montèrent pas. Mais le public n'était plus en position d'acheter de la nourriture, des vêtements et des chaussures. Le rationnement fut un échec. Bien que le gouvernement réduisait de plus en plus les rations allouées à chacun, seules quelques personnes avaient assez de chance pour obtenir tout ce à quoi la ration leur donnait droit. Dans leurs efforts pour faire marcher le système de contrôle des prix, les autorités augmentaient petit à petit le domaine des articles soumis à ce contrôle. Les branches industrielles étaient centralisées et placées les après les autres sous la direction d'un commissaire

du gouvernement. Le gouvernement obtint le contrôle absolu de toutes les branches vitales de la production. Mais même cela ne suffisait pas tant que les autres branches étaient laissées libres. Le gouvernement décida donc d'aller plus loin. Le « programme Hindenburg » visait à une planification intégrale de toute la production. L'idée était de confier la direction de toutes les activités industrielles aux autorités. Si le programme Hindenburg avait été mis en pratique, il aurait transformé l'Allemagne en un État purement *totalitaire*. Il aurait réalisé l'idéal d'Othmar Spann, le champion du socialisme « allemand », revenant à faire de l'Allemagne un pays où la propriété privée n'existe plus que dans un sens légal et formel, alors que dans les faits il n'y a plus qu'une propriété publique.

Cependant, le programme Hindenburg n'avait pas été totalement mis en pratique quand le Reich s'effondra. La désintégration de la bureaucratie impériale chassa tout l'appareil du contrôle des prix et du socialisme de guerre. Les auteurs nationalistes continuaient cependant à vanter les mérites de la *Zwangswirtschaft*, de l'économie autoritaire. Il s'agissait, selon eux, de la meilleure méthode pour instaurer le socialisme dans un pays à prédominance industrielle comme l'Allemagne. Ils triomphèrent lorsque le chancelier Brüning revint en 1931 aux dispositions essentielles du programme Hindenburg et quand, plus tard, les nazis firent appliquer ces décrets avec la plus grande brutalité.

Les nazis n'ont pas fait appliquer, comme le prétendent leurs admirateurs étrangers, le contrôle des prix au sein d'une économie de marché. Pour eux, le contrôle des prix n'était qu'un rouage dans le cadre d'un système complet de planification centralisée. Dans l'économie nazie, il n'était pas question d'initiative privée et d'entreprise libre. Toutes les activités de production étaient dirigées par le *Reichswirtschaftsministerium*. Aucune entreprise n'était libre de s'écartier, dans la conduite de ses opérations, des ordres donnés par le gouvernement. Le contrôle des prix n'était qu'un rouage dans l'ensemble des innombrables ordres et décrets réglementant les plus petits détails de toute activité industrielle et fixant

précisément d'une part les tâches de chacun et d'autre part son revenu et son niveau de vie.

Ce qui fit que de nombreuses personnes eurent du mal à comprendre la véritable nature du système économique allemand, c'était le fait que les nazis n'expropriaient pas ouvertement les entrepreneurs et les capitalistes, et qu'ils n'adoptèrent pas le principe d'égalité des revenus que les bolcheviques avaient embrassé dans les premières années du pouvoir soviétique pour ne les écarter que plus tard. Les nazis avaient pourtant retiré tout contrôle aux bourgeois. Les entrepreneurs qui n'étaient ni nazis ni suspects de tendances pacifistes ou libérales conservèrent leur poste dans la structure économique. Mais ils n'étaient plus que de simples fonctionnaires salariés, obligés d'obéir sans condition aux ordres de leurs supérieurs, les bureaucrates du Reich et du parti nazi. Les capitalistes touchaient leurs dividendes (fortement réduits). Mais comme les autres citoyens, ils n'étaient pas libres de dépenser une part de leurs revenus supérieure à celle que ce que le parti estimait appropriée à leur statut et à leur rang dans la hiérarchie de l'échelle de direction. Le surplus devait être investi en parfait accord avec les ordres du Ministre des affaires économiques.

L'expérience de l'Allemagne nazie n'a certainement pas réfuté l'affirmation selon laquelle le contrôle des prix dans une économie non entièrement socialisée est voué à l'échec. Les avocats du contrôle des prix qui prétendent vouloir préserver le système d'initiative privée et de libre entreprise se trompent lourdement. Ce qu'ils font en réalité, c'est paralyser le fonctionnement du mécanisme de direction de ce système. On ne préserve pas un système en détruisant son nerf vital : on le tue.

3. Erreurs populaires concernant l'inflation

L'inflation est le processus consistant à accroître fortement la quantité de monnaie en circulation. En Europe continentale, elle s'effectue principalement par l'impression de billets de banques non remboursables et ayant cours légal. Aux

États-Unis, l'inflation consiste surtout en emprunts de la part du gouvernement auprès des banques commerciales ainsi qu'en une augmentation de la quantité de papier monnaie de différents types et de pièces de monnaie. Le gouvernement finance son déficit budgétaire par l'inflation.

L'inflation doit conduire à une tendance générale à la hausse des prix. Ceux qui reçoivent dans leurs poches les quantités supplémentaires de devises sont en position d'accroître leur demande de biens et de services marchands. Une demande supplémentaire doit, toutes choses égales par ailleurs, faire monter les prix. Aucun sophisme ni aucun syllogisme ne peuvent empêcher cette conséquence inévitable de l'inflation.

La révolution sémantique qui caractérise notre époque a obscurci et embrouillé ce fait. Le terme d'inflation est utilisé avec une nouvelle connotation. Ce que les gens appellent aujourd'hui inflation, ce n'est pas l'inflation, c'est-à-dire une augmentation de la quantité de monnaie et de substituts de monnaie, mais la hausse générale du prix des biens et des salaires qui est la conséquence inévitable de l'inflation. Cette nouveauté sémantique n'est pas du tout inoffensive.

En premier lieu, il ne reste plus de terme disponible pour faire comprendre ce que l'inflation voulait dire. Il est impossible de lutter contre un mal que l'on ne peut nommer. Les hommes d'État et les politiciens n'ont plus la possibilité d'utiliser une terminologie acceptée et comprise par le public quand ils veulent décrire la politique financière qu'ils combattent. Ils doivent se livrer à une analyse minutieuse ainsi qu'à une description de cette politique ; avec tous les détails et des explications précises ; à chaque fois qu'ils veulent y faire référence, et doivent répéter cette procédure ennuyeuse dans chaque phrase traitant du sujet. Comme on ne peut pas donner de nom à la politique d'accroissement de la quantité de monnaie en circulation, tout se passe dans un style luxuriant.

Le deuxième dommage vient de ce que ceux qui se lancent dans des tentatives vaines et sans espoir de combattre les conséquences inévitables de l'inflation — la hausse des

prix — font passer leurs tentatives pour une lutte contre l'inflation. Alors qu'ils en combattent les symptômes, ils prétendent s'attaquer aux racines du mal. Et comme ils ne comprennent pas la relation causale entre l'accroissement de la quantité de monnaie en circulation et l'accroissement des crédits d'un côté, et la hausse des prix de l'autre, ils ne font en pratique qu'empirer les choses.

Les subventions en sont la meilleure illustration. Comme nous l'avons souligné, les prix maximums réduisent l'offre parce que la production entraîne dès lors une perte pour les producteurs marginaux. Pour empêcher ce résultat, le gouvernement octroie souvent des subventions aux exploitants agricoles travaillant à des coûts les plus élevés. Ces aides sont financées par un accroissement supplémentaire du crédit. Elles conduisent ainsi à augmenter la pression inflationniste. Si les consommateurs devaient payer des prix plus élevés pour les produits concernés, aucun effet inflationniste supplémentaire ne surviendrait. Les consommateurs devraient utiliser la monnaie déjà mise en circulation pour payer de telles augmentations de prix. Par conséquent, l'idée prétdument brillante de combattre l'inflation par des subventions conduit en réalité à plus d'inflation.

4. Il ne faut pas importer les sophismes

Aujourd'hui, il est pratiquement inutile de discuter de l'inflation comparativement faible et sans danger que l'étalon-or peut engendrer par une forte augmentation de la production d'or. Les problèmes auxquels le monde doit faire face de nos jours sont ceux de l'inflation galopante. Une telle inflation est toujours le résultat d'une politique gouvernementale délibérée. D'un côté le gouvernement n'est pas prêt à réduire ses dépenses. De l'autre il ne veut pas équilibrer son budget en levant des impôts ou en empruntant auprès du public. Il choisit l'inflation parce qu'il la considère comme le moindre mal. Il continue à accroître le crédit et à augmenter la quantité de monnaie en circulation parce qu'il ne voit pas les conséquences inévitables d'une telle politique.

Il n'y a pas de raison de trop s'alarmer du niveau déjà atteint par l'inflation aux États-Unis. Bien qu'elle soit allée très loin et ait fait beaucoup de dégâts, elle n'a certainement pas créé un désastre irréparable. Il n'y a pas de doute que les États-Unis sont encore libres de changer de méthode de financement et de revenir à une politique de monnaie saine.

Le véritable danger ne réside pas dans ce qui s'est déjà passé, mais dans les fausses doctrines qui ont survécu de ces événements. La superstition selon laquelle il serait possible au gouvernement d'échapper aux conséquences inexorables de l'inflation par le contrôle des prix constitue le principal danger. Car cette doctrine détourne l'attention du public du cœur du problème. Pendant que les autorités sont lancées dans une lutte inutile contre les phénomènes concomitants, seuls quelques-uns s'attaquent à la véritable source du mal, à savoir les méthodes du Trésor pour financer les énormes dépenses. Pendant que les services du gouvernement font les gros titres avec leurs activités, les statistiques concernant l'accroissement de la quantité de devises nationales sont reléguées à une place inaperçue dans les pages financières des journaux.

Ici encore l'exemple de l'Allemagne peut être un avertissement. La terrible inflation allemande qui réduisit en 1923 le pouvoir d'achat du mark à un milliardième de sa valeur d'avant-guerre n'était pas un acte de Dieu. Il aurait été possible d'équilibrer le budget allemand de l'après-guerre sans avoir recours à la presse de la Reichsbank. La preuve en est que le budget du Reich fut facilement équilibré dès que l'effondrement de l'ancienne Reichsbank força le gouvernement à abandonner sa politique d'inflation. Mais avant cela, tous les soi-disant experts allemands niaient obstinément que la hausse du prix des biens, des salaires et des taux de change aient quoi que ce soit à voir avec la méthode gouvernementale de dépenses insouciantes. À leurs yeux, seuls les profits excessifs étaient responsables. Ils préconisaient comme remède une application stricte du contrôle des prix et appelaient « déflationnistes » ceux qui recommandaient un changement de méthodes de financement.

Les nationalistes allemands furent battus dans les deux guerres les plus terribles de l'Histoire. Mais les sophismes économiques qui ont poussé l'Allemagne à ces abominables agressions ont malheureusement survécu. Les erreurs monétaires développées par des professeurs allemands comme Lexis ou Knapp et mises en pratique par Havenstein, le président de la Reichsbank durant les années critiques de sa grande inflation, constituent aujourd'hui la doctrine officielle de la France et de nombreux autres pays européens. Les États-Unis n'ont nul besoin d'importer ces absurdités.

*L'aspect économique
du problème des retraites*

The Commercial and Financial Chronicle, 23 février 1950

1. Qui paie vraiment ?

Quand une loi ou la pression syndicale accable les employeurs d'une nouvelle dépense au profit des employés, les gens parlent de « conquêtes sociales ». L'idée sous-jacente est que de tels bénéfices confèrent aux employés une faveur qui s'ajoute aux salaires payés et qu'ils reçoivent une allocation qu'ils n'auraient pas eu en l'absence d'une telle loi ou d'une telle clause contractuelle. On pense que les travailleurs obtiennent quelque chose pour rien.

Cette idée est totalement fausse. Ce que l'employeur prend en compte, lorsqu'il considère l'embauche de bras supplémentaires ou le renvoi de certains de ceux qui travaillaient déjà pour lui, c'est toujours la valeur des services rendus ou à rendre par ces employés. Il se demande : De combien l'emploi de cette personne augmentera-t-il la production ? Est-il raisonnable de s'attendre à ce que la dépense engendrée par cette embauche soit au moins couverte par la vente des produits supplémentaires qu'il produira par son travail ? Si la réponse à la seconde question est négative, l'embauche de cet individu sera cause de pertes. Comme aucune entreprise ne peut fonctionner sur le long terme sur la base de pertes, l'homme sera renvoyé ou ne sera pas embauché.

En ayant recours à ce calcul, l'employeur tient compte non seulement du salaire net de l'individu, mais aussi des coûts nécessaire à son emploi. Si, par exemple, le gouvernement — comme c'est le cas dans certains pays d'Europe — collecte une taxe représentant un pourcentage de la somme des salaires versés par chaque entreprise, taxe que l'entreprise

n'a absolument pas le droit de déduire des salaires versés aux travailleurs, le montant pris en compte dans le calcul est la somme du salaire payé à l'ouvrier augmenté du pourcentage de la taxe. Si l'employeur est obligé de payer pour les retraites, la somme prise en compte dans le calcul est constituée du salaire plus une allocation retraite, calculée selon les méthodes actuarielles.

La conséquence de cette situation, c'est que c'est le salarié qui paie en fin de compte toutes les prétendues « conquêtes sociales ». Cet effet n'est pas différent de celui de tout autre type d'augmentation des taux salariaux.

Dans un marché libre du travail, les taux de salaire tendent vers un niveau auquel tous les employeurs prêts à payer ces taux peuvent trouver les hommes dont ils ont besoin et où tous les travailleurs prêts à travailler à ce taux trouvent un emploi. Il prévaut une tendance au plein emploi. Mais dès que les lois ou les syndicats fixent les taux à un niveau supérieur, cette tendance disparaît. Les travailleurs sont alors renvoyés et ceux qui cherchent un emploi ne peuvent pas trouver du travail. La raison en est qu'aux taux de salaire artificiellement augmentés, seul l'emploi d'un nombre moins important de bras se révèle payant. Alors que dans un marché libre du travail le chômage n'est que transitoire, il devient un phénomène permanent quand le gouvernement ou les syndicats réussissent à augmenter les taux salariaux au-dessus du niveau du marché potentiel. Même Lord Beveridge, il y a environ vingt ans, admettait que la persistance d'un nombre substantiel de chômeurs était en elle-même la preuve que le prix demandé pour le travail sous forme de salaires était trop élevé pour les conditions du marché. Lord Keynes, l'initiateur de la prétendue « politique de plein-emploi », reconnaissait implicitement la justesse de cette thèse. Sa principale raison pour recommander l'inflation comme moyen d'éliminer le chômage était qu'il croyait que la baisse graduelle et automatique des salaires *réels* résultant de la hausse des prix ne rencontrerait pas une résistance aussi forte de la part des travailleurs qu'une tentative de baisser les salaires nominaux.

Ce qui empêche le gouvernement et les syndicats de faire monter les taux de salaire à un niveau plus élevé est leur répugnance à chasser du marché du travail un nombre trop grand de personnes. Ce que les travailleurs obtiennent sous la forme de pensions de retraite payables par les entreprises qui les emploient réduit le montant des salaires que les syndicats peuvent demander sans accroître le chômage. Les syndicats, en demandant des pensions que les firmes doivent payer sans contribution de la part des bénéficiaires, ont fait un choix. Ils préfèrent une pension de retraite à une hausse du salaire net. Du point de vue économique, cela ne fait aucune différence que les travailleurs contribuent ou non au fonds à partir duquel on paiera les retraites. Il est sans importance pour l'employeur que le coût de l'emploi des travailleurs soit augmenté par un accroissement du salaire net ou par l'obligation de leur fournir une pension. Pour le travailleur, d'un autre côté, les pensions de retraite ne sont pas un cadeau gratuit de la part de l'employeur. Les droits à la retraite qu'ils acquièrent diminuent le montant des salaires qu'ils peuvent toucher sans attirer le spectre du chômage.

Calculé correctement, le revenu d'un salarié bénéficiant d'une pension de retraite consiste en son salaire plus le montant de la prime qu'il devrait payer à une compagnie d'assurance pour obtenir un droit équivalent. En fin de compte, l'octroi de pensions de retraite revient à réduire la liberté du salarié à utiliser son revenu total selon ses propres plans. Il est forcément de diminuer sa consommation actuelle afin de provisionner pour ses vieux jours. Nous pouvons mettre de côté la question consistant à savoir si une telle restriction de la liberté du travailleur individuel est ou non opportune. Ce qu'il est important de souligner, c'est simplement que les pensions de retraite ne sont pas un cadeau de la part de l'employeur. Elles constituent des hausses déguisées de salaire d'un type particulier. L'employé est forcément d'utiliser l'augmentation pour se payer une retraite.

2. Les pensions et le pouvoir d'achat du dollar

Il est évident que le montant de la pension de retraite que chaque homme a le droit de réclamer un jour ne peut être fixé qu'en termes monétaires. La valeur de ces droits est donc inextricablement liée aux vicissitudes de l'unité monétaire américaine, du dollar.

L'actuel gouvernement est pressé de concevoir divers plans pour les pensions de retraite et d'invalidité. Il est résolu à étendre le nombre de personnes incorporées au système gouvernemental de sécurité sociale et à augmenter les bénéfices tirés de ce système. Il soutient ouvertement les demandes syndicales réclamant que les compagnies octroient des pensions sans que les bénéficiaires y contribuent. Mais en même temps, le même gouvernement s'est fermement engagé dans une politique qui abaissera forcément de plus en plus le pouvoir d'achat du dollar. Il a institué les budgets en déséquilibre et les déficits budgétaires comme principe premier des finances publiques, comme nouveau mode de vie. Tout en prétendant hypocritement combattre l'inflation, il a élevé l'accroissement sans limites du crédit et l'augmentation imprudente de la quantité de monnaie en circulation à la dignité d'un postulat essentiel au gouvernement populaire et à la démocratie économique.

Que personne ne se laisse avoir par le lamentable prétexte selon lequel on ne prévoirait pas de déficits permanents mais uniquement le remplacement d'un budget équilibré chaque année par un budget équilibré sur une période de plusieurs années. Selon cette doctrine, les surplus budgétaires doivent être accumulés dans les années de prospérité pour équilibrer les déficits subis pendant les années de dépression. Mais ce qui doit être considéré comme de bonnes conditions et de mauvaises conditions est laissé à l'appréciation du parti au pouvoir. Le gouvernement lui-même a déclaré que l'année fiscale 1949 était, malgré une récession modérée vers sa fin, une année de prospérité. Mais elle n'a pas accumulé de surplus lors de cette année de prospérité : elle a créé un déficit considérable. Souvenons-nous comment les Démocrates, lors

de la campagne électorale de 1932, critiquaient le gouvernement Hoover pour ses erreurs budgétaires. Mais dès qu'ils arrivèrent au pouvoir, ils mirent en place leurs célèbres plan d'amorçage de la pompe, de déficits budgétaires, etc.

Ce que la doctrine de l'équilibre du budget sur une période de plusieurs années veut vraiment dire c'est : tant que notre propre parti est au pouvoir, nous augmenterons notre popularité par des dépenses insouciantes. Nous ne voulons pas contrarier nos amis en diminuant les dépenses. Nous voulons que les électeurs se sentent heureux au milieu de l'éphémère prospérité artificielle que génèrent la politique d'argent facile et une offre importante de nouvelle monnaie. Plus tard, quand nos adversaires seront au pouvoir, les conséquences inévitables de notre politique d'expansion, à savoir la dépression, apparaîtront. Nous les accuserons alors du désastre et les attaquerons pour leur échec à équilibrer correctement le budget.

Il est très improbable que la pratique du déficit budgétaire soit abandonnée dans un futur assez proche. Comme politique fiscale, elle est très pratique pour les gouvernements idiots. Elle est défendue avec passion par une cohorte de pseudo-économistes. Elle est vantée dans les universités comme la plus favorable et la plus indiquée des méthodes « hétérodoxes », véritablement « progressistes » et « anti-fascistes » dans le domaine des finances publiques. Un changement radical d'idéologie serait nécessaire pour restaurer le prestige des procédures fiscale saines, décriées aujourd'hui comme « orthodoxes » et « réactionnaires ».

Il est peu probable qu'un renversement semblable d'une doctrine presque universellement acceptée se produise tant que la génération actuelle de professeurs et de politiciens n'aura pas disparu. L'auteur de ces lignes, ayant combattu de façon intransigeante pendant plus de quarante ans contre toutes les variétés d'accroissement du crédit et d'inflation, est malheureusement obligé d'admettre que les perspectives d'un retour rapide à une gestion saine des affaires monétaires sont plutôt minces. Une évaluation réaliste de l'état de l'opinion publique, des doctrines enseignées dans les universités et de la mentalité des politiciens et des groupes de pression nous

montre que les tendances inflationnistes continueront à prévaloir pendant plusieurs années.

Le résultat inévitable des politiques inflationnistes est une baisse du pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Comparons le dollar de 1950 au dollar de 1940 ! Comparons la monnaie de n'importe quel pays européen ou américain avec l'équivalent *nominal* de ce qu'elle était il y a une ou deux douzaines d'années ! Comme une politique d'inflation ne marche que tant que les augmentations annuelles du montant de la monnaie en circulation sont de plus en plus grandes, la hausse des prix et des salaires ainsi que la baisse correspondante du pouvoir d'achat iront en s'accélérant. L'aventure du franc français peut nous donner un tableau approximatif du dollar dans les trente ou quarante ans à venir.

C'est pourtant ces périodes qui comptent pour les plans de retraite. Les travailleurs actuels de la *United States Steel Corporation* toucheront leurs pensions dans vingt, trente ou quarante ans. Une pension de cent dollars par mois signifie aujourd'hui une allocation plutôt substantielle. Que voudra-t-elle dire en 1980 ou 1990. Aujourd'hui, comme l'a montré le responsable des prestations sociales de la ville de New York, 52 cents suffisent à acheter toute la nourriture dont une personne a besoin pour satisfaire aux exigences quotidiennes en calories et en protéines. Combien pourra-t-on acheter avec 52 cents en 1980 ?

Tel est le problème. Ce que veulent les travailleurs en se battant pour obtenir la sécurité sociale et des pensions, c'est bien sûr la sécurité. Mais leur « conquête sociale » s'évanouit avec la baisse du pouvoir d'achat du dollar. Dans leur soutien enthousiaste à la politique fiscale du *New Deal*, les membres des syndicats font eux-mêmes avorter leurs plans de sécurité sociale et de retraite. Les pensions auxquelles ils auront droit un jour ne seront qu'une simple illusion.

Aucune solution ne peut être trouvée à ce dilemme. Dans une société industrielle, tous les paiements différés doivent être stipulés en termes de monnaie. Ils diminuent avec la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Une politique de déficit budgétaire sape le fondement même de toutes les

relations entre les individus et de tous les contrats. Elle fait échouer tous les types d'épargne, de sécurité sociale et de retraite.

3. Les retraites et la « Nouvelle économie »

Comment se peut-il que les travailleurs américains n'arrivent pas à voir que leurs politiques vont à l'encontre de leurs objectifs ?

La réponse est la suivante : ils sont trompés par les sophismes de ce que l'on appelle la « nouvelle économie ». Cette prétendue nouvelle philosophie ignore le rôle de l'accumulation du capital. Elle ne comprend pas qu'il n'y a qu'un moyen d'augmenter les taux de salaire pour tous ceux désirant avoir un emploi et donc d'améliorer le niveau de vie, à savoir d'accélérer l'augmentation de capital rapporté à la population. Elle parle de progrès technique et de productivité sans être consciente du fait qu'aucune amélioration technique ne peut être utilisée si le capital requis manque. Juste au moment où il devenait évident que l'obstacle le plus sérieux à une plus grande amélioration des conditions économiques était la pénurie de capital, non seulement dans les pays arriérés mais aussi en Angleterre, Lord Keynes, soutenu avec enthousiasme par de nombreux auteurs américains, défendait sa doctrine des maux causés par l'épargne et l'accumulation du capital. Selon ces analystes, tout ce qui ne va pas est dû à l'incapacité des entreprises privées à affronter les conditions d'une économie « mûre ». Le remède qu'ils préconisent est à la vérité fort simple. L'État devrait combler le vide. Ils supposent gairement que l'État dispose de moyens illimités. Il peut entreprendre tous les projets trop importants pour le capital privé. Il n'y a tout absolument rien qui puisse dépasser les pouvoirs financiers du gouvernement des États-Unis. Le projet de la Tennessee Valley et le plan Marshall étaient juste de modestes entrées en matière. Il reste encore de nombreuses vallées en Amérique pour de futures actions. Et il y a encore de nombreux cours d'eau dans les autres régions du globe. Il y a encore peu, le sénateur McMahon dressait les grandes

lignes d'un gigantesque projet qui ridiculisait le plan Marshall. Pourquoi pas ? S'il n'est pas nécessaire d'ajuster le montant des dépenses aux moyens disponibles, il n'y a aucune limite aux dépenses du grand dieu qu'est l'Etat.

Il n'est pas surprenant que l'homme ordinaire soit la victime des illusions qui troublent la vue de dignes hommes d'Etat et d'éminents professeurs. Comme les conseillers experts du Président, il refuse totalement de reconnaître le principal problème de l'industrie américaine, à savoir l'insuffisance de l'accumulation de nouveaux capitaux. Il rêve d'abondance alors que la pénurie menace. Il interprète de travers les profits élevés que déclarent les compagnies. Il ne perçoit pas qu'une part considérable de ces profits sont illusoires, n'étant qu'une simple conséquence du fait que les sommes mises de côté pour tenir compte de la dépréciation du matériel sont insuffisantes. Ces profits illusoires, résultat trompeur de la baisse du pouvoir d'achat du dollar, seront absorbés par les coûts, déjà en hausse, du remplacement des équipements complètement usés des usines. Le réinvestissement correspondant n'est pas un investissement supplémentaire, ce n'est que le maintien du capital. Il reste bien moins de capital disponible pour un accroissement substantiel de l'investissement et pour l'amélioration des méthodes techniques que ne le pense le public mal informé.

En regardant il y a cinquante ou cent ans en arrière, nous constatons un progrès continu de la capacité de l'Amérique à produire et donc à consommer. Mais ce serait une grave erreur de supposer que cette tendance doit forcément continuer. Le progrès du passé a été rendu possible par un accroissement rapide de l'accumulation du capital. Si l'accumulation de nouveaux capitaux est ralentie ou cesse totalement, il ne peut pas être question de nouvelles améliorations.

Tel est le véritable problème auquel les travailleurs ont à faire face aujourd'hui. Les problèmes du maintien du capital et de l'accumulation de nouveaux capitaux ne concernent pas que la « direction ». Ils sont vitaux pour le salarié. Exclusivement focalisés sur les taux de salaire et sur les retraites, les syndicats se glorifient de leurs victoires à la Pyrrhus. Les syn-

diqués ne se rendent pas comptent du fait que leur destin est lié à la bonne santé des entreprises de leurs employeurs. Comme électeurs, ils approuvent le système de taxation qui retire et gaspille en dépenses courantes les fonds qui auraient été épargnés et investis comme nouveau capital.

Ce que les travailleurs doivent apprendre, c'est que la seule raison pour laquelle les taux de salaire sont plus élevés aux États-Unis que dans les autres pays est que le montant de capital investi par tête y est plus grand. Le danger psychologique de tous les types de plan de retraite se voit dans le fait qu'ils obscurcissent ce point. Ils donnent aux travailleurs un sentiment de sécurité injustifié. Désormais, pensent-ils, notre avenir est assuré. Plus besoin de se faire du souci. Les syndicats nous apporterons de plus en plus de conquêtes sociales. L'âge de l'abondance est en vue.

Et pourtant, les travailleurs devraient se soucier de la situation de l'offre de capital. Ils devraient se faire du souci parce que la préservation et l'amélioration future de ce qu'on appelle « le mode de vie américain » et le « niveau de vie américain » dépend du maintien et l'accroissement futur du capital investi dans les entreprises américaines.

Un homme forcé de prendre lui-même ses précautions pour ses vieux jours doit épargner une partie de son revenu ou prendre une police d'assurance. Ce qui le conduit à examiner l'état financier des caisses d'épargne ou des compagnies d'assurance, ou la santé des obligations qu'il achète. Un tel homme a plus de chances de se faire une idée des problèmes économiques de son pays qu'un homme que le système des retraites semble mettre à l'abri de tout souci. Il sera incité à lire la page financière de son journal et s'intéressera aux articles que sautent les gens légers. S'il est assez vif, il découvrira l'erreur des enseignements de la « nouvelle économie ». Mais celui qui a confiance dans la pension de retraite prescrite croit que tous ces problèmes ne sont que « théoriques » et ne le concernent pas. Il ne se préoccupe pas des choses dont dépend son bien-être parce qu'il ignore cette dépendance. Une nation ne peut être prospère si ses membres ne sont pas pleinement conscients du fait que la seule chose

qui puisse améliorer leur situation est une plus grande et une meilleure production. Et cela ne peut se produire qu'en augmentant l'épargne et l'accumulation du capital.

*Benjamin M. Anderson contre
la philosophie des pseudo-progressistes*

Plain Talk, février 1950

1. Les deux lignes de pensée
et de politiques marxistes

Dans tous les pays n'ayant pas adopté ouvertement une politique de socialisation directe et intégrale, la conduite des affaires gouvernementales s'est trouvée pendant de nombreuses décennies entre les mains d'hommes d'État et de partis se proclamant « progressistes » et méprisant leurs adversaires, traités de « réactionnaires ». Les progressistes se mettent parfois (mais pas toujours) très en colère quand quelqu'un les traite de marxistes. En protestant ainsi, ils ont raison en ceci que leurs principes et leur politique sont contraires à certaines doctrines marxistes et à leur application à l'action politique. Mais ils ont tort en ce qu'ils acceptent sans réserve les dogmes fondamentaux du credo marxiste et agissent d'après lui. Tout en remettant en question les idées de Marx, le champion de la révolution intégrale, ils souscrivent à une révolution graduelle.

On peut trouver dans les écrits de Marx deux ensembles distincts de théorèmes incompatibles entre eux : la ligne de la révolution intégrale, soutenue au début par Kautsky puis plus tard par Lénine, et la ligne « réformiste » d'une révolution par épisodes telle que l'ont défendue Sombart en Allemagne et les Fabiens en Angleterre.

Les deux lignes ont en commun la condamnation sans condition du capitalisme et de sa « superstructure » politique, le gouvernement représentatif. Le capitalisme est décrit comme un épouvantable système d'exploitation. Il comblerait de richesses un nombre en diminution constante « d'expo-

priateurs » et condamnerait les masses à une misère, une oppression, un esclavage et une dégradation croissants. Mais c'est précisément ce système ingrat qui apportera finalement le salut « avec le caractère inexorable des lois de la nature ». L'avènement du socialisme est inévitable. Il apparaîtra en tant que résultat des actions des prolétaires ayant conscience de leur classe. Le « peuple » triomphera finalement. Toutes les machinations des méchants « bourgeois » sont vouées à l'échec.

C'est ici que les deux lignes divergent.

Dans le *Manifeste communiste*, Marx et Engels construisent un plan de transformation graduelle du capitalisme en socialisme. Le prolétariat devra obtenir la « conquête de la démocratie » et se constituera ainsi en classe dominante. Puis il se servira de sa suprématie politique pour arracher « petit à petit » tout le capital à la bourgeoisie ». Marx et Engels donnent des explications plutôt détaillées des diverses mesures à prendre. Il n'est pas nécessaire de citer *in extenso* leur plan de bataille. Ses divers points sont familiers à tous les Américains qui ont traversé les années du *New Deal* et du *Fair Deal*. Il est plus important de se rappeler que les pères du marxisme eux-mêmes caractérisaient les mesures qu'ils préconisaient comme « une violation despote du droit de propriété et du régime bourgeois de production » et comme « des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes, nécessitent de nouvelles violations de l'ordre social ancien, et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. »¹

Il est évident que tous les « réformateurs » des cent dernières années se sont consacrés à la mise en œuvre du plan esquissé par les auteurs du *Manifeste communiste* en 1848. En

¹ Il est important de savoir que les mots « nécessitent de nouvelles violations de l'ordre social ancien » ne figurent pas dans le texte original allemand du *Manifeste*, ni dans les éditions allemandes autorisées ultérieures. Ils furent insérés en 1888 par Engels dans la traduction de Samuel Moore, publiée avec le sous-titre : « Traduction anglaise autorisée, éditée et annotée par Friedrich Engels ».

ce sens, la *Sozialpolitik* de Bismarck tout comme le *New Deal* de Roosevelt peuvent être à juste titre qualifiés de marxistes.

Mais Marx a par ailleurs également conçu une doctrine radicalement différente de celle exposée dans le *Manifeste* et absolument incompatible avec celle-ci. Selon cette seconde doctrine, « aucune formation sociale ne disparaît jamais avant que ne se soient développées toutes les forces productives pour le développement desquelles cette formation suffit, et de nouvelles méthodes de production plus complexes n'apparaissent jamais avant que les conditions matérielles nécessaires à leur existence ne soient sorties des entrailles de la société précédente. » La pleine maturité du capitalisme est le préalable indispensable à l'apparition du socialisme. Mais il n'y a qu'une route menant à l'avènement du socialisme, à savoir l'évolution progressive du capitalisme lui-même qui, en raison des contradictions incurables du mode de production capitaliste, causera sa propre chute. Indépendamment de la volonté des hommes, ce processus « s'accomplit de lui-même par l'effet des lois inhérentes de la production capitaliste ».

L'extrême concentration du capital par un petit groupe d'exploiteurs d'une part, l'appauprissement insupportable des masses exploitées de l'autre, sont les seuls facteurs qui peuvent conduire à la grande révolte qui balaiera le capitalisme. Ce n'est qu'alors que la patience des salariés misérables cessera et que, d'un seul coup, ils renverseront par une violente révolution la « dictature » de la bourgeoisie devenue vieille et décrépie.

Du point de vue de cette doctrine, Marx établit une distinction entre la politique des petits bourgeois et celle du prolétariat ayant une conscience de classe. Les petits bourgeois, dans leur ignorance, mettent tous leurs espoirs dans les réformes. Ils sont impatients de restreindre, réglementer et améliorer le capitalisme. Ils ne voient pas que de telles tentatives sont vouées à l'échec et empêrent les choses au lieu de les améliorer. En effet, ils retardent l'évolution du capitalisme et donc l'avènement de sa maturité, qui seule peut conduire à la grande débâcle et délivrer l'humanité des maux de l'exploitation. Mais le prolétariat, éclairé par la doctrine marxiste, ne se

laisse pas aller à ces rêveries. Il ne se lance pas dans des plans inutiles cherchant à améliorer le capitalisme. Il reconnaît, au contraire, dans chaque progrès du capitalisme, dans chaque dégradation de sa propre situation et dans chaque retour d'une crise économique, un progrès vers l'effondrement inévitable du mode de production capitaliste. L'essence de sa politique est d'organiser et de discipliner ses forces, les bataillons militants du peuple, afin d'être prêt quand viendra le grand jour de la révolution.

Le rejet de la politique des petits bourgeois s'applique aussi aux tactiques traditionnelles des syndicats. Les plans des travailleurs pour augmenter, dans le cadre du capitalisme, les taux de salaire et leur niveau de vie au travers de la syndicalisation et des grèves sont vains. Car la tendance inévitable du capitalisme, dit Marx, n'est pas d'augmenter mais de diminuer le niveau de vie moyen des salaires. Par conséquent, il conseillait aux syndicats de changer totalement de politique. « *Au lieu de la devise conservatrice : Un salaire journalier honnête pour un jour de travail honnête, ils devraient inscrire sur leurs banderoles le slogan révolutionnaire : Abolition du système des salaires.* »

Il est impossible de réconcilier ces deux variétés de doctrines et de politiques marxistes. Elles s'excluent l'une l'autre. Les auteurs du *Manifeste communiste* de 1848 recommandaient précisément les politiques que leurs livres et pamphlets postérieurs condamnèrent comme non-sens petit bourgeois. Pourtant, ils ne répudièrent jamais leurs plans de 1848. Ils publièrent de nouvelles éditions du *Manifeste*. Dans la préface de l'édition de 1872, ils déclarèrent que les principes d'action politique esquissés en 1848 avaient besoin d'être adaptés aux conditions historiques changeantes. Mais, dans cette préface, ils ne stigmatisaient pas de telles réformes comme conséquence d'une mentalité de petits bourgeois. Le dualisme des deux lignes marxistes persista donc.

Ce fut en parfait accord avec la ligne révolutionnaire intransigeante que les sociaux-démocrates allemands des années 1880 votèrent au Reichstag contre les lois de Bismarck voulant instaurer la sécurité sociale et que leur opposition

passionnée empêcha le même Bismarck de nationaliser l'industrie allemande du tabac. C'est également conformément à cette ligne révolutionnaire que les staliniens et leurs acolytes qualifièrent le *New Deal* américain et les remèdes keynésiens de dispositifs astucieux mais inutiles destinés à sauver et à préserver le capitalisme.

L'antagonisme actuel entre les communistes d'un côté et les socialistes, les partisans du *New Deal* et les keynésiens de l'autre, est une controverse sur les moyens à utiliser pour atteindre le but commun aux deux factions, à savoir l'établissement d'une planification centralisée intégrale et l'élimination complète de l'économie de marché. C'est une querelle entre deux factions qui ont toutes deux le droit de se référer aux écrits de Marx. Et il est effectivement paradoxal que dans cette controverse le titre à l'appellation « marxiste » des *anti-communistes* soit justifié par le document intitulé *Manifeste communiste*.

2. Le guide des progressistes

Il est impossible de comprendre la mentalité et la politique des progressistes si l'on ne prend pas en compte le fait que le *Manifeste communiste* est pour eux à la fois un manuel et les Saintes Écritures, la seule source d'information fiable sur l'avenir de l'humanité et l'ultime code de conduite politique. Le *Manifeste communiste* est le seul écrit de Marx qu'ils aient réellement lu attentivement. Hormis le *Manifeste communiste*, ils ne connaissent que quelques phrases hors contexte et sans rapport avec les problèmes de politique actuelle. Mais dans le *Manifeste communiste* ils ont appris que l'avènement du socialisme était inévitable et transformera la Terre en Jardin d'Eden. Ils se disent progressistes et traitent leurs adversaires de réactionnaires précisément parce que, luttant pour le bonheur suprême qui doit arriver, ils sont porté par la « vague du futur », alors que leurs adversaires sont engagés dans la tentative sans espoir d'arrêter la roue du destin et de l'Histoire. Quel confort de savoir que sa cause est destinée à vaincre !

En outre, les professeurs, écrivains, politiciens et fonctionnaires progressistes découvrent dans le *Manifeste* un passage qui flatte particulièrement leur vanité. Ils appartiennent à cette « petite fraction de la classe dominante » à cette « partie des idéologues bourgeois » qui se sont joints au prolétariat, à cette « classe qui porte en elle l'avenir ». Ils sont donc les membres de cette élite « qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique ».

Plus important encore est le fait que le *Manifeste* leur fournit une armure qui les rend insensibles à toute critique qu'on peut faire à l'encontre de leur politique. Les bourgeois décrivent ces politiques progressistes comme « économiquement insuffisantes et insoutenables » et pensent qu'ils ont ainsi démontré leur insuffisance. Comme ils se trompent ! Aux yeux des progressistes, la supériorité de leur politique vient du fait même qu'elles sont « économiquement insuffisantes et insoutenables ». Car de telles politiques sont, selon le *Manifeste*, « indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier ».

Le *Manifeste communiste* ne sert pas de guide qu'au personnel de la masse sans cesse croissante des bureaucrates et des pseudo-économistes. Il révèle aux auteurs « progressistes » la véritable nature de la « culture de classe bourgeoise ». Quelle honte que cette prétendue civilisation bourgeoise ! Heureusement, les yeux des auteurs de gauche (les soi-disant « *liberals* ») ont été ouverts en grand par Marx. Le *Manifeste* leur raconte la vérité sur la méchanceté et la dépravation indescriptibles de la bourgeoisie. « Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées ». « Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production ». « Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement. » Dans la même veine, un nombre incalculable de pièces et de romans dépeignent la situation de la société pourrie du capitalisme en décadence.

Comme elles sont différentes les conditions dans le pays où les prolétaires, l'avant-garde de ce que les grands Fabiens Sidney et Beatrice Webb appelaient la *Nouvelle Civilisation*, ont déjà « liquidé » les exploiteurs ! On peut accorder que les méthodes russes ne peuvent pas être considérées en *tout point* comme le modèle à adopter par les gens de gauche (les « *liberals* ») de l'Occident. Il est peut-être également vrai que les Russes, vraiment irrités par les machinations des capitalistes occidentaux complotant sans relâche à renverser le régime soviétique, se fâchent et donnent libre cours à leur indignation dans un langage inamical. C'est néanmoins un fait qu'en Russie les mots du *Manifeste communiste* ont pris corps. Alors que dans le régime capitaliste « les ouvriers n'ont pas de patrie » et « n'ont rien à perdre que leurs chaînes », la Russie est la véritable mère patrie des prolétaires du monde entier. Dans un sens purement légal et technique, il est peut-être mal pour un Américain ou un Canadien de donner des documents d'État confidentiels ou les plans secrets de nouvelles armes aux autorités russes. Mais d'un point de vue plus élevé, cela peut se comprendre.

3. Le combat d'Anderson contre le destructionnisme

Telle était l'idéologie qui exerçait son influence au cours des dernières décennies sur les hommes contrôlant l'administration et déterminant le cours des affaires américaines. C'est contre cette mentalité que les économistes devaient lutter en critiquant le *New Deal*.

Le plus en vue de ces dissidents fut Benjamin McAllester Anderson. Pendant la plus grande partie de ces années fatidiques, il fut le directeur et le seul auteur, d'abord du *Chase Economic Bulletin* (publiée par la Chase National Bank) puis de l'*Economic Bulletin* (publié par la Capital Research Company). Dans ses brillants articles, il analysa ces politiques quand elles n'en étaient encore qu'au stade du développement et à nouveau plus tard, quand leurs conséquences désastreuses survinrent. Il éleva la voix pour mettre en garde quand il était encore temps de s'abstenir de telles mesures inappro-

priées, et n'était jamais à court, plus tard, quand il fallait montrer comment les dégâts qui avaient été commis par le rejet de ses précédentes objections et suggestions pouvaient être réduits autant que possible.

Sa critique n'était jamais uniquement négative. Il essayait toujours d'indiquer des voies permettant de sortir de l'impasse. Il était un esprit constructif.

Anderson n'était pas un doctrinaire éloigné du contact avec la réalité. En sa qualité d'économiste à la Chase National Bank (de 1919 à 1939) il avait amplement l'occasion d'apprendre tout des conditions économiques américaines. Aucun Américain n'avait une plus grande familiarité avec les affaires et la politique européennes. Il connaissait très bien tous les hommes qui comptaient dans la conduite nationale et internationale de la politique, des affaires et de la banque. Travailleur infatigable, il était bien au courant du contenu des documents d'État, des rapports statistiques et de nombreux papiers confidentiels. Ses informations étaient toujours complètes et très récentes.

Mais ses qualités les plus remarquables étaient son honnêteté inflexible, sa sincérité spontanée et son patriotisme stoïque. Il ne cédait jamais. Il disait toujours librement ce qu'il considérait être vrai. S'il avait accepté de supprimer ou d'adoucir ses critiques des politiques populaires mais détestables, les postes et les bureaux les plus importants lui auraient été offerts. Mais il ne transigea jamais. Cette fermeté fait de lui un des personnages remarquables de cette époque où règnent les opportunistes.

Sa critique de la politique d'argent facile, de l'accroissement du crédit et de l'inflation, de l'abandon de l'étalon-or, des budgets non équilibrés, des dépenses keynésiennes, du contrôle des prix, des subventions, des achats d'argent [métallique], des tarifs et autres nombreux expédients similaires était dévastatrice. Les apologistes de ces remèdes de charlatan n'avaient pas la moindre idée de la façon dont ils pouvaient réfuter ses objections. La seule chose qu'ils firent fut de l'écartier comme « orthodoxe ». Bien que les effets désirés des politiques « hétérodoxes » qu'il avait attaquées ne manquaient

jamais de se produire exactement comme il l'avait prévu, presque personne à Washington ne faisait attention à ce qu'il disait.

La raison en est évidente. Le fond des critiques d'Anderson était que toutes ces mesures étaient « économiquement insuffisantes et insoutenables », qu'elles étaient « des violations despotes » des conditions de production, qu'elles « nécessitent de nouvelles violations » et qu'elles finiront par détruire tout notre système économique. Mais telles étaient justement les fins que les marxistes de Washington cherchaient à atteindre. Ils n'étaient pas gênés de saboter toutes les institutions essentielles du capitalisme, car à leurs yeux le capitalisme était le pire de tous les maux et que son sort était de toute façon scellé par les lois inexorables de l'évolution historique. Leur plan était de mettre en place, petit à petit la planification centralisée. Afin d'y arriver, ils avaient adopté les politiques « insoutenables » que le *Manifeste communiste* décrétait être « indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier ».

Anderson ne se lassait jamais de souligner que les tentatives de baisser les taux d'intérêt au moyen d'un accroissement du crédit devaient conduire à un boom économique artificiel, puis à sa conséquence inévitable, la dépression. Dans cet esprit, il avait attaqué, bien avant 1929, la politique d'argent facile des années 1920, puis plus tard à nouveau, bien avant l'effondrement de 1937, l'amorçage de pompe du *New Deal*. Il prêchait à des sourds. Car ses adversaires avaient appris de Marx que le retour des dépressions était une conséquence nécessaire de l'absence de planification centralisée et ne pouvait pas être évité s'il y avait une « anarchie de la production ». Plus la crise était grave, plus on s'approchait du jour du salut où le socialisme supplanterait le capitalisme.

La politique de maintien des salaires, par décret gouvernemental ou par la violence et l'intimidation syndicales, au-dessus du niveau que le marché libre aurait déterminé créa un chômage de masse prolongé d'année en année. En traitant de la situation américaine comme de celles de la Grande-Bretagne et des autres pays européens, Anderson renvoyait

encore et toujours à cette loi économique qui, comme même Lord Beveridge le disait il y a quelques années, n'est contestée par aucune autorité compétente. Ses arguments n'impressionnaient pas ceux qui s'affichaient comme « amis des ouvriers ». Ils considéraient la prétendue incapacité de l'initiative privée « à donner du travail à tous » comme inévitable et étaient résolus à utiliser le chômage de masse comme d'un levier pour mettre en œuvre leurs projets.

Si l'on veut repousser l'assaut des communistes et des socialistes et protéger la civilisation occidentale de la soviétisation, il n'est pas suffisant de montrer le caractère infructueux et inapproprié des politiques progressistes visant prétendument à améliorer les conditions économiques des masses. Ce qu'il faut, c'est attaquer de front le tissu de sophismes de Marx, Veblen et Keynes. Tant que les syllogismes et les pseudo-philosophies garderont leur prestige immérité, l'intellectuel moyen continuera de rendre le capitalisme responsable de tous les effets désastreux des plans et des mécanismes anti-capitalistes.

4. L'Histoire économique posthume d'Anderson

Benjamin Anderson consacra les dernières années de sa vie à écrire un grand livre, sur l'histoire économique et financière de notre époque de guerres et de disparition progressive de la civilisation.

Les travaux historiques les plus remarquables sont venus d'auteurs qui écrivirent l'histoire de leur propre époque pour un lectorat contemporain des événements relatés. Quand les ténèbres commençaient à descendre sur la gloire d'Athènes, l'un de ses meilleurs citoyens se consacra à la déesse Clio. Thucydide écrivit l'histoire des guerres du Péloponnèse et de l'orientation fatale prise par la politique athénienne, et il ne l'écrivit pas en tant que simple étudiant non concerné par les événements. Son esprit aiguisé avait parfaitement compris la portée désastreuse de la voie vers laquelle ses compatriotes se dirigeaient. Il avait lui-même fait de la politique et avait été dans les forces combattantes. En écrivant l'Histoire, il voulait

servir ses concitoyens. Il voulait les prévenir et les mettre en garde, les empêcher de poursuivre leur marche vers l'abîme.

Telles étaient également les intentions d'Anderson. Il n'écrivait pas seulement pour le plaisir de décrire des événements. Son histoire est en quelque sorte également une continuation et une récapitulation de ses études et interprétations critiques des événements actuels, telles qu'on peut les trouver dans ses bulletins et dans d'autres articles. Son histoire n'est pas une chronique d'un passé défunt. Elle traite des forces qui sont encore à l'œuvre et qui propagent la ruine. Comme Thucydide, Anderson était désireux de servir ceux qui voulaient avoir une connaissance exacte du passé comme clé pour l'avenir.

Comme Thucydide également, Anderson n'a malheureusement pas pu vivre assez longtemps pour voir la publication de son livre. Après sa mort prématurée, tant regrettée par ses amis et admirateurs, la D. Van Nostrand Company publia l'ouvrage, avec une préface d'Henry Hazlitt, sous le titre *Economic and The Public Welfare, Financial and Economic History of the United States, 1914-1946*. Il contient plus que n'en indique le titre. Car l'histoire économique et financière des États-Unis de cette période est tellement entrelacée avec celle des autres nations que sa narration embrasse toute la civilisation occidentale. Les chapitres traitant des affaires britanniques et françaises sont sans aucun doute ce qu'on peut trouver de mieux sur le déclin de ces pays autrefois florissants.

Il est très difficile pour un critique de choisir les plus précieuses pépites dans le trésor d'informations, de sagesse et de fine analyse économique contenues dans ce volume. Le lecteur délicat est captivé dès la première page et ne reposera pas le livre avant d'avoir atteint la dernière page.

Il y a des personnes qui pensent que l'histoire économique néglige ce qu'ils appellent « l'aspect humain ». Certes, le domaine propre à l'histoire économique est celui des prix et de la production, de la monnaie et du crédit, des taxes et des budgets, ainsi que des autres phénomènes analogues. Mais ces choses résultent de volontés, d'actions, de plans et d'ambitions émanant d'individus. Le sujet de l'histoire économique

est l'homme, avec ses connaissances et son ignorance, sa vérité et ses erreurs, ses vices et ses vertus.

Citons l'une des observations d'Anderson. En commentant l'abandon de l'étalement-or par l'Amérique, il remarque : « Il n'est aucun besoin dans la vie humaine qui ne soit aussi impérieux que celui qui veut que les hommes doivent se faire confiance et avoir confiance en leur gouvernement, doivent croire aux promesses et tenir les leurs, afin que les futures promesses puissent être crues et afin que la coopération puisse être possible. La bonne foi — personnelle, nationale et internationale — est le préalable d'une vie honnête, de la bonne marche de l'industrie, de la puissance financière du gouvernement et de la paix internationale » (pages 317-318).

Telles étaient les idées qui poussèrent les soi-disant progressistes à dénigrer Anderson en le traitant « d'orthodoxe », de « réactionnaire » et de « Victorien ». Sir Stafford Cripps, qui nia une douzaine de fois solennellement qu'il changerait un jour la valeur de la livre par rapport au dollar et qui, quand il l'eut fait, protesta du fait qu'il ne pouvait *naturellement* pas admettre ouvertement une telle intention, est plus à leur goût.

Profits et pertes

Article préparé pour la réunion de la Société du Mont Pèlerin tenue à Beauvallon, en France, du 9 au 16 septembre 1951.

A. LA NATURE ÉCONOMIQUE DES PERTES ET DES PROFITS

1. L'émergence des pertes et des profits

Dans un système capitaliste d'organisation économique de la société, les entrepreneurs déterminent le cours de la production. Dans l'exercice de leur fonction, ils sont entièrement et sans exception soumis à la souveraineté du public qui achète, des consommateurs. S'ils n'arrivent pas à produire de la meilleure façon possible et au prix les plus bas les articles que les consommateurs réclament de la manière la plus pressante, ils doivent alors subir des pertes et sont finalement éliminés de leur poste d'entrepreneur. D'autres hommes, qui savent mieux comment servir le consommateur, les remplacent.

Si tout le monde anticipait correctement l'état futur du marché, les entrepreneurs ne feraient aucun profit et ne subraient aucune perte. Ils auraient à acheter les facteurs de production complémentaires à des prix qui reflèteraient pleinement, et ce déjà au moment de l'achat, le prix futur des produits. Il n'y aurait de place ni pour les profits ni pour les pertes. Ce qui fait surgir le profit, c'est le fait que l'entrepreneur qui estime les prix futurs des produits de manière plus correcte que les autres achète effectivement certains ou la totalité des facteurs de production à des prix qui, du point de vue de l'état futur du marché, sont trop bas. Les coûts de production totaux — comprenant le paiement des intérêts sur le capital investi — sont ainsi inférieurs aux prix que l'entre-

preneur obtient pour ses produits. C'est cette différence qui constitue le profit entrepreneurial.

D'un autre côté, l'entrepreneur qui estime mal les prix futurs des produits accepte des prix de facteurs de production qui, toujours du point de vue de l'état futur du marché, sont trop élevés. Ses coûts de production totaux dépassent les prix auxquels il peut vendre sa production. Cette différence constitue la perte entrepreneuriale.

Pertes et profits sont donc générés par le succès ou par l'échec rencontré lors du processus d'ajustement des activités de production aux demandes les plus pressantes des consommateurs. Une fois cet ajustement atteint, ils disparaissent. Le prix des facteurs de production complémentaires atteint un niveau auquel les coûts de production totaux coïncident avec le prix du produit. Si les pertes et les profits sont toujours présents, ce n'est que parce que les données économiques changent sans arrêt, engendrant toujours de nouvelles disparités et par conséquent le besoin de nouveaux ajustements.

2. La distinction entre profits et autres rentrées

De nombreuses erreurs concernant la nature des profits et des pertes proviennent de l'application du terme « profit » à la totalité des rentrées résiduelles de l'entrepreneur.

L'intérêt sur le capital utilisé n'est pas une composante du profit. Les dividendes d'une entreprise ne font pas partie du profit. Ils représentent l'intérêt sur le capital investi majoré des profits ou diminué des pertes.

La contrepartie, obtenue sur le marché, du travail accompli par l'entrepreneur dans la conduite des affaires d'une entreprise est un quasi-salaire d'entrepreneur : elle ne fait pas partie du profit.

Si une entreprise possède un facteur dont elle peut tirer un prix de monopole, il s'agit d'un gain de monopole. Si cette entreprise est une société par actions, ces gains augmentent les dividendes. Il ne s'agit toutefois pas de profits au sens propre.

D'autres erreurs encore plus graves sont dues à la confusion entre activité entrepreneuriale d'une part et innovation ou amélioration technique d'autre part.

Le mauvais ajustement dont l'élimination constitue le rôle essentiel de l'entrepreneur peut fort bien résider souvent dans le fait que de nouvelles méthodes techniques n'ont pas été utilisées autant qu'elles le devraient afin de satisfaire au mieux la demande des consommateurs. Mais ce n'est pas nécessairement toujours le cas. Un changement des données, tout particulièrement en ce qui concerne la demande des consommateurs, peut réclamer des ajustements qui ne se rapportent en rien aux améliorations et innovations techniques. L'entrepreneur qui se contente d'augmenter la production d'un article en ajoutant un nouvel équipement aux capacités de production existantes, et ce sans qu'il y ait le moindre changement de méthode technique de production, n'est pas moins un entrepreneur que l'homme qui inaugure une nouvelle façon de produire. Le travail d'un entrepreneur n'est pas seulement d'expérimenter de nouvelles méthodes techniques, mais de sélectionner, parmi la multitude de méthodes techniquement possibles, les plus adaptées à offrir au public les choses qu'il demande de la manière la plus pressante, et ce au meilleur prix possible. Qu'un nouveau procédé technique soit ou ne soit pas adapté à ce but est une question tranchée provisoirement par l'entrepreneur, et qui le sera finalement par le comportement du public acheteur. La question n'est pas de savoir si une nouvelle méthode doit être considérée comme une solution plus « élégante » à un problème technique. Elle est de savoir si, dans des conditions économiques données, elle constitue la meilleure méthode pour approvisionner les consommateurs au prix les plus bas.

Les activités de l'entrepreneur consistent à prendre des décisions. Il détermine dans quel but les facteurs de production devraient être employés. Toute autre action que peut avoir un entrepreneur est purement accidentelle vis-à-vis de cette fonction entrepreneuriale. C'est ce que les profanes n'arrivent pas à saisir. Ils confondent les activités entrepreneuriales avec la conduite des affaires techniques et administratives d'une

usine. À leurs yeux, ce ne sont pas les actionnaires, les fondateurs et les spéculateurs mais les employés salariés qui sont les véritables entrepreneurs. Les premiers ne seraient que d'oisifs parasites qui empocheraient les dividendes.

Personne n'a jamais prétendu qu'on pourrait produire sans travailler. Mais il est tout aussi impossible de produire sans biens du capital, sans les facteurs préalablement produits permettant une nouvelle production. Ces biens du capital sont rares, c'est-à-dire qu'ils ne suffisent pas pour la production de toutes les choses que l'on aimerait produire. D'où l'émergence du problème économique : les employer de telle sorte à ne produire que les biens qui permettent de satisfaire les demandes les plus pressantes des consommateurs. Il ne faut pas qu'un bien ne soit pas produit parce que les facteurs requis pour sa production sont utilisés — gaspillés — dans la production d'un autre bien pour lequel la demande est moins forte. Dans un régime capitaliste, ceci est du ressort de l'entrepreneur, qui détermine l'allocation du capital entre les différentes branches de production. Dans un régime socialiste, ceci serait du ressort de l'État, qui est l'appareil de coercition et d'oppression. La question de savoir comment un directoire socialiste, ne disposant d'aucune méthode de calcul économique, pourrait remplir sa tâche n'est pas l'objet de cet essai.

Il y a une règle pratique simple pour dire qui est entrepreneur et qui ne l'est pas. Les entrepreneurs sont ceux qui subissent les pertes portant sur capital utilisé. Les économistes amateurs peuvent confondre les profits avec d'autres types de rentrées d'argent. Mais il est impossible de ne pas reconnaître les pertes sur le capital employé.

3. Conduite des affaires non guidée par le profit

Ce qu'on a appelé la démocratie du marché se manifeste par le fait que l'industrie à la recherche du profit est totalement soumise à la suprématie du public qui achète.

Les organisations à but non lucratif sont souveraines. Elles sont, dans les limites du capital dont elles disposent, en position de s'opposer aux souhaits du public.

Un cas spécial est celui de la conduite des affaires gouvernementales, de l'administration de l'appareil social de coercition et d'oppression, à savoir la puissance policière. Les objectifs du gouvernement, la protection du caractère inviolable de la vie et de la santé des individus, ainsi que de leurs efforts pour améliorer leurs conditions matérielles d'existence, sont indispensables. Ils bénéficient à tous et constituent un préalable nécessaire à la coopération sociale et à la civilisation. Mais ils ne peuvent être achetés et vendus comme on vend et on achète des marchandises : ils n'ont donc pas de prix sur le marché. On ne peut parler en ce qui les concerne de calcul économique. Les coûts qu'ils entraînent ne peuvent être comparés à un prix obtenu pour le service rendu. Cette situation ferait des fonctionnaires en charge de la gestion des activités gouvernementales d'irresponsables despotes s'ils n'étaient pas freinés par le système du budget. Dans ce système, les administrateurs sont obligés d'obéir à des instructions détaillées que leur impose le souverain, qu'il s'agisse d'un autocrate auto-désigné ou de l'ensemble de la population agissant par l'intermédiaire de représentants. Des fonds limités sont attribués aux fonctionnaires, fonds qu'ils ne peuvent dépenser que pour atteindre les buts assignés par le souverain. La gestion de l'administration publique devient ainsi bureaucratique, c'est-à-dire dépendante de règlements détaillés et précis.

La gestion bureaucratique est la seule possibilité disponible quand il n'y a pas de gestion guidée par les pertes et les profits.¹

4. Le vote du marché

Les consommateurs, en achetant et en s'abstenant d'acheter, élisent les entrepreneurs dans un plébiscite quotidien

¹ Cf. Mises, *Human Action [L'Action humaine]*, Yale University Press, 1949, pages 305-307 ; *Bureaucracy [La Bureaucratie]*, Yale University Press, 1944, pages 40-73. — Aux éditions de l'Institut Coppet : p. 65-88, et p. 250-252.

pour ainsi dire. Ils déterminent qui doit posséder, qui ne le doit pas, et combien chaque propriétaire doit posséder.

Comme dans tous les cas où il faut choisir quelqu'un — les employés pour un poste officiel, les salariés, les amis, un mari ou une femme — la décision des consommateurs se base sur l'expérience et se réfère donc nécessairement toujours au passé. Il n'y a pas d'expérience du futur. Le vote du marché récompense ceux qui ont le mieux servi les consommateurs dans le passé immédiat. Cependant, le choix n'est pas définitif et peut être corrigé tous les jours. L'élu qui déçoit son électorat est rapidement renvoyé dans le rang.

Chaque vote du consommateur n'ajoute que peu au domaine d'action de l'élu. Pour atteindre les plus hauts degrés de l'entrepreneuriat, il faut un grand nombre de votes, encore et toujours répétés au cours d'une longue période, une série prolongée de coups réussis. L'élu est chaque jour jugé à nouveau et doit pour ainsi dire se présenter à une nouvelle élection.

Il en est de même avec ses héritiers. Ils ne peuvent conserver leur position importante qu'en obtenant toujours et encore l'entérinement du public. Leur poste est révocable. S'ils le gardent, ce n'est pas en raison de mérites de leur prédécesseur mais du fait de leur propre capacité à utiliser le capital pour la plus grande satisfaction possible des consommateurs.

Les entrepreneurs ne sont ni parfaits ni bons dans un sens métaphysique. Ils doivent leur position exclusivement au fait de mieux correspondre que d'autres au rôle qui leur est dévolu. Ils obtiennent un profit non parce qu'ils sont intelligents dans la tâche qu'ils accomplissent, mais parce qu'ils sont plus intelligents ou moins maladroits que d'autres. Ils ne sont pas infaillibles et commettent souvent des erreurs, mais ils sont moins enclins à se tromper et font moins d'impairs que d'autres. Personne n'a le droit de s'offenser des erreurs commises par les entrepreneurs dans la conduite de leurs affaires et de souligner le fait que les gens auraient été mieux approvisionnés si les entrepreneurs avaient été plus talentueux et prescents. Si le râleur le savait mieux qu'eux, pour-

quoi ne s'est-il pas engouffré dans la brèche et n'a-t-il pas profité de l'occasion de faire des profits ? Il est évidemment facile de prédire les événements après qu'ils ont eu lieu. Rétrospectivement, tous les fous deviennent sages.

Une ligne de raisonnement populaire suit le schéma suivant : L'entrepreneur ne retire pas seulement un profit du fait que les autres gens sont moins capables que lui d'anticiper correctement l'état futur du marché. Il contribue lui-même à l'émergence du profit en ne produisant pas plus de l'article en question : car sans la restriction de production intentionnelle de sa part, l'offre de ce produit aurait été si forte que son prix aurait baissé pour atteindre un niveau où le produit des ventes ne serait plus supérieur aux coûts de production. Ce raisonnement est à la base des doctrines fallacieuses de la concurrence imparfaite ou de la concurrence monopoliste. Le gouvernement américain y eu recours il y a peu quand il reprocha aux entreprises de l'industrie de l'acier le fait que la production d'acier aux États-Unis n'était pas plus grande qu'elle ne l'est en réalité.

Les individus qui s'occupent de la production d'acier ne sont certainement pas responsables du fait que d'autres gens n'avaient pas envie de se lancer dans ce domaine. Le reproche des autorités aurait un sens si ces dernières avaient donné aux entreprises existantes de cette industrie le monopole de la production d'acier. Mais en l'absence d'un tel privilège, la responsabilité attribuée aux usines qui fonctionnent n'est pas plus justifiée que ne le serait une critique adressée aux poètes et aux musiciens de la nation au motif qu'il n'y en a pas davantage et de meilleurs. Si quelqu'un doit être critiqué parce que le nombre des personnes ayant rejoint l'organisation civile volontaire de défense n'est pas plus grand, ce n'est pas ceux qui se sont déjà engagés, mais ceux qui ne l'ont pas fait.

Que la production d'un bien *p* ne soit pas plus importante qu'elle ne l'est en réalité, cela est dû à ce que les facteurs de production complémentaires requis pour une augmentation de la production étaient utilisés pour produire d'autres biens. Parler d'une insuffisance de l'offre de *p* n'est que rhétorique

vide si l'on n'indique pas les différentes produits m qui ont été produits en trop grande quantité, le résultat étant que leur production apparaît maintenant, c'est-à-dire après l'événement, comme un gaspillage de ressources de production rares. Nous pouvons supposer que les entrepreneurs qui, au lieu de produire des quantités supplémentaires de p , se sont consacrés à la production de quantités excessives de m et qui ont donc subi des pertes n'ont pas fait exprès de commettre cette erreur.

De même les producteurs de p n'ont pas réduit intentionnellement la production de p . Le capital de chaque entrepreneur est limité : il l'utilise pour les projets qui conduiront, il l'espère, aux profits les plus importants, et ce en répondant aux demandes les plus pressantes du public.

Un entrepreneur qui dispose de 100 unités de capital emploie, par exemple, 50 unités dans la production de p et 50 unités dans la production de q . Si les deux possibilités sont rentables, il est étrange de lui reprocher de ne pas avoir employé plus, par exemple 75 unités, dans la production de p . Il n'aurait pu augmenter la production de p qu'en diminuant d'autant la production de q . Mais en ce qui concerne q , la même critique pourrait être faite par les râleur. Si l'on reproche à l'entrepreneur de ne pas avoir produit plus de p , on doit aussi lui reprocher de ne pas avoir produit plus de q . Ce qui signifie qu'on lui reproche la rareté des facteurs de production et le fait que le monde n'est pas un pays de Cocagne.

Peut-être que le râleur répondra qu'il considère que p est un bien vital, bien plus important que q , et que la production de p devrait par conséquent être augmentée et celle de q diminuée. Si c'est le véritable sens de sa critique, il s'oppose aux choix des consommateurs. Il enlève son masque et montre ses aspirations dictatoriales. La production ne devrait pas être menée selon les désirs du public mais selon sa propre discréption despotique.

Si au contraire la production de q de notre entrepreneur implique une perte, il est évident que son erreur vient d'une mauvaise prévision et qu'elle n'était pas intentionnelle.

Dans une société de marché, non sabotée par l'interférence du gouvernement ou d'autres agences ayant recours à la violence, tout le monde peut essayer de devenir entrepreneur.

Souvent, les gens n'arrivent pas à comprendre cette caractéristique inhérente à la nature du capitalisme parce qu'ils ne saisissent pas la signification et les effets de cette rareté du capital. Le rôle de l'entrepreneur est de choisir dans la multitude de projets techniquement réalisables ceux qui satisferont les besoins les plus pressants non encore satisfaits du public. Il ne faut pas se lancer dans l'exécution de projets pour lesquels l'offre de capital est insuffisante. Le marché est toujours plein de visionnaires qui veulent entreprendre des plans irréalisables et impraticables. Ce sont ces rêveurs qui se plaignent toujours de l'aveuglement des capitalistes, trop stupides selon eux pour rechercher leurs propres intérêts. Bien entendu, les investisseurs se trompent souvent dans le choix de leurs investissements. Mais ces erreurs résident précisément dans le fait qu'ils ont préféré un projet inopportun à un autre qui aurait satisfait des besoins plus pressants des acheteurs.

Les gens se trompent souvent lamentablement en estimant le travail du génie créateur. Seule une minorité d'hommes ont assez de jugement pour apprécier à leur juste valeur les accomplissements des poètes, des artistes et des penseurs. Il se peut que l'indifférence de ses contemporains empêche un génie d'accomplir ce qu'il aurait pu si ses semblables avaient fait preuve d'un meilleur jugement. La manière dont on choisit le poète lauréat et le philosophe *à la mode* [en français dans le texte. NdT] est certainement discutable.

Mais il n'est pas permis de remettre en question le choix des entrepreneurs dans un marché libre. La préférence des consommateurs pour certains articles peut être condamnée du point de vue d'un philosophe. Mais les jugements de valeur sont nécessairement toujours personnels et subjectifs. Le consommateur choisit ce qui le satisfait le plus, tel qu'il le pense. On ne demande à personne de déterminer ce qui pourrait rendre un autre homme plus heureux ou moins malheureux. La popularité des automobiles, des postes de télévision et des bas nylon peut être critiquée d'un point de vue « plus élevé ».

Mais ce sont ces choses que les gens réclament. Ils votent en faveur des entrepreneurs qui leur proposent cette marchandise au meilleur prix et à la meilleure qualité.

En choisissant parmi les divers partis politiques et parmi les différents programmes d'organisation sociale et économique de la communauté, la plupart des gens sont mal informés et avancent à tâtons dans l'obscurité. L'électeur moyen ne dispose pas des capacités permettant de distinguer entre les politiques pouvant atteindre les fins qu'il vise et celles qui ne le peuvent pas. Il est incapable d'étudier la longue chaîne de raisonnements *a priori* qui constituent la philosophie d'un programme social détaillé. Il peut au mieux se faire une idée des effets à court terme des politiques concernées. Il est déarmé quand il doit prendre en compte les effets à long terme. Les socialistes et les communistes affirment souvent en principe le caractère infaillible des décisions majoritaires. Cependant, ils démentent leurs propres propos lorsqu'ils critiquent les majorités parlementaires qui rejettent leurs idées, et qu'ils déniennent au peuple, dans le système du parti unique, la possibilité de choisir entre plusieurs partis différents.

Mais en achetant un bien ou en s'abstenant de l'acheter, rien d'autre n'intervient que la volonté du consommateur de satisfaire ses désirs instantanés. Le consommateur ne choisit pas — au contraire de l'électeur dans un vote politique — entre différents moyens dont les effets se feront sentir plus tard. Il choisit entre des choses qui lui donnent une satisfaction immédiate. Sa décision est finale.

Un entrepreneur fait des profits en se mettant au service des consommateurs, du peuple, tels qu'ils sont et non tels qu'ils devraient être d'après l'imagination d'un quelconque râleur ou d'un dictateur potentiel.

5. Le rôle social des pertes et des profits

Les profits ne sont jamais normaux. Ils n'apparaissent que lorsqu'il y a mauvais ajustement, divergence entre la production réelle et celle qui devrait prévaloir afin d'utiliser le matériel et les ressources mentales disponibles pour satisfaire au

mieux les souhaits du public. Les profits représentent le prix payé à ceux qui éliminent ce mauvais ajustement : ils disparaissent dès que ce dernier a totalement disparu. Dans la construction imaginaire d'une économie en rotation constante, il n'y aurait pas de profits. La somme des prix de facteurs de production complémentaires, en tenant compte correctement de la préférence temporelle, coïncideraient avec le prix du produit.

Plus l'ajustement précédent était défectueux, plus le profit retiré par sa correction est important. Les mauvais ajustements peuvent parfois être appelés excessifs. Mais il est incorrect d'appliquer l'épithète « excessifs » aux profits.

Les gens arrivent à l'idée de profits excessifs en comparant le profit obtenu avec le capital employé dans l'entreprise, et en mesurant le profit comme un pourcentage du capital. Cette méthode provient de la procédure habituelle appliquée dans les partenariats et dans les sociétés par action pour diviser le profit total entre différents partenaires et actionnaires. Ces hommes ont contribué dans des proportions différentes à la réalisation du projet et se partagent les profits et les pertes d'après leurs contributions.

Ce n'est toutefois pas le capital employé qui crée les pertes et les profits. Le capital n'engendre pas le profit, comme le pensait Marx. Les biens du capital en tant que tels sont des choses inertes qui n'accomplissent rien par eux-mêmes. S'ils sont utilisés pour mettre en œuvre une bonne idée, des profits en résulteront. S'ils sont utilisés pour mettre en œuvre une mauvaise idée, il n'y aura pas de profit mais il y aura des pertes. C'est la décision de l'entrepreneur qui crée les profits ou les pertes. Les profits trouvent leur véritable origine dans les actes mentaux, dans le cerveau de l'entrepreneur. Le profit est un produit de l'esprit, du succès dans la prévision de l'état futur du marché. C'est un phénomène spirituel et intellectuel.

L'absurdité de la condamnation comme excessif de n'importe quel profit peut être facilement montrée. Une entreprise disposant d'un capital de montant c produit une quantité donnée de p , qui est vendue à des prix conduisant à un surplus s du produit total des ventes sur les coûts, et donc à un

profit de n pour cent. Si l'entrepreneur avait été moins capable, il aurait eu besoin d'un capital de $2c$ pour assurer la production de la même quantité de p . Pour simplifier le raisonnement, nous pouvons négliger le fait que ceci augmenterait nécessairement les coûts de production car cela aurait doublé les intérêts sur le capital utilisé, et nous pouvons supposer que s resterait inchangé. Mais en tout cas, s aurait été confronté à $2c$ au lieu de c et le profit aurait donc été seulement de $n/2$ pour cent du capital utilisé. Le profit « excessif » aurait été réduit à un « juste » niveau. Pourquoi ? Parce que l'entrepreneur aurait été moins efficace et parce que son manque d'efficacité aurait privé ses semblables de tous les avantages qu'ils auraient pu obtenir si un montant c de biens du capital avait été laissé disponible pour produire d'autres marchandises.

En stigmatisant des profits comme excessifs et en pénalisant les entrepreneurs efficaces par une taxation discriminatoire, les gens se nuisent à eux-mêmes. Une taxe sur les profits est équivalente à taxer le fait de réussir à rendre les meilleurs services au public. L'unique but de toutes les activités productrices est d'employer les facteurs de production de façon à ce qu'ils assurent le meilleur rendement possible. Moins il faut de facteurs de production rares pour permettre la production d'un article, plus on en laisse pour la production d'autres articles. Mais plus l'entrepreneur réussit à cet égard, plus il est calomnié et plus la taxation le fait casquer. Une augmentation des coûts par unité produite, c'est-à-dire un gaspillage, est vantée comme une vertu.

La manifestation la plus étonnante de cette incapacité totale à comprendre l'objet de la production ainsi que la nature et le rôle des profits et des pertes se constate dans la superstition populaire qui veut que le profit s'ajouteraît aux coûts de production et que son niveau ne dépendrait que du vendeur. C'est cette croyance qui conduit les gouvernements à contrôler les prix. C'est la même croyance qui a poussé de nombreux gouvernements à s'arranger avec leurs fournisseurs de façon à ce que les prix payés pour un article soient égaux aux coûts de production du vendeur augmentés d'un pourcentage

fixe. L'effet était que, moins le fournisseur arrivait à éviter les coûts inutiles, plus il obtenait des surplus élevés. Des contrats de ce type ont considérablement augmenté les sommes que les États-Unis ont dû dépenser dans les deux guerres mondiales. Et cependant les bureaucrates, en premier lieu les professeurs d'économie qui travaillaient dans les divers bureaux de guerre, se vantaient de leur manœuvre intelligente dans ce domaine.

Tous les gens, entrepreneurs comme non-entrepreneurs, regardent d'un œil désapprobateur les profits obtenus par les autres. L'envie est une faiblesse humaine répandue. Les gens répugnent à reconnaître qu'ils auraient pu eux-mêmes retirer des profits s'ils avaient fait preuve de la même prévoyance et du même jugement que les hommes d'affaires ayant réussi. Leur ressentiment est d'autant plus violent qu'ils s'en rendent compte de manière subconsciente.

Il n'y aurait pas de profits si le public n'était pas tellement désireux d'acquérir la marchandise offerte à la vente par l'entrepreneur à succès. Mais ceux-là mêmes qui s'arrachent ces articles, dénoncent les hommes d'affaires et disent que leurs profits sont mal acquis.

L'expression sémantique de cette envie se manifeste dans la distinction entre le « revenu gagné » (*earned income* : traduit par « salaire » ou « traitement » dans les dictionnaires, NdT) et le « revenu non gagné » (*unearned income* : traduit par « rente » dans les dictionnaires, NdT). Elle imprègne les manuels, le langage des procédures législatives et administratives. Ainsi, par exemple, le formulaire officiel 201 pour la déclaration de l'impôt sur le revenu de l'État de New York appelle uniquement « gains » (*earnings*) la rémunération perçue par les employés et, par conséquent, tous les autres revenus, y compris ceux résultant de l'exercice d'une profession, sont des « revenus non gagnés ». Telle est la terminologie en usage dans un État dont le gouverneur est un Républicain et dont l'assemblée a une majorité Républicaine.

L'opinion publique n'excuse les profits que lorsqu'ils ne dépassent pas le salaire payé à un employé. Tout surplus est

rejeté comme étant injuste. Le but de la taxation est, selon le principe de la capacité à payer, de confisquer ce surplus.

Il faut dire que l'un des rôles principaux des profits est de mettre le contrôle du capital dans les mains de ceux qui savent l'utiliser pour satisfaire du mieux possible le public. Plus un homme fait de profits, plus sa richesse augmente en conséquence, plus il devient influent pour ce qui est de diriger des affaires commerciales. Les pertes et les profits constituent les instruments grâce auxquels les consommateurs transfèrent la direction des activités de production vers ceux qui savent le mieux les servir. Quoi que l'on fasse pour limiter ou confisquer les profits, cela nuit à ce rôle. Le résultat de telles mesures est d'affaiblir l'emprise des consommateurs sur le cours de la production. La machine économique devient, du point de vue de la population, moins efficace et moins réactive.

La jalouse de l'homme ordinaire regarde les profits de l'entrepreneur comme s'ils étaient entièrement utilisés pour la consommation. Une part est bien entendu consommée. Mais seuls les entrepreneurs qui ne consomment qu'une fraction de leurs gains et qui en réinvestissent la majorité dans leurs entreprises atteignent la richesse et l'influence dans le domaine des affaires. Ce qui permet à des petites entreprises de devenir grandes, ce n'est pas la dépense, mais l'épargne et l'accumulation du capital.

6. Pertes et profits dans des économies en croissance et en récession

Nous appelons stationnaire une économie dans laquelle le revenu et la richesse par tête ne changent pas. Dans une telle économie, la somme supplémentaire que les consommateurs dépensent pour l'achat de certains articles doit être égale à la somme qu'ils dépensent en moins pour d'autres articles. Le montant total des profits gagnés par une partie des entrepreneurs est égal au montant total des pertes subies par l'autre partie.

Un surplus du montant total des profits de l'ensemble de l'économie sur le montant total des pertes ne peut survenir

que dans une économie en croissance, c'est-à-dire une économie où la quantité de capital par tête augmente. Cette augmentation est la conséquence de l'épargne qui ajoute de nouveaux biens du capital à la quantité déjà disponible. L'augmentation de capital disponible crée des défauts d'ajustement dans la mesure où elle conduit à un écart entre l'état réel de la production et celui que le capital supplémentaire rend possible. Grâce à l'émergence du capital supplémentaire, certains projets jusqu'alors impossibles à réaliser deviennent possibles. En orientant le nouveau capital vers les directions permettant de satisfaire les plus pressants des besoins auparavant non satisfaits des consommateurs, les entrepreneurs font des profits qui ne sont pas compensés par les pertes d'autres entrepreneurs.

L'enrichissement que génère le capital supplémentaire ne revient que pour une partie à ceux qui l'ont créé par l'épargne. Le reste va, en raison de l'augmentation de la productivité marginale du travail et donc des taux salariaux, aux salariés et, en raison de la hausse des prix de certaines matières premières et des produits alimentaires, aux propriétaires de terrains, ainsi que, enfin, aux entrepreneurs qui intègrent ce nouveau capital dans les processus de production les plus économiques. Mais tandis que le gain des salariés et des propriétaires fonciers est permanent, les profits des entrepreneurs disparaissent une fois cette intégration accomplie. Les profits de l'entrepreneur ne sont, comme il a déjà été dit, un phénomène permanent que parce que les défauts d'ajustement se répètent à nouveau chaque jour, ce qui permet, par leur élimination, de tirer des profits.

Utilisons, pour simplifier l'illustration, le concept de revenu national tel que l'utilise l'économie populaire. Il est alors évident que, dans une économie stationnaire, aucune partie du revenu national ne part en profits. Ce n'est que dans une économie en croissance qu'il existe un surplus des profits totaux par rapport aux pertes totales. La croyance populaire selon laquelle les profits sont soustraits aux revenus des ouvriers et des consommateurs est totalement fausse. Si nous voulons appliquer le mot de soustraction au problème, nous

devons dire que ce surplus des profits par rapport aux pertes, tout comme l'augmentation de revenus des salariés et des propriétaires fonciers, est soustrait aux gains de ceux dont l'épargne a apporté le capital supplémentaire. C'est leur épargne qui constitue le véhicule du progrès économique, qui rend possible l'emploi d'innovations techniques et qui augmente la productivité et le niveau de vie. Les entrepreneurs, par leur activité, s'occupent d'utiliser ce capital supplémentaire de la manière la plus économique. Pour autant qu'ils n'épargnent pas eux-mêmes, ni les ouvriers ni les propriétaires fonciers ne contribuent en quoi que ce soit à l'émergence des circonstances générant ce qu'on appelle le progrès et l'amélioration économiques. Ils tirent profit d'une part de l'épargne des autres, qui crée le capital supplémentaire, d'autre part de l'action entrepreneuriale, qui oriente le capital supplémentaire en vue de satisfaire les besoins les plus pressants.

Une économie est en récession quand la quantité de capital investi par tête diminue. Dans ce type d'économie, le montant total des pertes subies par certains entrepreneurs dépasse le montant total des profits réalisés par les autres.

7. La calcul des pertes et des profits

Les catégories praxéologiques originelles de la perte et du profit se rattachent à des qualités psychiques et ne sont donc pas réductibles à une description interpersonnelle en termes quantitatifs. Il s'agit de quantités intensives. La différence de valeur entre la fin obtenue et celle des moyens appliqués pour l'atteindre constitue le profit quand elle est positive et la perte quand elle est négative.

Quand il y a coopération et division sociale des efforts, ainsi que propriété privée des moyens de production, le calcul économique en termes d'unités monétaires devient possible et nécessaire. Pertes et profits deviennent calculables en tant que phénomènes sociaux. Les phénomènes psychiques de la perte et du profit, dont ils découlent, demeurent bien entendu des grandeurs intensives impossibles à calculer.

Le fait que, dans le cadre d'une économie de marché, les pertes et les profits entrepreneuriaux soient déterminés par des opérations arithmétiques en a égaré beaucoup. De nombreuses personnes n'ont pas réussi à voir que les points essentiels entrant dans ce calcul sont les estimations émanant de la compréhension spécifique de l'entrepreneur quant à la situation future du marché. Ces personnes pensent que ces calculs peuvent être étudiés, vérifiés ou corrigés par un expert désintéressé. Elles ignorent le fait que de tels calculs sont, en règle générale, partie intégrante de l'anticipation spéculative, par l'entrepreneur, des conditions incertaines de l'avenir.

Pour cet essai, nous nous contenterons de faire référence à l'un des problèmes de comptabilité des coûts. L'un des buts d'un état des frais est d'établir la différence entre le prix payé pour l'acquisition de ce que l'on appelle habituellement l'équipement de production durable et sa valeur actuelle. Cette valeur actuelle est l'équivalent monétaire de la contribution que cet équipement apportera aux gains futurs. Il n'y a aucune certitude quant à l'état futur du marché et quant au montant de ces gains. Ils ne peuvent être déterminés que par une prévision spéculative de la part de l'entrepreneur. Il est ridicule d'appeler un expert et de substituer son jugement arbitraire à celui de l'entrepreneur. L'expert n'est objectif que dans la mesure où il n'est pas affecté par l'erreur commise. L'entrepreneur, au contraire, met en jeu son propre bien-être matériel.

Bien sûr, la loi détermine des grandeurs qu'elle appelle profit ou perte. Mais ces grandeurs ne correspondent pas aux concepts économiques de perte ou de profit et ne doivent pas être confondues avec ceux-ci. Si une loi fiscale appelle une grandeur profit, elle détermine en réalité la valeur de la taxe à payer. Elle appelle cette grandeur profit parce qu'elle veut justifier la politique fiscale aux yeux du public. Il serait plus correct de la part du législateur d'oublier le terme de profit et de parler simplement de base pour le calcul de la taxe.

La tendance des lois fiscales est de calculer ce qu'elles appellent profit de façon à ce qu'il soit aussi élevé que possible, afin d'augmenter les revenus publics immédiats. Mais il se

trouve d'autres lois qui ont pour tendance de diminuer la grandeur qu'elles appellent profit. Les codes commerciaux de nombreuses nations étaient et sont guidées par des efforts faits pour protéger les créanciers. Ils cherchaient à réduire ce qu'ils appelaient le profit afin d'empêcher l'entrepreneur de retirer, au préjudice du créancier, trop de l'entreprise ou de la société pour son propre bénéfice. C'étaient ces tendances qui prévalaient dans l'évolution des usages commerciaux concernant les valeurs usuelles de dépréciation.

Il n'y a pas de raison aujourd'hui de nous appesantir sur le problème de la falsification du calcul économique dans des conditions d'inflation. Tout le monde commence à comprendre le phénomène des profits illusoires, conséquence des grandes inflations de notre époque.

L'incapacité de comprendre les effets de l'inflation sur les méthodes habituelles de calcul des profits fut à l'origine du concept moderne de « réalisation de profits excessifs » (*profiteering*). On traite de profiteur un entrepreneur si son compte de pertes et profits, calculé dans une devise soumise à une inflation en progression rapide, montre des profits que d'autres personnes jugent « excessifs ». Il est souvent arrivé dans de nombreux pays que le compte de pertes et profits d'un tel profiteur, lorsqu'on le calcule dans une devise non soumise à l'inflation ou soumise à une inflation moindre, ne montre non seulement aucun profit, mais encore des pertes considérables.

Même si nous négligeons, pour les besoins du raisonnement, toute référence au phénomène des profits illusoires, uniquement induits par l'inflation, il est évident que l'épithète « profiteur » exprime un jugement de valeur arbitraire. Il n'existe pas de critère disponible permettant de distinguer entre des profits « excessifs » et des profits « justes », en dehors du ressentiment et de l'envie personnels du censeur.

Il est en effet étrange qu'une éminente logicienne, feu L. Susan Stebbing, n'ait absolument pas réussi à comprendre la question. Le professeur Stebbing assimilait le concept de profits excessifs à des concepts faisant allusion à une distinction claire dont la nature ne permettait pas de définir une limite

précise entre les extrêmes. La distinction entre des profits excessifs et des « profits légitimes », déclarait-elle, est claire, bien qu'il n'y ait pas de distinction précise.² Cette distinction n'est en fait claire qu'en se référant à un acte législatif définissant le terme de profits excessifs dans ce contexte. Mais ce n'est pas ce que Stebbing a en tête. Elle souligne explicitement que de telles définitions sont faites « d'une manière arbitraire pour des objectifs pratiques de l'administration ». Elle utilise le terme *légitime* sans référence aucune à des statuts légaux et à leurs définitions. Mais est-il acceptable d'utiliser le terme « légitime » sans référence à un critère quelconque du point de vue duquel la chose en question peut être considéré comme légitime ? Et y a-t-il un autre critère disponible que les jugements de valeur personnels pour distinguer les profits excessifs et les profits légitimes ?

Le professeur Stebbing faisait référence aux fameux arguments *acervus* et *calvus* des anciens logiciens. De nombreux mots sont vagues dans la mesure où ils s'appliquent à des caractéristiques pouvant être possédés à divers degrés. Il est impossible de tracer une limite précise entre les chauves et ceux qui ne le sont pas. Il est impossible de définir précisément le concept de calvitie. Mais ce que le professeur Stebbing n'a pas réussi à remarquer, c'est que la caractéristique qui permet aux gens de distinguer entre ceux qui sont chauves et ceux qui ne le sont pas peut faire l'objet d'une définition précise. C'est la présence ou l'absence de cheveux sur la tête d'une personne. C'est un signe clair et non ambigu, dont la présence ou l'absence doit être établie par l'observation et exprimée par des propositions d'existence. Ce qui est vague, c'est simplement la détermination du point où la non-calvitie devient calvitie. Les gens peuvent être en désaccord quant à la détermination de ce point, mais leur désaccord ne se réfère qu'à l'interprétation de la convention qui donne un certain sens au mot de calvitie. Aucun jugement de valeur n'est impliqué. Il se peut, bien sûr, que la différence d'avis soit causée

² Cf. L. Susan Stebbing, *Thinking to Some Purpose* (Pelican Books A44), pages 185-187.

dans un cas précis par un parti pris spécifique. Mais c'est une autre histoire.

Le caractère vague des mots comme « chauve » est le même que celui qui est inhérent aux pronoms et aux nombres indéterminés. Le langage a besoin de tels termes car l'établissement arithmétique exact de certaines quantités est inutile et trop gênant dans de nombreux cas de la vie pratique. Les logiciens se trompent lourdement quand ils essaient d'associer à de tels mots, dont le caractère vague est intentionnel et sert des buts donnés, la précision de nombres exacts. Pour quelqu'un qui veut visiter Seattle, l'information donnant le nombre d'hôtels de la ville suffit. Un comité qui cherche à tenir une convention à Seattle a besoin de l'information précise sur le nombre de lits disponibles dans les hôtels.

L'erreur du professeur Stebbing consistait à confondre des propositions d'existence avec des jugements de valeur. Son manque de familiarité avec les problèmes de l'économie, que dénote ses écrits par ailleurs intéressants, l'a égarée. Elle n'aurait pas commis une telle erreur dans un domaine qu'elle connaissait mieux. Elle n'aurait pas déclaré qu'il existe une distinction claire entre les « droits d'auteur légitimes » et les « droits d'auteur illégitimes ». Elle aurait compris que le montant des droits d'auteur dépend du jugement du public sur un livre et qu'un observateur critiquant leur montant ne fait qu'exprimer son jugement de valeur personnel.

B. LA CONDAMNATION DU PROFIT

1. L'économie et l'abolition du profit

Ceux qui repoussent le profit entrepreneurial comme « non gagné » veulent dire qu'il s'agit d'argent injustement retiré aux travailleurs, aux consommateurs, ou aux deux. Telle est l'idée qui sous-tend le prétendu « droit à disposer du fruit total de son labeur » et la doctrine marxiste de l'exploitation. On peut dire que la plupart des gouvernements — si ce n'est tous — et l'immense majorité de nos contemporains souscrivent très largement à cette idée, bien que certains d'entre eux

soient assez généreux pour consentir à ce qu'une partie des profits soient laissée aux « exploiteurs ».

Il est inutile de discuter sur la pertinence des préceptes éthiques. Ils découlent de l'intuition : ils sont arbitraires et subjectifs. Il n'y a aucun critère objectif disponible d'après lequel ces préceptes pourraient être jugés. Les fins ultimes sont choisies d'après les jugements de valeur individuels. Elles ne peuvent être déterminées ni par la recherche scientifique ni par le raisonnement logique. Si un homme dit : « C'est ce que je cherche quelles que soient les conséquences de mon comportement et quel que soit le prix que je devrai payer pour y arriver », personne ne peut lui opposer d'arguments. Mais la question est de savoir s'il est réellement vrai que cet homme est prêt à payer n'importe quel prix pour atteindre la fin concernée. Si on répond par la négative à cette question, il devient possible d'examiner le problème.

S'il y avait vraiment des gens préparés à accepter toutes les conséquences de l'abolition du profit, aussi néfastes puissent-elles être, il ne serait alors pas possible à l'économie de traiter du problème. Mais tel n'est pas le cas. Ceux qui veulent abolir le profit sont guidés par l'idée que cette confiscation améliorerait le bien-être matériel de tous les non-entrepreneurs. À leurs yeux, l'abolition du profit n'est pas une fin ultime, mais un moyen d'atteindre une fin précise, à savoir l'enrichissement des non-entrepreneurs. Que cette fin puisse véritablement être obtenue par l'emploi de cette méthode, ou qu'elle conduise à certains autres effets qui apparaîtront à plusieurs ou à tous comme pires que la situation prévalant avant l'emploi de cette méthode, telles sont les questions que l'économie est appelée à étudier.

2. Les conséquences de l'abolition du profit

L'idée d'abolir le profit pour que le consommateur en tire un avantage implique que l'entrepreneur soit forcé de vendre les produits à des prix ne dépassant pas les coûts de production dépensés. De tels prix se situent, pour tous les articles dont la vente aurait rapporté des profits, sous le prix potentiel

du marché, l'offre disponible n'étant pas suffisante pour permettre à tous ceux qui souhaitent acheter à ces prix d'acquérir ces articles. Le marché est paralysé par le décret du prix maximum. Il ne peut plus allouer les produits aux consommateurs. Un système de rationnement doit être adopté.

La suggestion d'abolir le profit de l'entrepreneur au bénéfice des employés ne vise pas à l'abolition du profit. Il cherche à le retirer des mains de l'entrepreneur pour l'offrir aux employés.

Dans un tel plan, les pertes sont subies par l'entrepreneur alors que les profits vont aux employés. Il est probable que l'effet de cet arrangement conduirait à une augmentation des pertes et à une diminution des profits. En tout cas, une plus grande part des profits serait consommée et moins serait épargné et réinvesti dans l'entreprise. Aucun capital ne serait disponible pour établir de nouvelles branches de production et pour transférer le capital des branches qui — en raison de la demande des consommateurs — seraient en déclin vers les branches en expansion. Car cela nuirait aux intérêts des ceux qui sont employés dans une entreprise ou une branche donnée que de réduire le capital qui y est utilisé pour le transférer vers une autre entreprise ou vers une autre branche. Si un tel plan avait été adopté il y a un demi-siècle, toutes les innovations accomplies depuis auraient été rendues impossibles. Si, pour les besoins du raisonnement, nous étions prêts à négliger toute référence au problème de l'accumulation du capital, nous devrions encore comprendre que distribuer les profits aux employés doit conduire à la rigidité du premier état de production atteint et finit par interdire tout ajustement, toute amélioration et tout progrès.

En réalité, ce plan transférerait la propriété du capital investi dans les mains des employés. Il équivaudrait à mettre en place un syndicalisme et généreraient tous les effets de ce dernier, système qu'aucun auteur ou réformateur n'a jamais eu le courage de défendre ouvertement.

Une troisième solution du problème serait de confisquer tous les profits obtenus par les entrepreneurs au bénéfice de l'État. Une taxe de cent pour cent sur les profits accomplirait

cet objectif. Elle transformerait les entrepreneurs en administrateurs irresponsables de toutes les usines et de tous les ateliers. Ils ne seraient plus soumis à la suprématie des acheteurs. Ils seraient juste des individus ayant le pouvoir de mener la production comme bon leur plaît.

Les politiques de tous les gouvernements contemporains n'ayant pas adopté franchement le socialisme appliquent ces trois schémas conjointement. Ils confisquent par diverses mesures de contrôle des prix une partie des profits potentiels prétendument au bénéfice des consommateurs. Ils soutiennent les syndicats dans leurs tentatives d'arracher, d'après le principe de détermination des salaires selon la capacité à payer, une partie des profits des entrepreneurs. Et, *last but not least*, ils sont résolus à confisquer, par des impôts sur le revenu progressifs, par des taxes spéciales sur les bénéfices des entreprises et sur les « profits excessifs », une part sans cesse croissante des profits pour remplir les caisses publiques. Il est facile de voir que si l'on poursuit ces politiques, elles réussiront très rapidement à supprimer tout profit entrepreneurial.

L'effet conjoint de l'application de ces politiques est, déjà aujourd'hui, une montée du chaos. L'effet final sera la pleine réalisation du socialisme en asphyxiant les entrepreneurs. Le capitalisme ne peut pas survivre à l'abolition du profit. Ce sont les profits et les pertes qui obligent les capitalistes à employer leur capital en rendant les meilleurs services aux consommateurs. Ce sont les profits et les pertes qui sélectionnent, pour la conduite des affaires, les individus les mieux adaptés à satisfaire le public. Si le profit est aboli, le chaos en résulte.

3. Les arguments contre le profit

Toutes les raisons avancées en faveur d'une politique anti-profit sont le résultat d'une interprétation erronée du fonctionnement de l'économie de marché.

Les magnats de l'industrie sont trop puissants, trop riches et trop gros. Ils abusent de leur pouvoir pour s'enrichir. Ce sont des tyrans irresponsables. Une grande entreprise est en elle-même un mal. Il n'y a pas de raison pour que certains

hommes possèdent des millions alors que d'autres sont pauvres. La richesse d'une poignée est la cause de la pauvreté des masses.

Chacun des mots de ces dénonciations enflammées sont faux. Les hommes d'affaires ne sont pas des tyrans irresponsables. C'est précisément la nécessité de faire des profits et d'éviter les pertes qui fournit aux consommateurs un moyen de contrôle ferme sur les entrepreneurs et qui les force à se conformer aux souhaits de la population. Ce qui fait grossir une entreprise, c'est le succès qu'elle rencontre en répondant au mieux aux demandes des acheteurs. Si la plus grosse entreprise ne servait pas mieux les gens que la plus petite, elle aurait depuis longtemps vu sa taille diminuer. Il n'y a rien de mal à ce qu'un homme d'affaires s'enrichisse en augmentant ses profits. Il n'a, dans sa fonction d'homme d'affaires, qu'un seul rôle : s'efforcer d'obtenir le profit le plus élevé possible. Des profits gigantesques sont la preuve de bons services rendus aux consommateurs. Les pertes sont la preuve d'erreurs commises, ou d'une incapacité à assurer de manière satisfaisante les tâches dévolues à un entrepreneur. Les richesses d'un entrepreneur qui réussit ne causent la pauvreté de personne : elles viennent du fait que les consommateurs sont mieux approvisionnés qu'ils ne l'auraient été en l'absence de l'effort de l'entrepreneur. La misère de millions d'individus dans les pays arriérés n'est pas la conséquence de l'opulence de qui que ce soit : c'est le corollaire du fait que leurs pays manquent d'entrepreneurs ayant acquis des richesses. Le niveau de vie de l'homme ordinaire est plus élevé dans les pays qui possèdent le plus grand nombre d'entrepreneurs riches. C'est dans l'intérêt matériel de tout le monde que le contrôle des facteurs de production soient concentrés dans les mains de ceux qui savent comment les utiliser de la façon la plus efficace.

L'objectif avoué des politiques de tous les gouvernements et partis politiques actuels est d'empêcher l'émergence de nouveaux millionnaires. Si cette politique avait été adoptée aux États-Unis il y a cinquante ans, la croissance des industries produisant de nouveaux articles auraient été arrêtée. Les

automobiles, les réfrigérateurs, les postes de radio et une centaine d'autres innovations moins spectaculaires mais encore plus utiles n'auraient pas fait partie de l'équipement standard de la plupart des foyers américains.

Le salarié moyen pense que pour continuer à faire fonctionner l'appareil social de production, pour améliorer et accroître la production, il n'est besoin de rien d'autre que le travail routinier relativement simple qui lui est assigné. Il ne comprend pas que le simple labeur et la simple peine du train-train quotidien ne suffisent pas. L'assiduité et le talent sont utilisés pour rien s'ils ne sont pas mis au service des buts les plus importants par la prévoyance de l'entrepreneur et s'ils ne sont pas suppléés par le capital accumulé par les capitalistes. Le travailleur américain se trompe lourdement quand il croit que son niveau de vie élevé est dû à sa propre qualité. Il n'est ni plus travailleur ni plus adroit que les travailleurs de l'Europe de l'Ouest. Il doit son revenu supérieur au fait que son pays est resté attaché au « rude individualisme » plus longtemps que l'Europe. Sa chance est que les États-Unis se sont tournés vers une politique anticapitaliste quarante ou cinquante plus tard que l'Allemagne. Son salaire est plus élevé que ceux des travailleurs du reste de monde parce que la quantité d'équipement en capital par employé est la plus élevée en Amérique et parce que l'entrepreneur américain n'a pas été autant entravé par une discipline excessive et destructrice que ses collègues des autres régions du globe. La prospérité relativement plus grande des États-Unis est une conséquence du fait que le *New Deal* n'a pas été mis en pratique en 1900 ou en 1910 mais seulement en 1933.

Si l'on veut étudier les raisons du retard de l'Europe, il serait nécessaire d'examiner les nombreux lois et règlements qui ont empêché d'y établir l'équivalent du *drugstore* américain et ont paralysé l'évolution des chaînes de grands magasins, des supermarchés et des organisations similaires. Il serait important d'étudier l'effort du Reich allemand pour protéger les méthodes inefficaces du *Handwerk* (artisanat) traditionnel face à la concurrence des entreprises capitalistes. Encore plus révélateur serait une étude de la *Gewerbepolitik* autrichienne,

politique destinée, depuis le début des années 1880, à préserver la structure économique des temps ayant précédé la Révolution industrielle.

La pire menace pour la prospérité et la civilisation ainsi que pour le bien-être matériel des salariés vient de l'incapacité des leaders syndicaux, des « économistes des syndicats » et des couches moins intelligentes des travailleurs eux-mêmes, à apprécier le rôle des entrepreneurs dans la production. Cette incapacité a trouvé une expression classique dans les écrits de Lénine. Selon ce dernier, tout ce dont a besoin la production, en dehors du travail manuel des ouvriers et du travail de conception des ingénieurs, c'est d'un « contrôle de la production et de la distribution », tâche qui peut être facilement accomplie par « l'armée des travailleurs ». Car cette comptabilité et ce contrôle « ont été *simplifiés* à l'extrême par le capitalisme, jusqu'à ce qu'ils soient devenus des opérations extraordinairement simples de surveillance, d'enregistrement et d'émission de reçus, à la portée de toute personne sachant lire et écrire et connaissant les quatre premières règles de l'arithmétique. »³ Sans commentaire...

4. L'argument de l'égalité

Aux yeux des partis qui se disent de gauche et progressistes, l'inégalité des revenus et de la richesse constitue le principal vice du capitalisme. Le but final de leurs politiques est d'établir l'égalité. Les modérés veulent atteindre cet objectif petit à petit ; les radicaux envisagent de l'atteindre d'un coup, par un bouleversement révolutionnaire du mode de production capitaliste.

Cependant, en parlant d'égalité et en réclamant avec véhémence sa mise en œuvre, personne ne défend l'idée d'une baisse de son revenu actuel. Le terme d'égalité, tel qu'il est employé dans le langage politique contemporain, signifie toujours un nivelingement par le haut de son revenu, jamais par

³ Lénine, *State and Revolution*, 1917 (International Publishers, New York, pages 83-84). Les italiques sont de Lénine (ou du traducteur communiste).

le bas. Cela veut dire toucher davantage, et non partager sa propre richesse avec ceux qui ont moins.

Quand l'ouvrier américain du secteur de l'automobile ou ses concitoyens cheminot et compositeur parlent d'égalité, ils veulent exproprier les propriétaires d'actions et d'obligations à leur propre profit. Ils n'envisagent pas de partager avec les travailleurs non qualifiés gagnant moins. Au mieux, ils pensent à l'égalité de tous les citoyens américains. Il ne leur vient jamais à l'esprit que les peuples d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique pourraient interpréter le postulat de l'égalité comme une égalité mondiale et non comme une égalité nationale.

Le mouvement politique travailliste tout comme le mouvement syndical mettent leur internationalisme en avant de manière ostentatoire. Mais cet internationalisme n'est qu'une simple posture rhétorique sans signification réelle. Dans tous les pays où les taux de salaire moyens sont plus élevés que dans les autres régions, les syndicats défendent des barrières insurmontables à l'immigration afin d'empêcher les « camarades » et les « frères » étrangers de concurrencer leurs propres membres. Comparée aux lois anti-immigration des nations européennes, la législation des républiques américaine sur l'immigration est effectivement assez légère, parce qu'elle permet l'immigration d'un nombre limité d'individus. Il n'existe aucun quota normal de ce genre dans la plupart des lois européennes.

Tous les arguments avancés en faveur d'une égalisation des revenus au sein d'un pays peuvent également être avancés avec la même justification, ou avec le même manque de justification, en faveur de l'égalisation mondiale. Un ouvrier américain n'a pas plus de titres à réclamer l'épargne des capitalistes américains que n'en a tout étranger. Qu'un homme ait fait des profits en se mettant au service des consommateurs et qu'il n'ait pas totalement consommé ses fonds mais en ait réinvesti la plus grande part dans l'équipement industriel, ne donne à personne de titre légitime pour exproprier ce capital à son propre avantage. Il n'y a pas de raison pour pouvoir affirmer que seuls les Américains ont le droit d'exproprier d'autres Américains. Les grandes figures de l'industrie améri-

caine sont les descendants de peuples ayant immigrés aux États-Unis en provenance d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, de France, d'Allemagne et d'autres pays européens. Les peuples de leur pays d'origine affirment qu'ils ont le même droit que le peuple américain de saisir la propriété acquise par ces hommes. Les radicaux américains se trompent lourdement quand ils croient que leur programme social est identique ou au moins compatible avec les objectifs des radicaux étrangers. Il ne l'est pas. Les radicaux étrangers n'accepteront pas de laisser aux Américains, minorité représentant moins de 7 % de la population mondiale, ce qu'ils estiment être une situation privilégiée. Un gouvernement mondial du type réclamé par les radicaux américains essaierait de confisquer, par un impôt mondial sur le revenu, tous l'excédent du revenu américain moyen par rapport au revenu moyen d'un travailleur chinois ou indien. Ceux qui remettent en question la véracité de cette affirmation abandonneraient leurs doutes après une conversation avec n'importe quel intellectuel asiatique.

Il n'y a guère d'Iranien qui ne qualifierait les objections élevées par le gouvernement travailliste britannique contre la confiscation des puits de pétrole autrement que comme manifestation de l'esprit le plus réactionnaire de l'exploitation capitaliste. Les gouvernements de notre époque ne renoncent à exproprier virtuellement — par le contrôle des changes, la taxation discriminatoire et autres dispositifs — les investissement étrangers que s'ils s'attendent à attirer une plus grande quantité de capital étranger dans les années suivantes, ce qui leur permettra alors d'exproprier à l'avenir une plus grande somme.

La désintégration du marché du capital international constitue l'un des effets les plus importants de la mentalité anti-profits de notre époque. Mais un autre point n'est pas moins désastreux : la majorité de la population mondiale considère les États-Unis — non seulement les capitalistes américains, mais aussi les ouvriers américains — avec les mêmes sentiments d'envie, de haine et d'hostilité que les masses, stimu-

lées par les doctrines socialistes et communistes, regardent les capitalistes de leur propre pays.

5. Communisme et pauvreté

Une méthode habituelle pour traiter des programmes et mouvements politiques consiste à expliquer et à justifier leur popularité en se référant aux conditions que les individus trouvent peu satisfaisantes et aux buts qu'ils veulent atteindre par la mise en œuvre de ces programmes.

Toutefois, la seule chose importante est de savoir si le programme en question est capable d'atteindre les fins recherchées. Un mauvais programme et une mauvaise politique ne peuvent jamais être expliqués, encore moins justifiés, en soulignant les mauvaises conditions qu'ont connues leurs auteurs et leurs partisans. La seule question qui compte est de savoir si ces politiques peuvent ou non éliminer ou soulager les maux qu'elles sont censées guérir.

Pourtant, presque tous nos contemporains le répètent sans cesse : si vous voulez combattre avec succès le communisme, le socialisme et l'interventionnisme, vous devez avant tout améliorer les conditions matérielles du peuple. La politique de *laissez-faire* vise précisément à rendre les gens plus prospères, mais elle ne peut pas réussir tant que la pauvreté augmente de plus en plus en raison des mesures socialistes et interventionnistes.

À très court terme, la situation d'une partie de la population peut être améliorée en expropriant les entrepreneurs et les capitalistes et en distribuant le butin. Mais de telles comportements prédateurs, que même le *Manifeste communiste* décrit comme « despotique » et « économiquement insuffisantes et insoutenables », sabotent le fonctionnement de l'économie de marché, détériorent très rapidement la situation de tout le monde et frustre les tentatives des entrepreneurs et des capitalistes pour rendre les masses plus prospères. Ce qui est bon pour un instant rapidement disparu (i.e. à très court terme) peut très vite (i.e. à long terme) conduire à des conséquences néfastes.

Les historiens se trompent quand ils expliquent la montée du nazisme en faisant référence à des malheurs et à des souffrances réels ou imaginaires du peuple allemand. La raison pour laquelle le peuple allemand soutenait presque unanimement les vingt-cinq points du programme « immuable » d'Hitler, ce ne sont pas certaines conditions qu'ils estimaient peu satisfaisantes mais la conviction que la mise en œuvre de ce programme répondrait à leurs doléances et les rendrait heureux. Ils se sont tournés vers le nazisme parce qu'ils manquaient de bon sens et d'intelligence. Ils n'étaient pas assez avisés pour reconnaître à temps les désastres que le nazisme devait inévitablement leur apporter.

L'immense majorité de la population mondiale est extrêmement pauvre quand on la compare au niveau de vie moyen des nations capitalistes. Mais cette pauvreté n'explique pas leur propension à adopter le programme communiste. Ils s'opposent au capitalisme parce qu'ils sont aveuglés par l'envie, ignorants et trop bêtes pour apprécier correctement les causes de leurs douleurs. Il n'y a qu'une façon d'améliorer leurs conditions matérielles, c'est de les convaincre que seul le capitalisme peut les rendre plus prospères.

La pire méthode pour combattre le communisme est celle du Plan Marshall. Elle donne aux bénéficiaires l'impression que seuls les États-Unis ont intérêt à préserver le système du profit alors que leurs propres intérêts réclament un régime communiste. Les États-Unis, pensent ces bénéficiaires, les aident parce que leur peuple a mauvaise conscience. Ils empochent ce pot-de-vin, mais leurs sympathies vont au système socialiste. Les aides américaines permettent aux gouvernements de cacher pour partie les effets désastreux des diverses mesures socialistes qu'ils ont adoptées.

Ce n'est pas la pauvreté qui est à la source du socialisme, mais des influences idéologiques erronées. La plupart de nos contemporains rejettent d'avance comme non-sens aprioriste, sans les avoir étudiés, tous les enseignements de l'économie. On ne peut faire confiance qu'à l'expérience, affirment-ils. Mais y a-t-il une expérience qui parlerait en faveur du socialisme ?

Les socialistes rétorquent : le capitalisme crée la pauvreté, regardez en Inde ou en Chine. Cette réponse n'a pas de sens. Ni l'Inde ni la Chine n'ont jamais connu le capitalisme. Leur pauvreté résulte de l'absence de capitalisme.

Ce qui s'est passé dans ces pays et dans d'autres pays sous-développés, c'est qu'ils ont bénéficié, en provenance de l'étranger, de certains fruits du capitalisme sans avoir adopté le mode capitaliste de production. Les capitalistes européens, et plus récemment les capitalistes américains également, ont investi des capitaux dans ces régions et y ont dès lors augmenté la productivité marginale du travail ainsi que les taux de salaire. Au même moment, ces peuples ont reçu de l'étranger les moyens de lutter contre les maladies contagieuses, à savoir des médicaments développés dans les pays capitalistes. Les taux de mortalité ont par conséquent fortement chuté, particulièrement en ce qui concerne la mortalité infantile. Dans les pays capitalistes, cet allongement de la durée de vie moyenne était en partie compensé par une baisse du taux de natalité. Comme l'accumulation du capital augmentait plus vite que la population, la quantité de capital investi par tête augmentait sans arrêt. Il en résulta une prospérité croissante. Il en fut autrement dans les pays bénéficiant des effets du capitalisme sans s'être convertis au capitalisme. Le taux de natalité ne baissa pas du tout ou pas dans la mesure exigée pour augmenter la quantité de capital investi par tête. Ces nations empêchent par leurs politiques à la fois l'importation de capitaux étrangers et l'accumulation du capital au niveau national. L'effet conjoint du taux de natalité élevé et de l'absence d'accroissement du capital est, bien entendu, une pauvreté croissante.

Il n'y a qu'une manière d'améliorer le bien-être matériel des hommes : accélérer l'augmentation du capital accumulé rapporté à la population. Aucune explication psychologique, aussi sophistiquée soit-elle, ne peut changer ce fait. Il n'y a aucune excuse à poursuivre des politiques qui non seulement n'arrivent pas à atteindre les objectifs recherchés, mais détériorent sérieusement la situation.

6. La condamnation morale du profit

Dès que le problème des profits est évoqué, les gens le sortent de la sphère praxéologique pour le mettre dans celle des jugements de valeur éthiques. Tout le monde chante les louanges de l'auréole du saint ou de l'ascète. Chacun prétend ne pas se soucier de l'argent et du bien-être matériel, être au service des autres au mieux de ses capacités et de manière désintéressée, s'efforcer d'obtenir des choses plus grandes et plus nobles que la richesse, et, Dieu merci, ne pas faire partie de ces profiteurs égoïstes.

On critique les hommes d'affaires parce que la seule chose qu'ils ont à l'esprit est de réussir. Pourtant, tout le monde — sans aucune exception — essaie de réussir lorsqu'il agit d'atteindre une fin précise. La seule alternative est entre le succès et l'échec. Personne n'a jamais voulu échouer. C'est l'essence même de la nature humaine que de viser consciemment à remplacer une situation moins satisfaisante par une situation plus satisfaisante. Ce qui distingue l'homme honnête de l'escroc, ce sont les différents buts qu'ils poursuivent et les différents moyens qu'ils utilisent pour y arriver. Mais tous les deux veulent réussir d'après leurs critères. Il est inacceptable sur le plan logique de distinguer entre des gens qui recherchent le succès et d'autres qui ne le rechercheraient pas.

Presque tout le monde veut améliorer les conditions matérielles de son existence. L'opinion publique ne s'offusque pas des efforts entrepris par les fermiers, les ouvriers, les employés, les enseignants, les médecins, les ministres et d'autres individus exerçant des métiers différents en vue de gagner autant qu'ils le peuvent. Mais elle critique les capitalistes et les entrepreneurs pour leur cupidité. Tandis qu'il jouit sans scrupules de tous les biens offerts par le commerce, le consommateur condamne vivement l'égoïsme des fournisseurs de ces marchandises. Il ne se rend pas compte qu'il est lui-même à l'origine de leurs profits, en se ruant vers les choses qu'ils doivent vendre.

L'homme moyen ne comprend pas plus que les profits sont indispensables afin d'orienter les activités commerciales

dans les directions que le serve au mieux. Il considère les profits comme si leur unique fonction était de permettre à ceux qui les obtiennent de consommer plus que lui. Il n'arrive pas à comprendre que leur fonction principale est de transférer le contrôle des facteurs de production à ceux qui les utilisent au mieux pour remplir ses propres buts à lui, l'homme ordinaire. Il ne renonce pas, comme il le croit, à devenir entrepreneur par scrupules moraux. Il choisit un poste rapportant moins parce qu'il n'a pas les capacités requises pour l'entrepreneuriat ou, dans certains cas en réalité rares, parce que ses goûts le poussent vers une autre carrière.

L'humanité doit être reconnaissante envers les hommes exceptionnels qui, de par leur ferveur scientifique, leur enthousiasme humanitaire ou leur foi religieuse ont sacrifié leur vie, leur santé et leur richesse au service de leurs semblables. Mais les philistins se bercsent d'illusions quand ils se comparent avec les pionniers de l'application médicale des rayons X ou avec des nonnes aidant les malades victimes de la lèpre. Ce n'est pas le renoncement de soi qui conduit le médecin moyen à embrasser la carrière médicale, mais l'espoir d'obtenir une situation sociale respectée et un revenu convenable.

Tout le monde est désireux de faire payer ses services et ses réalisations autant que le commerce peut le supporter. À cet égard il n'y a aucune différence entre les ouvriers, syndiqués ou non, les ministres et les enseignants d'un côté, et les entrepreneurs de l'autre. Aucun d'entre eux n'a le droit de parler comme s'il était Saint François d'Assise.

Il n'existe pas d'autre critère pour décider ce qui est morallement bon et moralement mauvais que les effets produits sur la coopération sociale. Un individu — hypothétiquement — isolé et autonome n'aurait pas, lorsqu'il agit, à prendre en compte autre chose que son bien-être. L'homme social doit éviter, dans toutes ses actions, le moindre comportement qui mettrait en péril le fonctionnement harmonieux du système de coopération sociale. En se conformant à la loi morale, l'homme ne sacrifice pas ses propres intérêts à une entité mythique plus grande, qu'on l'appelle classe, nation, race ou humanité. Il freine certains appétits et désirs instinctifs, une

partie de sa cupidité, c'est-à-dire ses intérêts à court terme, afin de servir au mieux ses propres intérêts — bien compris ou à long terme. Il renonce à un petit gain qu'il pourrait obtenir immédiatement en se privant d'une satisfaction plus grande mais plus tardive. Car la réalisation d'une fin humaine, quelle qu'elle soit, est conditionnée par la préservation et le développement du lien social et de la coopération entre les hommes. Un moyen indispensable au renforcement de la coopération sociale et permettant à plus de monde de vivre et de jouir d'un niveau de vie plus élevé, est moralement bon et socialement désirable. Ceux qui rejettent ce principe comme non chrétien devrait réfléchir sur le passage suivant : « Que tes jours soient longs sur la terre que le seigneur ton Dieu t'a donnée. » Ils ne peuvent certainement pas nier que le capitalisme ait allongé les jours par rapport à la situation des époques précapitalistes.

Il n'y a aucune raison pour laquelle les capitalistes et les entrepreneurs devraient avoir honte de faire des profits. Il est idiot que certains essaient de défendre le capitalisme américain en déclarant : « les états de service du commerce américain sont bons : les profits ne sont pas trop élevés. » Le rôle des entrepreneurs est de faire des profits : les profits élevés sont la preuve qu'ils se sont bien acquittés de leur tâche, qui consistait à éliminer les défauts d'ajustement de la production.

Bien sûr, en règle générale les capitalistes et les entrepreneurs ne sont pas des saints brillant par leur abnégation. Mais leurs critiques ne sont pas des saints non plus. Et avec tout le respect que l'on doit à la sublime modestie des saints, nous ne pouvons nous empêcher de dire que le monde serait dans un triste état s'il n'était peuplé que par des hommes ne s'intéressant pas à la poursuite du bien-être matériel.

7. La mentalité statique

L'homme ordinaire n'a pas assez d'imagination pour se rendre compte que les conditions de vie et d'action se situent dans un flot continu. Pour lui, aucun changement ne se pro-

duit dans les objets externes qui constituent son bien-être. Sa vision du monde est statique et stationnaire. Elle reflète un environnement stagnant. Il ne sait ni que le passé était différent du présent, ni que l'incertitude prévaut quant aux choses futures. Il est totalement incapable de concevoir la fonction de l'entrepreneur parce qu'il n'a pas conscience de cette incertitude. Comme un enfant qui prend tout ce que lui donne ses parents sans poser de questions, il prend tous les biens que le commerce lui propose. Il n'a pas conscience des efforts qui l'approvisionnent avec tout ce dont il a besoin. Il ignore le rôle de l'accumulation du capital et des décisions entrepreneuriales. Il tient pour certain qu'une table magique apparaît sur le champ, chargée de tout ce dont il veut jouir.

Cette mentalité se retrouve dans l'idée populaire de socialisation. Une fois les parasites de capitalistes et d'entrepreneurs éliminés, il obtiendra pour lui-même tout ce qu'ils avaient l'habitude de consommer. L'erreur la moins grave dans cet espoir est de surestimer de façon ridicule l'accroissement du revenu, s'il y en avait un, qu'un individu recevrait au cours d'une telle distribution. Bien plus grave est le fait de supposer que la seule chose nécessaire est de continuer, dans les diverses usines produisant les biens qu'elles fabriquaient au moment de la socialisation, de la manière dont on produisait jusque-là. On ne tient aucun compte de la nécessité d'ajuster tous les jours à nouveau la production aux conditions en perpétuel changement. Le socialiste dilettante ne comprend pas qu'une socialisation effectuée il y a cinquante ans n'aurait pas socialisé la structure industrielle telle qu'elle existe aujourd'hui, mais une structure totalement différente. Il ne pense pas un instant à l'énorme effort qui est nécessaire pour transformer sans cesse une affaire afin de rendre les meilleurs services possibles.

Cette incapacité des dilettantes à comprendre les questions essentielles de la conduite des affaires concernant la production n'est pas seulement présente dans les écrits de Marx et Engels, elle imprègne tout autant les contributions de la pseudo-économie contemporaine.

La construction imaginaire d'une économie en rotation uniforme est un outil mental indispensable à la pensée économique. Afin de comprendre le rôle des profits et des pertes, l'économiste construit l'image d'une situation hypothétique, en fait irréalisable, dans laquelle rien ne change, dans laquelle demain ne diffère pas du tout d'aujourd'hui, où aucune erreur d'ajustement ne peut donc se produire et où aucun besoin de modifier la conduite des affaires n'émerge. Dans le cadre de cette construction imaginaire, il n'y a ni entrepreneurs, ni profits ou pertes entrepreneuriales. La roue tourne spontanément, pour ainsi dire. Mais le monde dans lequel les hommes vivent et doivent travailler ne pourra jamais reproduire le monde hypothétique de cet expédient mental.

L'un des défauts principaux des économistes mathématiciens est d'utiliser cette économie en rotation constante — ils l'appellent état statique — comme si elle représentait quelque chose de réel. Influencés par l'erreur selon laquelle l'économie devrait faire usage des méthodes mathématiques, ils concentrent leurs efforts sur l'analyse des états statiques qui, bien sûr, permettent une description sous la forme d'un ensemble d'équations différentielles simultanées. Mais ce traitement mathématique évite presque toute référence aux véritables problèmes de l'économie. Elle se laisse aller à un jeu mathématique presque inutile sans ajouter quoi que ce soit à la compréhension des problèmes de l'action et de la production humaines. Elle crée un malentendu et laisse croire que l'analyse des états statiques seraient la préoccupation principale de l'économie. Elle confond un simple outil conceptuel auxiliaire avec la réalité.

L'économiste mathématicien est tellement aveuglé par son préjugé épistémologique qu'il n'arrive tout simplement pas à voir ce qu'est le rôle de l'économie. Il est préoccupé de nous montrer que le socialisme est possible dans des conditions statiques. Comme les conditions statiques sont, de son propre aveu, irréalisables, cela revient simplement à affirmer que le socialisme serait possible dans un monde impossible. Résultat de grande valeur, n'est-ce pas, ayant nécessité une centaine d'années de travail et d'efforts conjugués de centaines d'au-

teurs, résultat enseigné dans toutes les universités, publié dans d'innombrables manuels et monographies, ainsi que dans des magazines prétendument scientifiques !

L'économie statique n'existe pas. Aucune conclusion tirée de l'étude de l'image d'états statiques et de l'équilibre statique ne peut servir à décrire le monde tel qu'il est et tel qu'il le sera toujours.

C. L'ALTERNATIVE

Un ordre social basé sur le contrôle privé des moyens de production ne peut pas fonctionner sans action entrepreneuriale, sans profit entrepreneurial et, bien entendu, sans perte entrepreneuriale. L'élimination du profit, quelles que soient les méthodes utilisées pour y parvenir, doit transformer la société en chaos absurde. Elle créerait la pauvreté pour tous.

Dans un système socialiste, il n'y a ni entrepreneurs, ni pertes ou profits entrepreneuriaux. Le directeur suprême de la l'État socialiste devrait toutefois rechercher de la même façon à obtenir un surplus des rentrées par rapport aux coûts, à l'image des entrepreneurs dans un régime capitaliste. Le présent essai ne traite pas du socialisme. Il n'est donc pas nécessaire de souligner que le chef socialiste, incapable d'effectuer le moindre type de calcul économique, ne saurait jamais ce que sont les coûts et les rentrées correspondant à ses choix.

Ce qui compte dans ce contexte, c'est uniquement le fait qu'il n'y a pas de troisième système possible. Il ne peut exister de système non socialiste sans profits et pertes entrepreneuriaux. Les tentatives pour éliminer les profits du système capitaliste sont simplement destructrices. Elles désintègrent le capitalisme sans rien mettre à la place. C'est ce que nous avons en tête en affirmant que le chaos en résulterait.

Les hommes doivent choisir entre capitalisme et socialisme. Ils ne peuvent éviter ce dilemme en ayant recours au système capitaliste sans profit entrepreneurial. Chaque étape vers l'élimination du profit est un pas vers la désintégration sociale.

En choisissant entre capitalisme et socialisme, les gens doivent implicitement également choisir entre toutes les insti-

tutions sociales qui constituent l'accompagnement nécessaire à chacun de ces systèmes, leur « superstructure » comme dit Marx. Si le contrôle de la production est retiré des mains de l'entrepreneur et placé entre celles du commandant en chef des « armées industrielles » (Marx et Engels) ou de « l'armée des travailleurs » (Lénine), ni le gouvernement représentatif ni les libertés civiles ne peuvent survivre. Wall Street, ce contre quoi se battent tous les soi-disant idéalistes, n'est qu'un symbole. Mais les murs des prisons soviétiques dans lesquelles disparaissent pour toujours tous les dissidents sont une dure réalité.

*Salaires, chômage et inflation**Christian Economics, 4 mars 1958*

Notre système économique — appelé économie de marché ou capitalisme — est un système reposant sur la suprématie des consommateurs. Le consommateur est souverain : il a, dit un slogan populaire, toujours raison. Les hommes d'affaires doivent produire ce que les consommateurs demandent et doivent vendre leurs articles à des prix que les consommateurs peuvent et sont prêts à payer. Une opération commerciale est un échec manifeste si les rentrées tirées des ventes ne remboursent pas ce qu'il a fallu dépenser pour produire l'article. Les consommateurs déterminent également ainsi, en achetant à un prix donné, le niveau des salaires payés à tous les membres de l'industrie.

1. Les salaires sont en fin de compte
payés par les consommateurs

Il s'ensuit qu'un employeur ne peut pas payer un employé plus cher que l'équivalent de la valeur que son travail, *selon le jugement de ceux qui achètent*, ajoute à la marchandise. (C'est la raison pour laquelle la star de cinéma gagne beaucoup plus que la femme de ménage.) S'il devait payer plus, les ventes ne lui permettraient pas de rentrer dans ses frais, il subirait des pertes et ferait finalement faillite. En payant des salaires, l'employeur agit pour ainsi dire comme mandataire des consommateurs. Ce sont les consommateurs qui doivent en fin de compte payer les salaires. Comme l'immense majorité des biens produits sont achetés et consommés par des individus qui touchent eux-mêmes des salaires et des traitements, il est évident qu'en dépensant ce qu'ils gagnent, les salariés et les

employés sont eux-mêmes les premiers à déterminer le niveau de compensation qu'eux et leurs semblables obtiendront.

2. Ce qui fait monter les salaires

Les acheteurs ne paient pas le labeur et la peine du travailleur, ni la durée qu'il a passé à travailler. Ils paient pour obtenir des produits. Meilleurs sont les outils que le travailleur utilise dans son travail, meilleur sera son rendement horaire et plus importante sera par conséquent sa rémunération. Ce qui fait monter les salaires et rend la situation matérielle des salariés plus confortable, c'est l'amélioration de l'équipement technique. Les salaires américains sont plus élevés que dans d'autres pays parce que le capital investi par travailleur est plus grand et que les usines sont donc capables d'utiliser les machines et les outils les plus efficaces. Ce qu'on appelle le mode de vie américain est le résultat du fait que les États-Unis ont placé moins d'obstacles que d'autres nations sur le chemin de l'épargne et de l'accumulation du capital. Le retard économique de pays comme l'Inde tient précisément au fait que leur politique empêche à la fois l'accumulation de capital national et l'investissement de capital étranger. Comme le capital nécessaire manque, les entreprises indiennes ne peuvent employer des équipements modernes en quantités suffisantes, produisent donc bien moins par heure de main-d'œuvre et peuvent uniquement se permettre de payer des taux de salaire qui, comparés aux taux américains, apparaissent affreusement bas.

Il n'y a qu'une voie qui mène à l'amélioration du niveau de vie des masses salariées, à savoir l'augmentation du montant de capital investi. Toutes les autres méthodes, aussi populaires soient-elles, ne sont pas seulement vaines, mais elles nuisent en réalité au bien-être de ceux qu'elles sont censées favoriser.

3. Ce qui cause le chômage

La question fondamentale est la suivante : Est-il possible d'augmenter les taux de salaire *pour tous ceux qui désirent trouver du travail au-dessus du niveau qu'ils auraient atteint sur un marché libre ?*

L'opinion publique croit que l'amélioration de la situation des salariés est due aux syndicats et aux diverses mesures législatives. Il accorde l'idée que le syndicalisme et la législation ont fait monter les taux de salaire, diminuer les heures de travail, disparaître le travail des enfants, etc. La prédominance de cette croyance a rendu le syndicalisme populaire et est responsable de l'orientation de la législation du travail au cours des deux dernières décennies. Comme les gens pensent qu'ils doivent leur niveau de vie élevé au syndicalisme, ils excusent la violence, la coercition et l'intimidation pratiquées par les travailleurs syndiqués et restent indifférents à la réduction de la liberté individuelle inhérente aux clauses d'exclusivité syndicale. Tant que ces erreurs prévaudront dans les têtes des électeurs, il est inutile de s'attendre à ce que l'on s'éloigne résolument des politiques appelées à tort progressistes.

Pourtant, cette doctrine populaire interprète de travers tous les aspects de la réalité économique. Le niveau des taux de salaire auquel tous les individus désirant trouver du travail peuvent être employés dépend de la productivité marginale du travail. Plus on investit de capital — toutes choses égales par ailleurs —, plus les salaires montent sur un marché libre du travail, c'est-à-dire sur un marché du travail non manipulé par le gouvernement et les syndicats. À ces taux de salaire du marché, tous ceux qui désirent employer des travailleurs peuvent en engager autant qu'ils le veulent. À ces taux de salaire du marché, tous ceux qui veulent travailler trouvent un emploi. Sur un marché libre du travail prévaut une tendance au plein emploi. De fait, la politique consistant à laisser le marché libre déterminer le niveau des taux de salaire est la seule politique de plein emploi raisonnable et conduisant au succès. Si les taux de salaire sont augmentés au-dessus de ce niveau

de marché libre, que ce soit par la pression et la contrainte syndicales ou par décret du gouvernement, il se développe un chômage durable pour une partie de la force de travail potentielle.

4. L'accroissement du crédit ne remplace pas le capital

Ces idées sont violemment rejetées par les leaders syndicaux, les politiciens qui les soutiennent et les soi-disant intellectuels. La panacée qu'ils préconisent pour lutter contre le chômage, c'est l'accroissement du crédit et l'inflation, appelée par euphémisme « politique d'argent facile ».

Comme souligné plus haut, un ajout à la quantité de capital disponible préalablement accumulée permet une amélioration supplémentaire de l'équipement technique industriel, augmentant ainsi la productivité marginale du travail et donc aussi les taux de salaire. Mais l'accroissement du crédit, qu'il soit effectué en imprimant davantage de billets ou en accordant des crédits supplémentaires sur des comptes en banques permettant de tirer des chèques, n'ajoute rien à la richesse de la nation en biens du capital. Il crée uniquement l'illusion d'une augmentation des fonds disponibles pour permettre une augmentation de la production. Comme ils peuvent obtenir des crédits moins chers, les gens croient à tort que la richesse du pays a été ainsi accrue et que certains projets qui ne pouvaient être exécutés auparavant sont donc désormais réalisables. Le lancement de ces projets augmente la demande de travail et de matières premières et fait donc monter les taux de salaire et le prix des biens. On a initié un boom économique artificiel.

Dans le cadre de ce boom, les taux de salaire nominaux qui, avant l'accroissement du crédit, étaient trop élevés par rapport à l'état du marché et créaient donc du chômage pour une partie de la force de travail potentielle, ne sont désormais plus trop élevés et les chômeurs retrouvent du travail. Cependant, ceci ne se produit que parce que les prix montent en raison du changement des conditions de crédit et de la situation monétaire, ou, pour le dire autrement, parce que le pou-

voir d'achat de l'unité monétaire baisse. Le même montant de salaires nominaux, c'est-à-dire les taux de salaire exprimés en termes monétaires, correspond donc à des salaires réels moindres, c'est-à-dire exprimés en termes de biens pouvant être achetés par l'unité monétaire. L'inflation ne peut guérir le chômage qu'en diminuant les salaires *réels*. Mais les syndicats réclament alors de nouvelles augmentations salariales pour compenser l'augmentation du coût de la vie et nous sommes en revenus au point de départ, à une situation comportant un chômage à grande échelle ne pouvant être empêché qu'avec un nouvel accroissement du crédit.

C'est ce qui s'est passé au cours des dernières années aux États-Unis et dans de nombreux autres pays. Les syndicats, avec le soutien du gouvernement, ont forcé les entreprises à accepter que les taux de salaire dépassent les taux potentiels du marché, c'est-à-dire les taux auxquels le public était prêt à rembourser les frais des employeurs par l'achat de leurs produits. Ceci aurait inévitablement conduit à une hausse des chiffres du chômage. La politique du gouvernement a essayé d'empêcher l'émergence d'un chômage important par l'accroissement du crédit, c'est-à-dire par l'inflation. Le résultat fut une hausse des prix, des demandes réitérées d'augmentations salariales et un nouvel accroissement du crédit, bref, une inflation prolongée.

5. L'inflation ne peut pas continuer indéfiniment

Mais les autorités finissent par prendre peur. Elles savent que l'inflation ne peut pas continuer indéfiniment. Si l'on n'arrête pas à temps la politique préjudiciable d'accroissement de la quantité de monnaie et de moyens fiduciaires, le système monétaire du pays s'effondre totalement. Le pouvoir d'achat de l'unité monétaire plonge jusqu'à ce qu'il ne vaille en pratique plus rien. Cela s'est passé à de nombreuses reprises, aux États-Unis avec la Devise Continentale (*Continental Currency*) en 1781, en France en 1796, en Allemagne en 1923. Il n'est jamais trop tôt pour qu'un pays se rende compte que l'inflation ne peut pas être considérée comme un mode de

vie et qu'il est impératif de revenir à une politique de monnaie saine. L'ayant reconnu, le gouvernement et les autorités de la Réserve fédérale ont arrêté il y a quelque temps leur politique d'accroissement progressive du crédit.

Ce court article n'a pas pour but de traiter de toutes les conséquences de l'arrêt des mesures inflationnistes. Nous devons seulement établir que le retour à la stabilité monétaire n'*engendre* pas une crise. Il ne fait que mettre en lumière les investissements injustifiés et les autres erreurs qui furent faites sous l'impression d'une prospérité illusoire créée par la politique de monnaie facile. Les gens prennent conscience des fautes commises et, cessant d'être aveuglés par le fantasme du crédit bon marché, commencent à adapter de nouveau leurs activités à la véritable quantité de facteurs matériels de production. C'est ce réajustement — certes douloureux, mais inévitable — qui constitue la dépression.

6. La politique des syndicats

L'une des caractéristiques déplaisantes de ce processus d'élimination des chimères et de retour à des évaluations posées de la réalité concerne le niveau des taux de salaire. Sous l'influence de la politique d'inflation, la bureaucratie syndicale avait pris l'habitude de réclamer régulièrement des hausses de salaires et les industriels, après un semblant de résistance, finissaient par céder. Le résultat c'est que ces taux étaient alors trop hauts par rapport à l'état du marché et auraient créé une quantité notable de chômeurs. Mais cette inflation continue les rattrapait très vite. Les syndicats réclamaient à nouveau des augmentations, et ainsi de suite.

7. L'argument du pouvoir d'achat

Le type de justifications qu'avancent les syndicats et leurs acolytes en faveur de leurs revendications n'a pas d'importance. Forcer les employeurs à rémunérer le travail à des taux supérieurs à ceux que les consommateurs acceptent de leur rembourser en achetant leurs produits conduit toujours aux

mêmes effets inévitables : faire monter les chiffres du chômage.

Dans la conjoncture actuelle, les syndicats essaient de reprendre la vieille fable, cent fois réfutée, du pouvoir d'achat. Ils racontent que mettre plus d'argent entre les mains des salariés — en augmentant les taux de salaire et les aides aux chômeurs, ainsi qu'en se lançant dans de nouveaux travaux publics — permettrait aux travailleurs de dépenser plus et donc de stimuler les affaires, de sortir l'économie de la récession et la faire entrer dans la prospérité. Tel est l'argument fallacieux en faveur de l'inflation destiné à rendre tout le monde heureux en faisant marcher la planche à billets. Bien sûr, si la quantité de monnaie en circulation est augmentée, ceux qui reçoivent dans leurs poches la nouvelle richesse fictive — qu'ils soient ouvriers, exploitants agricoles, ou autres — augmenteront leurs dépenses. Mais c'est précisément cette augmentation des dépenses qui crée inévitablement une tendance générale à faire monter les prix ou, ce qui est la même chose exprimée différemment, à faire baisser le pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Ainsi, l'aide qu'une action inflationniste pourrait apporter aux salariés ne dure qu'un court instant. Pour la perpétuer, il faudrait avoir encore et toujours recours à des nouvelles mesures inflationnistes. Il est clair que cela conduit au désastre.

8. Ces augmentations de salaire ne sont pas inflationnistes

On raconte souvent n'importe quoi sur ces questions. Certaines personnes affirment que les hausses de salaire sont « inflationnistes ». Or elles ne le sont pas en elles-mêmes. Rien n'est inflationniste en dehors de l'inflation, c'est-à-dire en dehors d'un accroissement de la quantité de monnaie en circulation et du crédit permettant de tirer des chèques (monnaie sous forme de carnets de chèque). Et dans les conditions actuelles personne en dehors du gouvernement n'est en mesure de créer de l'inflation. Ce que créent les syndicats en forçant les employeurs à accepter des taux de salaire plus

élevés que les taux potentiels du marché, ce n'est pas de l'inflation, ni une hausse des prix des biens, mais du chômage pour une partie de ceux qui souhaitent ardemment trouver du travail. L'inflation est une politique à laquelle le gouvernement a recours afin d'empêcher le chômage à grande échelle auquel aurait sinon conduit les hausses de salaire imposées par les syndicats.

9. Le dilemme des politiques actuelles

Le dilemme auquel les États-Unis — et de nombreux autres pays — ont à faire face est très sérieux. La méthode extrêmement populaire consistant à augmenter les salaires au-dessus du niveau qui s'établirait sur un marché libre du travail produirait un chômage de masse catastrophique si l'accroissement inflationniste du crédit ne venait à son secours. Mais l'inflation n'a pas seulement des effets sociaux nuisibles. Elle ne peut pas continuer sans fin sans conduire à un effondrement total de tout le système monétaire.

L'opinion publique, totalement sous l'emprise des doctrines fallacieuses des syndicats, sympathise plus ou moins avec les revendications des leaders syndicaux en faveur d'une très forte augmentation des salaires. Dans les conditions actuelles, les syndicats ont le pouvoir d'imposer leurs volontés aux employeurs. Ils peuvent appeler à la grève et, sans en être empêchés par les autorités, avoir recours impunément à la violence contre ceux qui désirent travailler. Ils sont conscients du fait que la hausse des salaires augmentera le nombre des chômeurs. Le seul remède qu'ils suggèrent est de créer des fonds plus importants pour indemniser les chômeurs et d'accroître l'offre de crédit, c'est-à-dire de faire de l'inflation. Le gouvernement, cédant lentement à l'opinion publique mal renseignée et se souciant du résultat de la prochaine campagne électorale, a malheureusement déjà commencé à faire machine arrière sur ses essais de retour à une politique de monnaie saine. Nous nous sommes donc à nouveau engagés dans des politiques préjudiciables d'intervention dans la quantité de monnaie. Nous sommes en train de poursuivre

l'inflation qui fait baisser le pouvoir d'achat du dollar à un rythme accéléré. Où cela finira-t-il ? Voilà la question à laquelle M. Reuther et tous les autres ne répondent jamais.

Seule une ignorance crasse peut conduire à appeler politiques « favorables à l'emploi » les politiques adoptées par les soi-disant progressistes. Le salarié, comme tout autre citoyen, est très intéressé à la conservation du pouvoir d'achat du dollar. Si, grâce à son syndicat, ses revenus hebdomadaires augmentent au-dessus du taux du marché, il constatera très vite que le mouvement des prix à la hausse le prive non seulement des avantages qu'il attendait, mais diminue en plus la valeur de son épargne, de sa police d'assurance et de ses droits à la retraite. Pire, il peut perdre son emploi et ne pas en trouver d'autre.

10. Le manque de sincérité dans la lutte contre l'inflation

Tous les partis politiques et tous les groupes de pression protestent en disant qu'ils sont opposés à l'inflation. Mais ce qu'ils veulent dire c'est qu'ils n'aiment pas les conséquences inévitables de l'inflation, à savoir la hausse du coût de la vie. Ils sont en réalité en faveur de toutes les politiques qui conduisent forcément à un accroissement de la quantité de monnaie en circulation. Ils réclament non seulement une politique d'argent facile pour rendre possibles les hausses de salaire sans fin demandées par les syndicats, mais aussi plus de dépenses gouvernementales et — en même temps — une baisse des impôts par une extension des exemptions.

Trompés par le concept marxiste fallacieux des conflits irréconciliables entre les intérêts des classes sociales, les gens supposent que seuls les intérêts des classes possédantes s'opposent aux revendications syndicales en faveur de taux de salaire plus élevés. En réalité, les salariés ne sont pas moins intéressés à un retour à une politique de monnaie saine que les autres groupes ou les autres classes. On a dit beaucoup de choses au cours des derniers mois sur le mal que des responsables malhonnêtes ont infligé aux adhérents des syndicats.

Mais le mal fait aux travailleurs par les revendications syndicales excessives en faveur d'une hausse de salaire est bien plus grand.

Il serait exagéré de prétendre que les tactiques syndicales représentent la seule menace pour la stabilité monétaire et pour une politique économique raisonnable. Les salariés organisés ne sont pas le seul groupe de pression dont les revendications menacent aujourd'hui la stabilité de notre système monétaire. Mais ils constituent le plus puissant et le plus influent de tous ces groupes et sont donc les premiers responsables.

11. L'importance d'une politique monétaire saine

Le capitalisme a amélioré le niveau de vie des salariés d'une manière sans précédent. La famille américaine moyenne bénéficie aujourd'hui de commodités auxquelles, il y a encore seulement cent ans, même les plus riches nababs ne pouvaient rêver. Tout ce bien-être dépend de l'augmentation de l'épargne et du capital accumulé : sans ces fonds qui permettent à l'industrie de mettre en pratique les progrès scientifiques et techniques, l'ouvrier américain ne produirait pas plus et pas mieux par heure de travail que les coolies asiatiques, ne gagnerait pas plus qu'eux et vivraient comme eux misérablement, au bord de la famine. Toutes les mesures qui — comme notre système d'impôts sur le revenu et sur les bénéfices — visent à empêcher une accumulation supplémentaire du capital, ou même à une décumulation du capital, sont donc en pratique anti-sociales et contraires aux intérêts du travail.

Il faut encore faire une autre remarque à propos de l'épargne et de la formation du capital. L'amélioration du bien-être à laquelle conduit le capitalisme permet à l'homme ordinaire d'épargner et ainsi de devenir lui-même un capitaliste à petite échelle. Une part considérable du capital utilisé dans l'industrie américaine vient de la contrepartie de l'épargne des masses. Des millions de salariés possèdent des dépôts dans les caisses d'épargne, des obligations et des polices d'assurance.

Tous ces titres sont payables en dollars et leur valeur dépend de la bonne santé de la monnaie nationale. Préserver le pouvoir d'achat de la monnaie est aussi de ce point de vue de l'intérêt vital des masses. Afin d'atteindre cet objectif, il n'est pas suffisant d'imprimer sur les billets de banque la noble devise *In God We Trust* [Nous croyons en Dieu]. Il faut aussi adopter une politique opportune.

*L'enseignement économique
dans les universités*

The Freeman, 7 avril 1952

Il y a quelques années, une sous-commission de la Chambre des députés concernant la publicité et la propagande des services de l'exécutif, sous la présidence du député Forest A. Harnes, étudia les opérations de propagande fédérale. La commission eut un jour comme témoin un médecin employé par le gouvernement. Quand on lui demanda si ses discours publics prononcés à travers le pays présentaient les deux thèses du débat portant sur le système d'assurance maladie nationale obligatoire, ce témoin répondit : « Je ne vois pas ce que vous voulez dire par les deux thèses ».

Cette réponse naïve éclaire l'état d'esprit des gens qui se disent fièrement intellectuels progressistes. Ils n'imaginent simplement pas qu'on puisse avancer le moindre argument contre les divers projets qu'ils proposent. Pour eux, tout le monde doit soutenir sans se poser de questions tout projet visant à encore plus de contrôle gouvernemental sur tous les aspects de la vie et du comportement des citoyens. Ils n'essaient jamais de réfuter les objections faites à l'encontre de leurs doctrines. Ils préfèrent, comme Mme Eleanor Roosevelt l'a fait dans un récent article, traiter de malhonnêtetés les gens avec lesquels ils sont en désaccord.

De nombreux citoyens éminents tiennent les institutions scolaires pour responsables de la diffusion de ce sectarisme. Ils critiquent sévèrement la façon dont l'économie, la philosophie, la sociologie, l'Histoire et les sciences politiques sont enseignées dans la plupart des universités et collèges américains. Ils accusent de nombreux professeurs d'endoctriner leurs étudiants avec les idées de la planification intégrale, du socialisme et du communisme. Certains accusés essaient de

nier toute responsabilité. D'autres, comprenant la futilité de ce mode de défense, crient à la « persécution » et à la transgression de la « liberté de l'enseignement ».

Cependant, ce qui n'est pas satisfaisant dans la situation universitaire actuelle — non seulement aux États-Unis mais dans la plupart des nations étrangères — n'est pas le fait que de nombreux enseignants acceptent de façon aveugle les erreurs de Veblen, Marx et Keynes et essaient de convaincre leurs étudiants qu'aucune objection ne peut être faite à l'encontre de ce qu'ils appellent des politiques progressistes. Le mal se voit plutôt dans le fait que les affirmations de ces enseignants ne soient pas contestées par la moindre critique au sein de la sphère universitaire. Les pseudo-libéraux [« *liberals* » voulant dire « de gauche » aux États-Unis, NdT.] monopolisent les postes d'enseignement dans de nombreuses universités. Seuls ceux qui sont d'accord avec eux sont nommés à des postes de professeurs et de maîtres-assistants dans le domaine des sciences sociales, et seuls les manuels soutenant leurs idées sont utilisés. La question essentielle n'est pas de savoir comment se débarrasser d'enseignants stupides et de mauvais manuels. Elle est de savoir comment donner aux étudiants l'occasion d'entendre quelque chose sur les idées des économistes qui rejettent les principes des interventionnistes, des inflationnistes, des socialistes et des communistes.

1. Les méthodes des enseignants « progressistes »

Illustrons ce sujet en étudiant un livre récemment publié. Un professeur de Harvard édite, avec le soutien d'un comité consultatif dont les membres sont tous comme lui professeur d'économie à Harvard, une série de cours, intitulée « Economics Handbook Series ». Dans cette collection, on trouve un volume traitant du socialisme. Son auteur, Paul M. Sweezy, commence sa préface en déclarant que le livre « est écrit du point de vue d'un socialiste ». Le directeur de la collection, le professeur Seymour E. Harris, va un peu plus loin dans son introduction en disant que le point de vue de l'auteur « est plus proche du groupe qui détermine la politique soviétique

que de celui qui tient aujourd’hui [1941] entre ses mains les rênes du gouvernement britannique. » C’est une présentation clémente pour dire que le volume est de la première à la dernière page un panégyrique dépourvu d’esprit critique du système soviétique.

Le Docteur Sweezy a certes parfaitement le droit d’écrire un tel livre et des professeurs de l’éditer et de le publier. Les États-Unis sont un pays libre — un des rares pays libre restant dans le monde — et la Constitution ainsi que ses amendements donne à tout le monde le droit de penser comme il le veut et de publier ce qu’il pense. Sweezy a en fait sans le vouloir rendu un grand service au public doué de discernement. Car son volume montre clairement à tout lecteur intelligent et connaissant l’économie que les plus éminents défenseurs du socialisme ne savent plus quoi dire, ne savent plus comment avancer le moindre argument convaincant en faveur de leurs principes et sont totalement incapables de réfuter une seule des objections sérieuses qu’on leur fait.

Mais le livre n’est pas destiné aux savants perspicaces, bons connasseurs des sciences sociales. Il est écrit, comme le souligne l’introduction des éditeurs, pour le grand public, en vue de populariser les idées, et aussi plus particulièrement pour être utilisé dans les salles de classe. Les profanes et les étudiants qui ne savent rien ou très peu de choses des problèmes traités tireront tout leur savoir sur le socialisme de ce livre. Ils ne sont pas assez familiers des théories et des faits qui leur permettraient de se faire une opinion personnelle indépendante sur les différentes doctrines présentées par l’auteur. Ils accepteront toutes ses thèses et toutes ses descriptions comme étant la science et la sagesse indiscutables. Comment pourraient-ils être suffisamment présomptueux pour douter de la fiabilité d’un livre écrit, comme le dit l’introduction, par une « autorité » du domaine et patronné par un comité de professeurs de cette vénérable institution qu’est Harvard !

Le défaut de ce comité ne vient pas du fait qu’il ait publié un tel livre, mais du fait que leur série ne contient que ce livre sur le socialisme. S’ils avaient, en même temps que le livre du docteur Sweezy, publié un autre volume analysant de

manière critique les idées communistes et les réalisations des gouvernements socialistes, personne ne pourrait les accuser de propager le communisme. La décence aurait dû les pousser à donner aux critiques du socialisme et du communisme la même chance qu'au Dr. Sweezy de présenter leurs points de vue aux étudiants des universités et des collèges.

À chaque page du livre du Dr. Sweezy, on trouve des affirmations réellement surprenantes. Ainsi, en traitant du problème des droits civiques dans un régime socialiste, il met sur le même pied la Constitution soviétique et la Constitution américaine. Les deux, selon lui, sont généralement considérées comme la formulation d'idéaux qui devraient guider les actions de l'État et du citoyen individuel. Que ces idéaux ne se soient pas toujours montrés à la hauteur des espérances — soit en Union soviétique soit aux États-Unis — est certainement à la fois vrai et important. Mais cela ne veut pas dire qu'ils n'existent pas ou qu'ils puissent être ignorés, encore moins qu'ils puissent être transformés en leur contraire.

Même en laissant de côté la plupart de ce qui peut être avancé pour détruire ce raisonnement, il faut comprendre que la Constitution américaine n'est pas seulement un idéal mais la loi en vigueur dans le pays. Pour empêcher qu'elle reste lettre morte, il existe une justice indépendance avec la Cour suprême à son sommet. Sans un tel gardien de la loi et de la législation, toute loi peut être et est ignorée ainsi que transformée en son contraire. Le Dr. Sweezy n'a-t-il jamais pris conscience de cette nuance ? Croit-il vraiment que les millions d'individus languissant dans les prisons et camps de travail soviétiques peuvent invoquer l'*Habeas corpus* ?

Répétons-le : le Dr. Sweezy a le droit — précisément parce que déclaration de droits américaine n'est pas uniquement un idéal mais aussi la loi en vigueur — de transformer chaque fait en son contraire. Mais les professeurs qui distribuent de telles louanges aux soviétiques devant leurs étudiants sans les informer des idées des adversaires du socialisme ne doivent pas crier à la chasse aux sorcières quand ils sont critiqués.

Le professeur Harris affirme dans son introduction que « ceux qui craignent l'influence excessive de ce volume peuvent se réjouir d'un manuel à paraître, dans cette collection, sur le capitalisme et écrit par quelqu'un d'aussi attaché à l'initiative privée que le Dr. Sweezy l'est au socialisme. » Ce volume, écrit par le professeur David McCord Wright de l'Université de Virginie, a été publié entre-temps. Il traite aussi de façon secondaire du socialisme et essaie de réfuter certaines erreurs socialistes mineures, telle que la doctrine de l'élimination de l'État, que même les auteurs soviétiques les plus fanatiques ont aujourd'hui reléguée à un rang insignifiant. Mais cela ne peut certainement pas être considéré comme un substitut satisfaisant, voire comme un substitut tout court, à un examen critique de l'ensemble des idées socialistes et communistes et de l'échec lamentable des toutes les expériences socialistes.

Certains enseignants essaient de réfuter les accusations d'intolérance idéologique lancées contre leurs universités et essaient de démontrer leur propre impartialité en invitant à l'occasion un dissident à s'adresser devant leurs étudiants. Ce n'est que poudre aux yeux. Une heure d'économie sérieuse contre plusieurs années d'endoctrinement par des erreurs ! L'auteur de ces lignes peut citer une lettre où il déclinait une telle invitation :

Ce qui ne me permet pas de présenter le fonctionnement de l'économie de marché en une ou plusieurs brèves conférences — que ce soit cinquante minutes ou deux fois cinquante minutes — est le fait que les gens, influencés par les idées dominantes en matière économique, sont remplis d'idées erronées sur ce système. Ils sont convaincus que les dépressions économiques, le chômage de masse, le monopole, l'impérialisme agressif et les guerres, ainsi que la pauvreté de la majorité de l'humanité, sont causés par le fonctionnement libre du mode de production capitaliste.

Si un conférencier ne dissipe pas chacun de ces dogmes, l'impression qu'il laisse à l'auditoire n'est pas satisfaisante. Or, réfuter le moindre d'entre eux réclame bien plus de temps que vous ne m'en accordez dans votre programme. Les audi-

teurs penseront : « Il ne parle pas du tout de ceci », ou « Il n'a fait que quelques remarques fortuites sur cela ». Ma conférence les conforterait plutôt dans leur mauvaise compréhension du système. [...] S'il était possible d'exposer le fonctionnement du capitalisme en un ou deux petits discours, ce serait une perte de temps que de garder les étudiants en économie pendant plusieurs années dans les universités. Il serait difficile d'expliquer pourquoi de volumineux manuels doivent être écrits sur ce sujet. [...] Ce sont ces raisons qui m'obligent à décliner à regret votre aimable invitation.

2. La prétendue impartialité des universités

Les enseignants pseudo-progressistes défendent leur politique consistant à barrer l'accès aux postes d'enseignement à ceux qu'ils insultent en les traitant de réactionnaires ringards sous prétexte que ces derniers seraient partiaux.

Parler de partialité est assez déplacé quand l'accusateur n'est pas en position de démontrer clairement en quoi consistent les défauts de la doctrine de l'auteur calomnié. La seule chose qui compte est de savoir si une doctrine est juste ou fausse. Et il faut l'établir par des faits et par le raisonnement déductif. Si aucun argument défendable ne peut être avancé pour invalider une théorie, cela n'enlève rien à sa justesse de traiter son auteur de tous les noms. Si, d'un autre côté, la fausseté d'une doctrine a déjà été clairement démontrée par une chaîne de raisonnement irréfutable, il n'est nul besoin de dire que son auteur est partial.

Un biographe peut essayer d'expliquer les erreurs clairement réfutées de la personne sur laquelle il écrit en les faisant remonter à un parti pris. Mais une telle interprétation psychologique est sans importance lors de discussions concernant la justesse ou la fausseté d'une théorie. Les professeurs qui disent que ceux avec lesquels ils sont en désaccord sont partiaux ne font que confesser leur incapacité à découvrir une faute dans les théories de leurs adversaires.

De nombreux professeurs « progressistes » ont servi pendant un temps dans l'une des diverses agences gouvernementales.

tales. Les tâches qui leur étaient confiées dans ces services étaient en règle générale seulement auxiliaires. Ils compilaient des statistiques et écrivaient des notes que leurs supérieurs, politiciens ou anciens directeurs de sociétés commerciales, classaient sans les lire. Les professeurs n'insufflaient pas l'esprit scientifique dans ces services. Mais les services leur inculquaient la mentalité de l'autoritarisme. Ils se méfiaient du peuple et considéraient l'État (avec une grande majuscule) comme le gardien, envoyé par Dieu, des pauvres sous-fifres. Seul le gouvernement est impartial et sans préjugés. Quiconque est opposé à l'accroissement des pouvoirs du gouvernement est de ce fait démasqué comme ennemi du bien public. Il est évident qu'il « déteste » l'État.

Or, si un économiste est opposé à la socialisation des industries cela ne veut pas dire qu'il « déteste » l'État. Il affirme simplement que le bien public est mieux servi par la propriété privée des moyens de production que par la propriété publique. Personne ne peut prétendre que l'expérience des entreprises nationalisées contredit cette idée.

Un autre préjugé typiquement bureaucratique que les professeurs acquièrent à Washington consiste à parler de « négativisme » à propos des attitudes de ceux qui sont opposés aux contrôles gouvernementaux et à la mise en place de nouveaux services du gouvernement. À la lumière de cette terminologie, tous les succès du système américain d'entreprise individuelle ne seraient que « négatifs » ; seuls les services du gouvernement seraient « positifs ».

Il y a, de plus, la fausse antithèse « plan ou pas de plan ». Seule la planification totalitaire du gouvernement, qui réduit les citoyens à de simples pions dans les projets de la bureaucratie est appelée planification. Les plans de citoyens individuels ne sont pas des plans. Drôle de sémantique !

3. Comment on enseigne l'Histoire moderne

L'intellectuel progressiste considère le capitalisme comme le plus affreux de tous les maux. L'humanité, prétend-il, vivait de façon plutôt heureuse au bon vieux temps. Mais alors,

comme le dit un historien britannique, la révolution industrielle « tomba comme la guerre ou la peste » sur la population. La « bourgeoisie » transforma l'abondance en pénurie. Quelques gros hommes d'affaires jouissaient de tout le luxe. Alors que, comme Marx lui-même l'observa, l'ouvrier « descend toujours plus bas » parce que la bourgeoisie « est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage ».

Pires encore seraient les effets intellectuels et moraux du mode de production capitaliste. Or il n'y a qu'un moyen, croit le progressiste, de libérer l'humanité de la misère et de la déchéance engendrées par le laissez-faire et l'individualisme impitoyable, à savoir d'adopter la planification centralisée, le système que les Russes ont expérimenté avec succès. Il est vrai que les résultats obtenus par les soviétiques ne sont pas encore totalement satisfaisants. Mais ces défauts n'étaient causés que par les conditions particulières de la Russie. L'Occident évitera les embûches des Russes et réalisera l'État-providence sans les caractéristiques purement accidentnelles qui l'ont défiguré en Russie et dans l'Allemagne hitlérienne.

Telle est la philosophie enseignée dans la plupart des écoles actuelles et propagée dans les romans et les pièces de théâtre. C'est cette doctrine qui guide les actions de presque tous les gouvernements contemporains. Le « progressiste » américain se sent honteux de ce qu'il appelle le retard de son pays. Il considère comme un devoir des États-Unis d'aider sans compter les gouvernements socialistes étrangers afin de leur permettre de continuer leurs ruineuses aventures socialistes. À ses yeux le véritable ennemi du peuple américain est le Grande Capital, c'est-à-dire les entreprises qui fournissent à l'Américain ordinaire le niveau de vie le plus élevé jamais atteint dans l'Histoire. Il salue comme un progrès chaque pas effectué dans la direction du contrôle intégral de l'industrie. Il traite de réactionnaires, de royalistes économiques et de fascistes ceux qui font allusion aux effets nuisibles du gaspillage, du déficit budgétaire et de la décumulation du capital. Il ne mentionne jamais les produits nouveaux ou améliorés que l'industrie rend accessibles aux masses presque chaque

année. Mais il s'extasie sur les réalisations plutôt discutables de la *Tennessee Valley Authority*, dont le déficit est comblé par les impôts payés par le Grand Capital.

Les partisans les plus entichés de cette idéologie se trouvent dans les départements d'histoire, de sciences politiques, de sociologie et de littérature. Les professeurs de ces départements jouissent de l'avantage, en discutant des questions économiques, de parler d'un sujet qu'ils ne connaissant pas du tout. Ceci est particulièrement flagrant dans le cas des historiens. La façon dont on a traité l'histoire des deux cents dernières années est véritablement un scandale. Ce n'est que récemment que d'éminents savants ont commencé à dévoiler les erreurs grossières de Lujo Brentano, des Webbs, des Hammonds, de Tawney, d'Arnold Toynbee, d'Élie Halévy, des Beards et d'autres auteurs. Au cours de la dernière réunion de la Société du Mont Pèlerin, le titulaire de la chaire d'histoire économique de la *London School of Economics*, le professeur T.S. Ashton, a présenté un papier où il soulignait que les idées communément acceptées sur les développements économiques du dix-neuvième siècle « ne montrent pas la moindre lueur de sens économique ». Les historiens ont dénaturé les faits quand ils concoctèrent la légende selon laquelle « la forme dominante d'organisation dans le cadre du capitalisme industriel, à savoir l'usine, survint des demandes, non pas des gens ordinaires mais des riches et des dirigeants ».

La vérité, c'est que la caractéristique du capitalisme était et est toujours la production de masse pour répondre aux besoins des masses. À chaque fois que l'usine, avec ses méthodes de production de masse à l'aide de machines électriques, prit place dans une nouvelle branche de la production, elle commença par des biens bon marché destinés à la grande masse. Les usines ne se tournèrent vers la production de marchandises plus raffinées et donc plus chères que plus tard, quand l'amélioration sans précédent qu'elles avaient engendrées en ce qui concerne le niveau de vie des masses permettait d'appliquer également les méthodes de production de masse à des articles de meilleure qualité. La grande industrie pourvoit aux besoins du grand nombre. Elle dépend ex-

clusivement de la consommation de masse. En sa qualité de consommateur, l'homme de la rue est le souverain qui, en achetant ou en n'achetant pas, décide du destin des activités entrepreneuriales. Le « prolétaire » est le client dont on parle tant et qui a *toujours raison*.

La méthode la plus populaire pour dénigrer le capitalisme est de le rendre responsable de toute chose jugée insatisfaisante. La tuberculose et, jusqu'à il y a quelques années, la syphilis, étaient appelées maladies du capitalisme. La misère de plusieurs millions d'individus dans des pays comme l'Inde, qui n'a pas adopté le capitalisme, est de la faute du capitalisme. Il est triste que les gens s'affaiblissent avec l'âge et finissent par mourir. Mais cela n'est pas seulement vrai pour les marchands. Il en est de même pour les employés et la situation n'était pas moins tragique dans les époques précapitalistes qu'elle ne l'est avec le capitalisme. La prostitution, l'alcoolisme et l'usage de drogue sont tous traités de vices capitalistes.

Quand on discute des prétendus méfaits des capitalistes, un éminent professeur ou un artiste sophistiqué parlent toujours des hauts revenus des stars de cinéma, des boxeurs et des catcheurs. Mais qui contribue le plus à ces revenus, les millionnaires ou les « prolétaires » ?

Il faut admettre que les pires excès de cette propagande ne sont pas commis par des professeurs d'économie mais par les enseignants des autres sciences sociales, par des journalistes, par des écrivains et même parfois par des ministres. Mais la source de tous les slogans de cet intense fanatisme se trouve dans les enseignements issus de l'École « institutionnaliste » de politique économique. On peut faire remonter tous ces dogmes et toutes ces erreurs à des doctrines prétendument économiques.

4. La proscription de la bonne économie

Les partisans de Marx, Keynes et Veblen ainsi que les autres « progressistes » savent très bien que leurs doctrines ne peuvent pas résister à l'analyse critique. Ils sont pleinement

conscients du fait qu'un seul partisan de la bonne économie au sein de leur département détruirait tous leurs enseignements. C'est pourquoi ils tiennent beaucoup à interdire à tout « orthodoxe » l'accès aux bastions de leur « hétérodoxie ».

La pire conséquence de cette proscription de la bonne économie est le fait que de jeunes diplômés doués évitent la carrière d'économiste universitaire. Ils ne veulent pas être boycottés par les universités, les critiques de livres et les maisons de publication. Ils préfèrent partir pour l'industrie ou être hommes de loi, là où leurs talents seront appréciés à leur valeur. C'est surtout ceux qui acceptent les compromis, qui ne veulent pas trouver les défauts des doctrines officielles, que l'on voit aspirer aux postes d'enseignement. Il reste peu d'hommes compétents pour prendre la place des éminents savants qui meurent ou qui partent à la retraite. Parmi la génération montante des maîtres-assistants, on voit mal de dignes successeurs à des économistes comme Frank A. Fetter et Edwin W. Kemmerer de Princeton, Irving Fisher de Yale et Benjamin M. Anderson de Californie.

Il n'y a qu'une façon de remédier à cette situation. Les véritables économistes doivent avoir les mêmes chances dans nos facultés que les défenseurs du socialisme et de l'interventionnisme. Ce n'est sûrement pas trop demander tant que ce pays n'est pas encore devenu totalitaire.

*La tendance peut changer**The Freeman*, 12 février 1951

L'un des dogmes les plus chers des doctrines actuellement à la mode est de croire que les tendances de l'évolution sociale du passé récent vaudront encore pour le futur. L'étude du passé, pense-t-on, nous révèle la forme que prendront les choses à venir. Toute tentative d'inverser ou même d'arrêter une tendance est vouée à l'échec. L'homme doit se soumettre au pouvoir irrésistible du destin historique.

On ajoute à ce dogme l'idée hégélienne d'une amélioration progressive des conditions humaines. Toute étape ultérieure de l'Histoire, enseigne Hegel, représente nécessairement un état plus élevé et plus parfait que l'état précédent, et constitue un progrès vers le but ultime que Dieu, dans son infinie bonté, a fixé à l'humanité. Par conséquent, tout doute en ce qui concerne l'excellence de ce qui doit arriver est injustifié, non scientifique et blasphématoire. Ceux qui luttent contre le « progrès » ne se sont pas seulement lancés dans une aventure sans espoir, ils sont aussi moralement condamnables, *réactionnaires*, car ils souhaitent empêcher l'émergence d'une situation qui bénéficiera à l'immense majorité.

C'est du point de vue de cette philosophie que ses adeptes, les soi-disant « progressistes », traitent des questions fondamentales de politique économique. Ils n'examinent pas les mérites et les torts des mesures et des réformes suggérées. Ce serait, à leurs yeux, non scientifique. Selon eux, la seule question à laquelle il faut répondre est de savoir si les innovations proposées sont on non en accord avec l'esprit de l'époque et vont dans la direction que le destin a dicté au cours des affaires humaines. La direction prise par les politiques du passé récent nous apprend ce qui est à la fois inévitable et bénéfique. La seule source légitime permettant de connaître de ce

qui est salutaire et doit être accompli aujourd’hui est la connaissance de ce qui a été fait hier.

Dans les dernières décennies, ce qui a prévalu fut une tendance à une interférence gouvernementale de plus en plus grande dans le domaine des affaires. La sphère relevant de l’initiative privée du citoyen a été réduite. Les lois et les décrets administratifs ont restreint le domaine au sein duquel les entrepreneurs et les capitalistes étaient libres de mener leurs activités conformément aux souhaits des consommateurs, tels qu’ils se manifestent au sein de la structure du marché. D’année en année, une part sans cesse croissante des profits et des intérêts du capital investi a été confisquée par les impôts sur les bénéfices, sur les revenus et sur les biens personnels. Le contrôle « social », c’est-à-dire le contrôle par le gouvernement, exercé sur les entreprises se substitue petit à petit au contrôle privé. Les « progressistes » sont convaincus que cette tendance à ravir le pouvoir « économique » de la « classe oisive » parasitaire pour le transférer au « peuple » continuera jusqu’à ce que « l’État-providence » aura supplanté l’abominable système capitaliste, que l’Histoire a condamné pour toujours. Malgré les sinistres machinations en provenance « des intérêts », l’humanité, conduite par les économistes et autres bureaucrates du gouvernement, par les politiciens et les leaders syndicaux, marche inexorablement vers la félicité d’un paradis terrestre.

Le prestige de ce mythe est tellement grand qu’il étouffe toute opposition. Il répand le défaitisme chez ceux qui ne partagent pas l’opinion que ce qui suit vaut toujours mieux que ce qui précède, et qui sont pleinement conscients des effets désastreux d’une planification intégrale, c’est-à-dire du socialisme totalitaire. Eux aussi se soumettent humblement à ce qui est, d’après les pseudo-savants, inévitable. C’est cette mentalité d’acceptation passive de la défaite qui a permis le triomphe du socialisme dans de nombreux pays européens et qui pourrait très bientôt conquérir également les États-Unis.

Le dogme marxiste du caractère inévitable du socialisme était basé sur la thèse d’un capitalisme devant nécessairement appauvrir toujours plus l’immense majorité du peuple. Tous

les avantages du progrès technique étaient censés ne bénéficier qu'à une faible minorité d'exploiteurs. Les masses étaient quant à elles condamnées à une augmentation « de la misère, de l'oppression, de l'esclavage, de la dégradation et de l'exploitation ». Aucune action de la part des gouvernements ou des syndicats ne pouvait réussir à endiguer cette évolution. Seul le socialisme, qui doit survenir en raison du « caractère inexorable des lois de la nature », apportera le salut par « l'expropriation des quelques usurpateurs par les masses populaires ».

Les faits ont démenti ce pronostic, comme ils ont démenti toutes les autres prédictions marxistes. Dans les pays capitalistes, le niveau de vie de l'homme ordinaire est aujourd'hui incomparablement plus élevé qu'il ne l'était du temps de Marx. Il est tout simplement faux que les fruits des améliorations techniques ne bénéficient qu'aux capitalistes pendant que l'ouvrier, ainsi que le dit le *Manifeste communiste*, « loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas ». Ce n'est pas une minorité de « farouches individualistes » mais les masses qui constituent les principaux consommateurs des produits issus de la production à grande échelle. Seuls des imbéciles peuvent encore se cramponner à la fable expliquant que le capitalisme est « incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage ».

Aujourd'hui, la doctrine du caractère irréversible des tendances dominantes a remplacé la doctrine marxiste du caractère inévitable de l'appauvrissement progressif.

Cette doctrine n'est toutefois soutenue par aucune vérification logique ou expérimentale. Les tendances historiques ne continuent pas nécessairement indéfiniment. Aucun homme pratique n'est assez fou pour supposer que les prix continueront à monter parce que les courbes de prix du passé ont montré une tendance à la hausse. Au contraire, plus les prix grimpent, plus les hommes d'affaires prudents s'inquiètent d'un retournement possible. Presque tous les pronostics que les statisticiens du gouvernement ont faits sur la base de leurs études des chiffres disponibles — qui se réfèrent toujours, par nécessité, au passé — se sont révélés faux. Ce qu'on appelle

l'extrapolation des courbes de tendance est considéré par la théorie statistique avec la plus grande suspicion.

Il en est de même pour les développements dans des domaines qui ne se prêtent pas à une description statistique chiffrée. Il y avait par exemple, dans l'antique civilisation gréco-latine, une tendance à la division interrégionale du travail. Le commerce entre les diverses parties du vaste Empire romain devenait de plus en plus intense. Puis survint un tournant. Le commerce déclina et, finalement, le système médiéval des fiefs émergea, chaque famille propriétaire évoluant dans une autarcie presque totale.

Ou, pour prendre un autre exemple, il y avait au dix-huitième siècle une tendance à réduire la gravité et les horreurs de la guerre. En 1770, le comte de Guibert pouvait écrire : « Aujourd'hui, toute l'Europe est civilisée. Les guerres sont devenues moins cruelles. En dehors du combat, aucun sang n'est répandu ; les prisonniers sont respectés ; les villes ne sont plus détruites ; le pays n'est plus ravagé. »

Quelqu'un peut-il affirmer que cette tendance n'a pas changé ?

De plus, même s'il était vrai qu'une tendance historique devait continuer pour toujours, et que l'avènement du socialisme était inévitable, il n'en serait pas plus permis d'en déduire que le socialisme serait une meilleure organisation économique de la société, voire plus que ça : l'état social le plus parfait. Il n'y a rien qui vienne à l'appui d'une telle conclusion, hormis les hypothèses arbitraires et pseudo-théologiques de Hegel, Comte et Marx, selon lesquels toute étape ultérieure d'un processus historique doit nécessairement représenter une situation préférable. Il n'est pas vrai que la condition humaine doit toujours s'améliorer et qu'un retour à des modes de vie très peu satisfaisants, à la pénurie et à la barbarie est impossible. Le niveau de vie comparativement élevé dont peut jouir aujourd'hui l'homme moyen dans les pays capitalistes est un résultat du capitalisme de laissez-faire. Ni le raisonnement théorique, ni l'expérience historique, ne permettent de dire que ce niveau persistera toujours sous le socialisme, et encore moins de dire qu'il sera amélioré.

Au cours des dernières décennies, le nombre des divorces et des suicides a augmenté chaque année dans de nombreux pays. Et pourtant, il se trouvera peu de gens pour avoir la témérité de prétendre que cette tendance signifie un progrès vers des conditions plus favorables.

L'élève standard du collège et du lycée oublie très vite la plupart des choses qu'il a apprises. Mais il est un point de l'endoctrinement qui laisse une forte impression dans son esprit, à savoir le dogme du caractère irréversible de la tendance vers la planification et la discipline totale. Il ne doute pas de la thèse expliquant que l'humanité ne reviendra jamais au capitalisme, système lugubre d'un âge à jamais révolu, et que la « vague du futur » nous porte vers le pays de Cocagne promis. S'il avait les moindres doutes, ce qu'il lit dans les journaux et ce qu'il entend de la bouche des politiciens les dissiperaient. Car même les candidats désignés par les partis d'opposition, bien que critiquant les mesures du parti au pouvoir, se défendent d'être « réactionnaires », et ne s'aventurent pas à arrêter la marche vers le progrès.

L'homme moyen est donc prédisposé en faveur du socialisme. Bien sûr, il n'approuve pas tout ce que les soviétiques ont fait. Il pense que les Russes ont fait des bêtises à de nombreux égards, mais il excuse ces erreurs qu'il estime causées par leur manque de familiarité avec la liberté. Il rend les chefs, en particulier Staline, responsables de la corruption des nobles idéaux de la planification totale. Ses sympathies vont plutôt à Tito, l'honnête rebelle, qui refuse de se rendre à la Russie. Il n'y a pas si longtemps, il montrait les mêmes sentiments de sympathie envers Benes et jusqu'à ces derniers mois envers Mao Tse-tung, le « réformateur agraire ».

En tout cas, une bonne partie de l'opinion publique américaine croit que ce pays est en retard sur les questions essentielles, car il n'a pas encore, comme les Russes, éliminé la production pour le profit ni le chômage et n'a pas encore atteint la stabilité. Presque personne ne pense qu'il puisse apprendre quelque chose d'important sur ces problèmes en étudiant sérieusement l'économie. Les dogmes de l'irréversibilité des tendances dominantes et de leurs effets immanquable-

ment bénéfiques rendent de telles études surérogatoires. Si l'économie confirme ces dogmes, elle est superflue. Si elle s'en écarte, elle est illusoire et trompeuse.

Or les tendances de l'évolution peuvent changer et elles ont jusqu'ici toujours changé. Mais elles n'ont changé que parce qu'elles ont rencontré une opposition déterminée. La tendance dominante à ce qu'Hilaire Belloc appelait l'état servile ne sera certainement pas renversée si personne n'a le courage d'attaquer ses dogmes sous-jacents.

Les chances politiques d'un véritable libéralisme

*Farmand, 17 février 1951, Oslo (Norvège) **

Les pronostics de plusieurs champions éminents du Libéralisme économique sont aujourd’hui plutôt pessimistes. D’après eux, les slogans au vitriol des socialistes et des interventionnistes obtiennent un écho plus favorable auprès des masses que le raisonnement serein des hommes sages. La majorité des électeurs sont simplement des gens bornés et mentalement inertes, qui n’aiment pas réfléchir et se laissent trop facilement tromper par les promesses séduisantes de joueurs de flûte irresponsables. Des complexes d’infériorité subconscients et des sentiments d’envie poussent les gens vers les partis de gauche. Ils se réjouissent à l’idée de politiques visant à confisquer la plus grande partie du revenu et de la richesse des industriels prospères sans comprendre que ces politiques nuisent à leurs propres intérêts matériels. Sans tenir aucun compte des objections soulevées par les économistes, ils croient fermement pouvoir obtenir de nombreuses choses agréables gratuitement. Même aux États-Unis les gens, bien qu’ils bénéficient du niveau de vie le plus élevé jamais atteint au cours de l’Histoire, sont prêts à condamner le capitalisme, traité d’ignoble économie de la pénurie, et à s’adonner aux rêveries d’une économie d’abondance où tout le monde serait servi « selon ses besoins ». La défense de la liberté et de la prospérité matérielle est sans espoir. L’avenir est aux démagogues qui ne savent rien d’autre que dissiper le capital accumulé par les générations précédentes. L’humanité plonge vers un retour aux siècles de l’ignorance, la civilisation occidentale est condamnée.

* Des extraits de ce texte ont été ajoutés à la fin de la traduction de l’essai 2 en français sous le titre « La chaîne sans fin des interventions étatiques » dans *Angoisses et espoirs de la civilisation occidentale*, Éditions Sédif en 1952.

La principale erreur de ce pessimisme fort répandu est de croire que les idées et politiques destructives de notre époque ont surgi du « prolétariat » et sont une « révolte des masses ». En fait, les masses — précisément parce qu'elles ne sont pas créatives et ne développent pas une philosophie propre — suivent les guides.

Les idéologies qui ont produit tous les méfaits et les catastrophes de notre siècle ne furent pas l'œuvre de la foule ; mais le fait de pseudo-savants et de pseudo-intellectuels. Elles ont été propagées depuis les chaires universitaires et ont été disséminées, à partir de ces chaires, par la presse, les romans, les pièces, les films et la radio. Les intellectuels ont converti les masses au socialisme et à l'interventionnisme. Ces idéologies doivent la puissance qu'elles ont aujourd'hui au fait que tous les moyens de communication ont été mis à disposition de leurs partisans et que presque tous les dissidents ont été virtuellement réduits au silence. Ce qu'il faut pour renverser la tendance, c'est un changement de mentalité des intellectuels. Les masses suivront l'action.

En outre, il n'est pas vrai que les idées du libéralisme authentique, du véritable libéralisme [i], soient trop compliquées pour plaire à l'esprit, prétendu trop faible, de l'électeur. Ce n'est pas une tâche impossible que d'expliquer aux salariés que le seul moyen d'augmenter les taux de salaire *pour tous ceux veulent trouver un emploi et toucher un salaire* est d'accroître la quantité de capital investi par tête. Les pessimistes sous-estiment les capacités mentales de « l'homme moyen » quand ils affirment qu'il ne peut saisir les désastreuses conséquences des politiques qui aboutissent à dissiper les capitaux. Pourquoi tous les « pays sous-développés » demandent-ils l'aide américaine et des capitaux américains ? Pourquoi n'attendent-ils pas plutôt une aide de la Russie socialiste ?

[i] Le texte français de 1952 traduit « genuine liberalism » par libéralisme économique. Certes, le terme « libéralisme » n'a pas la connotation américaine (qui l'associe aux idées de gauche) ce qui explique que l'adjectif authentique n'est pas (encore...) nécessaire, mais Ludwig von Mises défendait par ailleurs l'idée que le libéralisme économique était inséparable du libéralisme philosophique, ce que ne rend pas la traduction de 1952. (Remarque d'Hervé de Quengo).

Le point culminant des politiques de tous ces soi-disant partis et gouvernements progressistes est d'augmenter artificiellement le prix des biens vitaux au-dessus du niveau qu'ils auraient atteint sur le marché dans un capitalisme de laissez-faire. Seule une proportion infinitésimale du peuple américain a intérêt à conserver un prix élevé pour le sucre. L'immense majorité des électeurs américains sont des acheteurs et des consommateurs, et non des vendeurs et des producteurs de sucre. Néanmoins, le gouvernement américain s'est fermement engagé à poursuivre une politique de prix élevé du sucre en restreignant sévèrement à la fois l'importation de sucre étranger et sa production nationale. Des politiques similaires ont été adoptées en ce qui concerne les prix du pain, de la viande, du beurre, des œufs, des pommes de terre, du coton et de nombreux autres produits agricoles. C'est une grosse erreur de considérer aveuglément cette procédure comme étant une politique favorable aux agriculteurs. Moins d'un cinquième de la population totale des États-Unis dépend de l'agriculture pour gagner sa vie. Et pourtant, les intérêts de ces gens en ce qui concerne le prix des divers produits agricoles ne sont pas identiques. Le producteur de lait n'a pas intérêt à des prix élevés mais à des prix bas pour le blé, le fourrage, le sucre et le coton. Les éleveurs de poulets subissent des dommages du fait de prix élevés pour tout produit agricole autre que les poulets et les œufs. Il est évident que les cultivateurs de coton, de raisins, d'oranges, de pommes, de pamplemousses et de canneberges sont pénalisés par un système qui augmente le prix des aliments de base. Ainsi, la plupart des mesures de la prétendue politique de soutien à l'agriculture ne favorisent qu'à une minorité de la population rurale, au détriment non seulement de la majorité de la population non rurale, mais aussi de la majorité des ruraux.

Il en va de même dans les autres domaines. Quand les cheminots et les travailleurs de l'industrie du bâtiment, soutenus par des lois et des pratiques administratives qui pipent les dés en défaveur des employeurs, s'adonnent à la limitation du rendement et à d'autres pratiques destinées à « créer plus d'emplois », ils escroquent de façon malhonnête l'immense

majorité de leurs concitoyens. Les syndicats d'imprimeurs font monter le prix des livres et des périodiques, pénalisant ainsi les gens cherchant à lire et à apprendre. Résultat de la soi-disant politique ouvrière : elle crée une situation dans laquelle chaque groupe de salariés s'efforce d'améliorer sa propre situation aux dépens des consommateurs, donc de l'énorme majorité.

Personne aujourd'hui ne sait s'il gagne davantage par ces mesures de privilège en faveur du groupe auquel il appartient, qu'il ne perd du fait des mesures privilégiant tous les autres groupes. Mais il est indubitable que tous sont affectés, quoique diversement, par la baisse générale de la productivité de l'effort industriel, que ces prétendues mesures bienfaisantes entraînent nécessairement.

Jusqu'à ces dernières années, les partisans de ces mesures inadéquates à leur objet, essayaient de les défendre en soulignant que leurs incidences réduisaient seulement la richesse et le revenu des riches, et n'avantageait la multitude qu'au détriment de parasites. Il n'est plus nécessaire de démontrer les erreurs de ce raisonnement : même en le supposant vrai, ce « surplus » des riches est épuisé dans presque tous les pays. Même M. Hugh Gaitskell [ii], successeur de Sir Stafford Cripps au poste de *Führer* de l'économie britannique, a bien dû déclarer que : « il n'y a pas assez d'argent à prendre aux riches d'Angleterre, pour pouvoir relever le niveau de vie moyen. » Aux États-Unis, la politique cherchant à « faire casquer les riches » n'est pas allée aussi loin. Mais si la tendance de la politique américaine ne revenait pas rapidement en arrière, ce pays, le plus riche de tous, aurait à faire face à la même situation dans quelques années.

Dans de telles conditions, les perspectives d'un renouveau libéral authentique peuvent paraître propices. Au moins la moitié du corps électoral est constituée par des femmes, en

[ii] Hugh Gaitskell, qui succéda à Cripps « au poste de *Führer* de l'économie britannique » comme le dit Mises (expression non reprise dans la traduction partielle de 1952) assista à certaines séances du « Privatseminar » de Mises à Vienne, ainsi que le raconte Mises dans un autre texte ! (Remarque d'Hervé de Quengo).

majorité des ménagères ou des ménagères potentielles ; un programme de « bon marché » peut fortement impressionner le sens pratique de ces ménagères. Elles déposeraient certainement un bulletin dans l'urne en faveur de candidats qui proclameraient : Oublions vite toutes les politiques et toutes les mesures destinées à augmenter les prix au-dessus de ceux d'un marché libre ! Oublions tout ce morne fatras sur le soutien des prix, la parité des prix, les tarifs et les quotas, les accords intergouvernementaux de contrôle des marchandises, etc. ! Abstenons-nous de toute augmentation de la quantité de monnaie en circulation et de tout accroissement du crédit, de toutes ces tentatives illusoires pour faire baisser le taux d'intérêt et de toutes les dépenses conduisant au déficit ! Ce que nous voulons, ce sont des prix bas.

À la fin, ces sages ménagères arriveront même à convaincre leurs maris.

Dans le *Manifeste communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels ne disaient-ils pas : « Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine. » Nous pouvons espérer que les prix bon marché de l'économie concurrentielle battront aussi en brèche la plus haute de toutes les murailles de Chine, celle qu'ont érigée les folies d'une mauvaise politique économique.

Le fait d'exprimer de tels espoirs n'est pas seulement prendre ses désirs pour la réalité.

*Le problème de l'or**The Freeman*, juin 1965 *

Pourquoi avons-nous un système monétaire basé sur l'or ? Parce que, dans les conditions actuelles et dans celles de l'avenir que nous pouvons prévoir aujourd'hui, seul l'étaillon-or permet de déterminer le pouvoir d'achat de la monnaie indépendamment des ambitions et des machinations des gouvernements, des dictateurs, des partis politiques et des groupes de pression. Seul l'étaillon-or représente ce que les chefs de file du dix-neuvième siècle, amoureux de la liberté, (eux qui défendaient le gouvernement représentatif, les libertés civiques et la prospérité pour tous) appelaient une « monnaie solide ».

L'éminence et l'utilité de l'étaillon-or vient du fait qu'il fait dépendre la quantité de monnaie de la rentabilité de l'exploitation des mines d'or et empêche les aventures inflationnistes à grande échelle des gouvernements.

L'étaillon-or n'a pas échoué. Les gouvernements l'ont délibérément saboté et continuent de le saboter. Mais aucun gouvernement n'est assez puissant pour détruire l'étaillon-or tant que l'économie de marché n'aura pas été totalement supprimée par l'instauration du socialisme partout dans le monde.

Les gouvernements croient que c'est uniquement la faute de l'étaillon-or si leurs projets inflationnistes n'ont pas produit les bénéfices escomptés mais ont inévitablement conduit à une situation qui (y compris aux yeux des dirigeants eux-mêmes et de la majorité du peuple) est considérée comme bien pire que les maux réels ou prétendus que ces projets étaient censés éliminer. S'il n'y avait pas l'étaillon-or, expliquent les pseudo-économistes aux gouvernements, ces der-

* Quelques modifications mineures ont été introduites dans la présente version, figurant dans le recueil publié en 1980, notamment sur les dates, par rapport à l'article original.

niers auraient pu rendre tout le monde parfaitement prospère. Examinons les trois doctrines avancées en faveur de cette fable de l'omnipotence du gouvernement.

1. La fiction de l'omnipotence du gouvernement

« L'État, c'est Dieu », disait Ferdinand Lassalle, fondateur du mouvement socialiste allemand. En tant que tel, l'État a le pouvoir de « créer » des quantités illimitées de monnaie et ainsi de rendre tout le monde heureux. Les personnes intrépides et lucides appelaient inflation une telle politique de « création » monétaire. La terminologie officielle l'appelle aujourd'hui « déficit budgétaire ».

Mais quelle que soit le nom que l'on donne à ce phénomène, sa signification est évidente. Le gouvernement accroît la quantité de monnaie en circulation. Une plus grande quantité de monnaie « chasse » (façon populaire, bien que plutôt sotte, de parler de ces phénomènes) alors une quantité de biens et de services qui, elle, n'a pas augmentée. L'action du gouvernement n'a rien ajouté à la quantité de choses et de services utiles. Il a seulement fait monter leurs prix.

Si le gouvernement souhaite accroître le revenu de certains, par exemple des employés du gouvernement, il doit confisquer par la taxation une partie du revenu des autres et redistribuer ensuite le montant collecté à ses employés ou aux groupes favorisés. Les contribuables sont alors forcés de réduire leurs dépenses tandis que ceux qui bénéficient de salaires plus élevés ou d'avantages plus grands augmentent leurs dépenses du même montant. Il n'en résulte pas de changement notable du pouvoir d'achat de l'unité monétaire.

Mais si le gouvernement se procure la monnaie dont il a besoin pour payer des salaires plus élevés en l'imprimant ou en octroyant des crédits supplémentaires, la nouvelle monnaie placées dans les mains des bénéficiaires constitue sur le marché une demande supplémentaire pour la quantité, qui n'a elle pas augmenté, de biens et de services vendus. Il en résulte inévitablement une tendance générale à la hausse des prix.

Toutes les tentatives faites par les gouvernements et leurs bureaux de propagande pour cacher cet enchaînement d'événements sont inutiles. Déficit budgétaire signifie augmentation de la quantité de monnaie en circulation. Que la nouvelle terminologie évite de l'appeler inflation ne sert à rien.

Le gouvernement et ses chefs n'ont pas les pouvoirs du Père Noël. Ils ne peuvent pas dépenser sans prendre dans les poches de certains au profit des autres.

2. Le sophisme de « l'argent facile »

L'intérêt constitue la différence entre l'évaluation de biens actuels et celle de biens futurs : c'est la remise portant sur l'évaluation des biens futurs par rapport à celle des biens actuels. L'intérêt ne peut pas être « supprimé » tant que les gens préféreront une pomme disponible aujourd'hui à une pomme disponible uniquement dans un an, dans dix ans ou dans cent ans.

Le niveau du taux d'intérêt naturel¹, qui constitue la principale composante du taux d'intérêt du marché, taux déterminé sur le marché des prêts, reflète la différence entre l'évaluation par les individus des satisfactions présente et future de leurs besoins. La disparition de l'intérêt, c'est-à-dire un taux d'intérêt nul, signifierait que les gens se moqueraient totalement de satisfaire le moindre de leurs besoins actuels et se préoccuperaient *exclusivement* de satisfaire leurs besoins futurs, leurs désirs des années, des décennies et des siècles à venir. Les gens ne feraient qu'épargner et investir, et ne consommeraient pas.

En revanche, si les gens s'arrêtaient d'épargner, c'est-à-dire s'arrêtaient de mettre de côté pour le futur, y compris pour le lendemain, et n'épargnaient plus du tout pour consommer tous les biens du capital accumulés par les générations passées, le taux d'intérêt deviendrait infini.

¹ Voir « *Originary Interest* » dans *Human Action*, de Ludwig von Mises, pages 523-529 (troisième édition, Henry Regnery Company, Chicago, Illinois, 1966).— Aux éditions de l'Institut Coppet, p. 418-422.

Il est donc évident que le niveau du taux d'intérêt du marché ne dépend en fin de compte pas des lubies, caprices et intérêts financiers des employés travaillant pour le compte de l'appareil de coercition et de contrainte du gouvernement, le fameux « secteur public » de l'économie. Mais le gouvernement a le pouvoir de pousser la Réserve fédérale et les banques qui lui sont liées à mettre en place une politique d'argent facile. Les banques accroissent alors les crédits. En proposant des taux inférieurs au taux d'intérêt établi sur un marché des prêts non manipulé, elles offrent des crédits supplémentaires créés à partir de rien. Elles faussent ainsi inévitablement les appréciations des conditions du marché que font les hommes d'affaires. Bien que la quantité de biens du capital (qui ne peut être augmentée que par une épargne supplémentaire) reste inchangée, on leur donne l'illusion d'une plus grande offre de capitaux. L'industrie est conduite à se lancer dans des projets qu'un calcul sérieux, non égaré par les politiques aventureuses de monnaie facile, auraient jugé être des investissements injustifiés (car constituant un surinvestissement en capital). Les quantités de crédits supplémentaires inondant le marché font grimper les prix et les salaires. Il se développe un boom économique artificiel, entièrement construit sur l'illusion d'une monnaie facile et abondante. Mais un tel boom ne peut pas durer. Tôt ou tard, il doit devenir clair que l'industrie, sous l'illusion créée par l'accroissement du crédit, s'est lancée dans des projets pour la réalisation desquels il n'y a pas assez d'épargne réelle. Quand ces mauvais investissements deviennent manifestes, le boom s'effondre.

La dépression qui suit constitue le processus de liquidation des erreurs commises par les excès du boom artificiel : c'est le retour au raisonnement posé et à une conduite des affaires raisonnable dans les limites de la quantité disponible en biens du capital. C'est un processus certes douloureux, mais qui rétablit la bonne santé de l'industrie.

L'accroissement du crédit n'est pas un remède pour rendre les gens heureux. Le boom qu'il engendre doit inéluctablement conduire à la débâcle et au malheur.

S'il était vraiment possible de remplacer l'accumulation des biens du capital obtenue grâce à l'épargne par l'accroissement du crédit (par une politique d'argent facile), il n'y aurait plus aucune pauvreté dans le monde. Les nations économiquement arriérées n'auraient pas de raison de se plaindre de leur insuffisance en biens du capital. Tout ce qu'elles auraient à faire pour améliorer leur situation serait d'augmenter de plus en plus la quantité de monnaie et de crédit. Aucun plan « d'aide étrangère » ne serait apparu. Mais en accordant des aides étrangères aux pays sous-développés, le gouvernement américain reconnaît implicitement que l'accroissement du crédit n'est pas un véritable substitut à l'accumulation authentique du capital par le biais de l'épargne.

3. L'échec de la législation sur le salaire minimum et de la contrainte syndicale

Le niveau des taux de salaire est déterminé par la façon dont les consommateurs apprécient la valeur que le travail des salariés ajoute à la valeur de l'article proposé à la vente. Comme l'immense majorité des consommateurs sont eux-mêmes des salariés, cela veut dire que la détermination de la somme payée pour le travail et les services rendus est faite par le même type d'individus que ceux qui perçoivent ces salaires. Les gros revenus d'une star de cinéma et d'un champion de boxe proviennent des soudeurs, des balayeurs et des femmes de ménage qui assistent aux séances et aux matchs.

Un entrepreneur qui essaierait de payer un salarié en dessous de ce que le travail de cet homme ajoute à la valeur du produit, se verrait chassé du marché du travail par la concurrence des autres entrepreneurs désireux de gagner de l'argent. D'un autre côté, aucun entrepreneur ne peut offrir plus à son personnel que le montant que les consommateurs sont disposés à lui rembourser en achetant son produit. S'il devait payer des salaires plus élevés, il subirait des pertes et serait éjecté des rangs des hommes d'affaires.

Les gouvernements qui décrètent des lois instituant un salaire minimum supérieur au taux du marché réduisent le

nombre de bras qui peuvent trouver du travail. De tels gouvernements engendrent le chômage d'une partie de la force de travail. Il en est de même pour ce que l'on appelle par euphémisme les « négociations collectives ».

La seule différence entre les deux méthodes concerne l'organe qui oblige à accepter le salaire minimum. Le gouvernement fait accepter ses ordres par la police et les gardiens de prison. Les syndicats par les « piquets de grève ». Ces derniers, leurs adhérents et leurs représentants ont obtenu le pouvoir et le droit de commettre des exactions envers les personnes et les biens, de priver les individus des moyens de gagner leur vie, et d'entreprendre de nombreuses actions que personne d'autre ne peut entreprendre impunément.² Personne n'est aujourd'hui en position de désobéir à un ordre donné par un syndicat. Les employeurs n'ont pas d'autre choix que d'accepter les oukases des syndicats ou d'arrêter leur affaire.

Cependant, les gouvernements et les syndicats sont impuissants face aux lois économiques. La violence peut empêcher les employeurs d'embaucher du personnel aux taux potentiels du marché, mais elle ne peut pas les forcer à employer tous ceux qui désirent trouver du travail. Le résultat de l'intervention des gouvernements et des syndicats dans le niveau des taux de salaire ne peut être rien d'autre qu'une augmentation incessante du nombre des chômeurs.

C'est précisément pour éviter ce résultat que, dans toutes les nations occidentales, les systèmes bancaires manipulés par le gouvernement ont recours à l'inflation. En accroissant la quantité de monnaie en circulation et en diminuant ainsi le pouvoir d'achat de l'unité monétaire, on ramène les salaires trop élevés à un niveau compatible avec l'état du marché. Aujourd'hui, on appelle cela une politique keynésienne de plein-emploi. C'est en fait une méthode pour perpétuer, par une inflation poursuivie, les vaines tentatives des gouvernements et des syndicats de se mêler des conditions du marché du travail. Dès que l'avancée de l'inflation a ajusté les taux de

² Cf. Roscoe Pound, *Legal Immunities of Labor Unions*, Washington D.C., 1957, page 21.

salaire à un niveau évitant la diffusion du chômage, les gouvernements et les syndicats reprennent avec un zèle renouvelé leurs tentatives pour faire monter les taux de salaire au-dessus du niveau auquel chaque chercheur d'emploi peut trouver du travail.

L'expérience de notre époque, avec ses projets de *New Deal*, de *Fair Deal*, de « Nouvelle frontière » et de « Grande société » confirme la thèse fondamentale des véritables amis de la liberté politique de la Grande-Bretagne du dix-neuvième siècle, à savoir qu'il n'existe qu'un moyen d'améliorer les conditions matérielles de tous les salariés : augmenter la quantité de capital réel investi par tête. Ce résultat ne peut être obtenu que par une épargne et une accumulation du capital supplémentaires, et jamais par des décrets du gouvernement, par la violence et l'intimidation des syndicats et par l'inflation. Les ennemis de l'étalement ont aussi tort à cet égard.

4. La conséquence inévitable : les réserves d'or de gouvernement des États-Unis diminueront

Dans plusieurs régions du globe, un nombre croissant d'individus se rendent compte que les États-Unis et la plupart des autres nations se sont fortement engagés dans une politique d'inflation croissante. Ils en ont appris suffisamment par l'expérience des dernières décennies pour conclure que, sur la base de ces politiques inflationnistes, une once d'or vaudra un jour plus exprimée en dollars ou en devises de leur propre pays. Ils s'inquiètent et voudraient éviter d'être victimes de cette conséquence.

Les Américains avaient autrefois l'interdiction de posséder des pièces et des lingots d'or (de 1933 à 1976). Leurs tentatives pour protéger leurs avoirs financiers consistaient à faire ce que les Allemands ont appelé, lors de la plus spectaculaire inflation de l'Histoire, la « *Flucht in die Sachwerte* » (fuite dans les valeurs réelles). Ils investissaient dans l'immobilier et dans les actions et préféraient avoir des dettes remboursables dans la monnaie ayant cours légal que de détenir des titres remboursables dans cette même monnaie.

Même dans les pays où les gens sont libres d'acheter de l'or il n'y a pas encore (1965) d'achats notables d'or de la part des institutions et des personnes financièrement puissantes. Jusqu'au moment où les services gouvernementaux français commencèrent à acheter de l'or, les acheteurs d'or étaient pour la plupart des gens disposant de revenus modestes et désirant conserver quelques pièces d'or comme réserve pour les mauvais jours. Ce furent les achats d'or de telles personnes sur le marché de Londres qui réduisirent les réserves d'or des États-Unis.

Il n'y a qu'une méthode possible pour empêcher une diminution encore plus grande des réserves d'or américaines : l'abandon radical du déficit budgétaire ainsi que de toute politique « d'argent facile ».

Offre de capital et prospérité américaine

Discours prononcé devant le Club universitaire
de Milwaukee (Wisconsin), le 13 octobre 1952

I

L'un des phénomènes étonnans de l'actuelle campagne électorale est la façon dont les orateurs et les auteurs parlent de l'état de l'industrie et de la situation économique de la nation. Ils remercient le gouvernement pour la prospérité et pour le niveau de vie élevé du citoyen moyen. « Votre situation n'a jamais été aussi bonne » disent-ils et « Ne les laissez pas vous la confisquer ». Ils sous-entendent que l'accroissement de la quantité et l'amélioration de la qualité des produits disponibles à la consommation proviennent d'un gouvernement paternel. Les revenus des citoyens individuels sont envisagés comme des aumônes qu'une bureaucratie bienveillante leur accorde gracieusement. Le gouvernement américain est considéré comme meilleur que ceux de l'Italie ou de l'Inde parce qu'il met dans les mains des citoyens des produits plus nombreux et de meilleure qualité que ses homologues.

Il n'est guère possible de déformer d'une façon plus profonde les faits fondamentaux de l'économie. Le niveau de vie moyen est plus élevé aux États-Unis qu'il ne l'est dans les autres pays du monde, non parce que les politiciens et hommes d'État américains seraient meilleurs que leurs homologues étrangers, mais parce que la quantité de capital investi par tête est plus élevée en Amérique que dans les autres pays. La production moyenne par heure de main-d'œuvre est plus élevée aux États-Unis que dans les autres pays, que ce soit l'Angleterre ou l'Inde, parce que les usines américaines sont équipées d'outils et de machines plus efficaces. Le capital est plus abondant en Amérique que dans les autres pays parce que jusqu'à présent les institutions et les lois des États-Unis

ont placé moins d'obstacles sur le chemin de l'accumulation de capital à grande échelle que ne l'ont fait les pays étrangers.

Il n'est pas vrai que le retard économique des pays étrangers doive être imputé à l'ignorance technique de la part de leur population. La technique moderne n'est généralement pas une doctrine ésotérique. Elle est enseignée dans de nombreuses universités techniques des États-Unis comme à l'étranger. Elle est décrite dans de nombreux excellents manuels et articles de magazines scientifiques. Des centaines d'étrangers sortent chaque année diplômés des instituts technologiques américains. Il y a sur toute la surface du globe de nombreux experts parfaitement au courant des développements les plus récents de la technique industrielle. Ce n'est pas un manque de « savoir-faire » qui empêche les pays étrangers d'adopter totalement les méthodes américaines de fabrication : c'est l'insuffisance de capitaux disponibles.

II

Le climat intellectuel de l'opinion publique qui permit au capitalisme de prospérer se caractérisait par l'approbation morale du désir de chaque citoyen individuel d'assurer son avenir et celui de sa famille. Faire des économies était considéré comme une vertu aussi avantageuse pour l'épargnant individuel lui-même que pour tous les autres. Si les gens ne consomment par tout leur revenu, le surplus non consommé peut être investi, il accroît la quantité de biens du capital disponibles et permet par conséquent de se lancer dans des projets qui ne pouvaient être entrepris auparavant. L'accumulation progressive du capital conduit à une amélioration économique perpétuelle. Tous les aspects de la vie de chaque citoyen sont affectés favorablement. La tendance continue à une expansion des activités industrielles ouvre un vaste champ au déploiement des énergies de la génération montante. En se remémorant sa jeunesse et les conditions de vie régnant dans la maison de ses parents, l'homme ordinaire ne peut pas s'empêcher de se rendre compte qu'il y a un progrès vers un niveau de vie plus satisfaisant.

Telle était la situation dans tous les pays à la veille de la Première Guerre mondiale. Les conditions n'étaient certainement pas partout les mêmes. Il y avait d'un côté les pays du capitalisme occidental, et de l'autre des nations arriérées qui étaient lentes ou qui rechignaient à adopter les idées et les méthodes de l'industrie moderne en progrès. Mais ces nations arriérées bénéficiaient amplement des investissements en capital fournis par les capitalistes des nations avancées. Les capitaux étrangers construisirent leurs chemins de fer et leurs usines, et exploitèrent leurs ressources naturelles.

Le spectacle que le monde nous offre aujourd'hui est très différent. Comme il y a quarante ans, le monde est divisé en deux camps. D'un côté, on trouve l'orbite capitaliste, considérablement diminuée quand on la compare en taille à ce qu'elle était en 1914. Elle comprend aujourd'hui les États-Unis, le Canada et certaines petites nations de l'Europe occidentale. L'autre partie de la population mondiale, bien plus nombreuse, vit dans des pays rejetant totalement la propriété privée, l'initiative privée et l'entreprise privée. Ces pays sont en stagnation ou font face à une détérioration progressive de leur situation économique.

III

Illustrons cette différence en comparant la situation des États-Unis et celle de l'Inde, représentants typiques de chacun des deux groupes.

Aux États-Unis, la grande industrie capitaliste fournit presque chaque année des nouveautés aux masses : soit des articles améliorés qui remplacent des articles similaires utilisés depuis longtemps, soit des choses qui étaient totalement inconnues jusque-là. On appelle habituellement les secondes — par exemple les postes de télévision ou les bas nylon — biens de luxe, car les gens vivaient auparavant plutôt heureux et contents sans elles. L'homme moyen jouit d'un niveau de vie que ses parents ou ses grands-parents, il n'y a que cinquante ans, auraient considéré comme fabuleux. Sa maison est équipée de gadgets et d'installations que les personnes

aisées des époques passées auraient enviés. Sa femme et ses filles s'habillent avec élégance et se maquillent. Ses enfants, bien nourris et soignés, bénéficient d'un enseignement supérieur, une bonne partie d'un enseignement universitaire. Si on le regarde, lui et sa famille lors de leurs sorties du week-end, il faut admettre qu'ils semblent prospères.

Il y a aussi, bien sûr, des Américains dont les conditions matérielles ne sont pas satisfaisantes quand on les compare à celles de la grande majorité de la nation. Certains auteurs de romans et de pièces de théâtre voudraient nous faire croire que leurs descriptions lugubres de cette minorité malchanceuse est représentative du destin de l'homme ordinaire dans un régime capitaliste. Ils se trompent. Les difficultés économiques que connaissent ces pauvres Américains sont plutôt représentatives des conditions qui prévalaient partout dans les époques précapitalistes et qui prévalent encore dans les pays qui n'ont pas été du tout, ou seulement superficiellement, atteints par le capitalisme. Ce qui ne va pas avec eux, c'est qu'ils n'ont pas encore été intégrés dans le cadre de la production capitaliste. Leur misère est un vestige du passé. L'accumulation progressive de nouveaux capitaux et l'expansion de la production à grande échelle la supprimera de la même façon qu'elle a déjà amélioré le niveau de vie de l'immense majorité, à savoir en augmentant la quantité de capital investi par tête et donc la productivité marginale du travail.

Regardons à présent du côté de l'Inde. La nature a doté son territoire de ressources de valeur peut-être plus richement que le sol des États-Unis. Par ailleurs, les conditions climatiques permettent à l'homme de subsister avec une alimentation plus légère et de s'abstenir de nombreuses choses qui sont indispensables dans les rudes hivers de la plus grande partie des États-Unis. Néanmoins, les masses indiennes sont au bord de la famine, pauvrement vêtues, entassées dans de primitives masures, sales et illettrées. Les choses empirent d'année en année ; les chiffres de la population augmentent alors que le montant total du capital investi n'augmente pas ou, plus probablement, diminue. En tout cas, on assiste à une baisse progressive du montant de capital investi par tête.

Au milieu du dix-huitième siècle, les conditions n'étaient guère plus favorables en Angleterre qu'elles ne le sont aujourd'hui en Inde. Le système traditionnel de production n'était pas capable de pourvoir aux besoins d'une population croissante. Le nombre de personnes pour lesquelles il n'y avait plus de place dans le système rigide du paternalisme et de la tutelle gouvernementale de l'industrie augmentait rapidement. Bien qu'à l'époque la population de l'Angleterre ne représentait pas beaucoup plus de quinze pour cent de ce qu'elle est aujourd'hui, on comptait plusieurs millions de pauvres sans ressources. Ni l'aristocratie dirigeante ni les pauvres eux-mêmes n'avaient la moindre idée de ce que l'on pouvait faire pour améliorer les conditions matérielles des masses.

Le grand changement qui fit, en quelques décennies, de l'Angleterre la plus puissante et la plus riche des nations, fut préparé par un petit groupe de philosophes et d'économistes. Ils démolirent totalement la pseudo-philosophie qui avait jusqu'alors contribué à façonner les politiques économiques des nations. Ils montrèrent la fausseté des vieilles fables : (1) qu'il serait injuste et inéquitable de l'emporter sur un concurrent en produisant des biens de meilleure qualité et moins chers ; (2) qu'il serait injuste de s'écartez des méthodes de production traditionnelles ; (3) que les machines économisant du travail engendreraient le chômage et seraient donc un mal ; (4) que ce serait l'un des rôle du gouvernement civil que d'empêcher les industriels efficaces de devenir riches et de protéger les moins efficaces contre la concurrence des plus efficaces ; et (5) que restreindre la liberté et l'initiative des entrepreneurs par la coercition gouvernementale ou par la contrainte exercée par d'autres pouvoirs serait un moyen approprié pour favoriser le bien-être de la nation. En résumé, ces auteurs proposaient la doctrine du libre-échange et du laissez-faire. Ils ouvrirent la voie à une politique qui ne gênait plus les efforts de l'homme d'affaires pour améliorer et accroître ses opérations.

Ce qui engendra l'industrialisation moderne, et l'amélioration sans précédent des conditions matérielles qu'elle a

apportée, ce n'est ni le capital ni la connaissance technique préalablement accumulés. En Angleterre, comme dans les autres pays occidentaux qui suivirent la voie capitaliste, les pionniers du capitalisme commencèrent avec très peu de capital et d'expérience technique. Au début de l'ère industrielle, il y avait la philosophie de l'entreprise privée et de l'initiative, et l'application pratique de cette idéologie fit grossir le capital et fit avancer et mûrir le savoir-faire technique.

Il faut souligner ce point parce que le fait de le négliger égare les hommes d'État des pays sous-développés dans leurs projets d'amélioration économique. Ils pensent que l'industrialisation signifie des machines et des manuels techniques. En réalité, elle signifie la liberté économique, qui crée à la fois le capital et la connaissance technique.

Tournons-nous à nouveau du côté de l'Inde. Cette dernière manque de capital parce qu'elle n'a pas adopté la philosophie pro-capitaliste de l'Occident et n'a par conséquent pas éliminé les obstacles institutionnels traditionnels à la libre entreprise et à l'accumulation à grande échelle. Le capitalisme n'est arrivé en Inde qu'en tant qu'idéologie importée de l'étranger et n'a jamais réussi à prendre racine dans la tête des gens. Le capital étranger, principalement britannique, permit de construire les chemins de fer et les usines. Les autochtones regardaient de travers non seulement les activités des capitalistes étrangers mais tout autant leurs compatriotes qui participaient aux aventures capitalistes. Aujourd'hui la situation est la suivante : grâce aux nouvelles méthodes médicales, développées par les nations capitalistes et importées en Inde par les Britanniques, la durée de vie moyenne a été augmentée et la population croît rapidement. Comme les capitalistes étrangers soit ont déjà subi l'expropriation, soit vont devoir y faire prochainement face, il ne plus être question du moindre investissement nouveau en capitaux étrangers. Par ailleurs, l'accumulation du capital national est empêchée par l'hostilité manifeste de l'appareil gouvernemental et du parti au pouvoir.

Le gouvernement indien parle beaucoup d'industrialisation. Mais ce qu'il a en tête, c'est la nationalisation d'industries

privées déjà existantes. Pour les besoins de l'exposé, nous pouvons mettre de côté le fait que ce souhait conduira probablement à une décumulation progressive du capital investi dans ces industries, comme ce fut le cas dans la plupart des pays ayant fait l'expérience de la nationalisation. En tout cas, la nationalisation en tant que telle n'ajoute rien au montant d'investissements déjà existant. M. Nehru admet que son gouvernement n'a pas le capital nécessaire pour établir des nouvelles industries d'État ou pour le développement des industries déjà existantes. Ainsi, il déclare solennellement que son gouvernement donnera aux industries privées « des encouragements de toutes sortes ». Et il explique en quoi consisteront ces encouragements : nous leur promettrons, dit-il, « que nous ne leur ferons rien pendant dix ans, peut-être plus ». Il ajoute : « Nous ne savons pas quand nous les nationaliserons »¹. Mais l'homme d'affaires sait fort bien que les nouveaux investissements seront nationalisés dès qu'ils commenceront à porter leurs fruits.

IV

Je me suis attardé si longuement sur les affaires indiennes parce qu'elles sont représentatives de ce qui se passe aujourd'hui dans presque toutes les régions d'Asie et d'Afrique, dans une grande partie de l'Amérique latine et même dans de nombreux pays européens. Dans tous ces pays, la population s'accroît. Dans tous ces pays, les investissements étrangers sont confisqués, ouvertement ou subrepticement, au moyen du contrôle des changes ou d'une taxation discriminatoire. Au même moment, leurs politiques intérieures font de leur mieux pour décourager la formation de capitaux nationaux. Il y a beaucoup de pauvreté dans le monde d'aujourd'hui ; et les gouvernements, en plein accord sur ce sujet avec leurs opinions publiques, continuent et aggravent cette pauvreté par leurs politiques.

¹ Cf. Jawaharlal Nehru, *Independance and After, A Collection of Speeches, 1946-1949*, New York, 1950, page 192.

Selon ces gens, leurs problèmes économiques seraient causés d'une certaine façon, non précisée, par les pays capitalistes de l'Occident. Ce dernier ensemble comptait, jusqu'à il y a quelques années, l'Europe occidentale, et tout particulièrement le Royaume-Uni. Avec les changements économiques récents, le nombre des nations auxquelles il est fait allusion s'est de plus en plus réduit. Aujourd'hui il ne signifie plus en pratique que les États-Unis. Les habitants de tous les pays dans lesquels le revenu moyen est considérablement inférieur à celui des États-Unis regardent ces derniers avec les mêmes sentiments d'envie et de haine que les électeurs des divers partis communistes, socialistes et interventionnistes, regardent les entrepreneurs de leur propre nation dans les pays capitalistes. Les mêmes mots et slogans qui sont employés dans nos conflits nationaux — comme Wall Street, grand capital, monopoles, marchands de mort — sont utilisés dans les discours et les articles des politiciens anti-Américains quand ils attaquent ce qu'on appelle le « yankeeisme » en Amérique latine et l'américanisme dans l'autre hémisphère. Dans ces effusions, il y a peu de différences entre les nationalistes les plus chauvins et les adeptes les plus enthousiastes de l'internationalisme marxiste, entre d'une part les soi-disant conservateurs désirant conserver leur foi religieuse traditionnelle et leurs institutions politiques, et d'autre part les révolutionnaires à la recherche d'un renversement violent de tout ce qui existe.

La popularité de ces idées n'est en aucun cas le résultat d'une propagande incendiaire des soviétiques. Au contraire. Les mensonges et les calomnies communistes trouvent leur pouvoir de persuasion, quel qu'il puisse être, dans le fait qu'ils sont en accord avec les doctrines socio-politiques enseignées dans la plupart de universités et approuvées par les politiciens et les auteurs les plus influents.

Les mêmes idées dominent les esprits aux États-Unis et déterminent l'attitude des hommes d'État sur tous les problèmes concernés. Les gens ont honte de ce que le capital américain ait exploité les ressources naturelles dans de nombreux pays manquant à la fois des capitaux et des spécialistes

compétents nécessaires. Quand plusieurs gouvernements étrangers exproprièrent les investissements américains ou refusèrent d'honorer des prêts accordés par l'épargnant américain, le public demeurait indifférent, voire sympathisait avec les expropriateurs. Avec les idées qui sous-tendent les programmes des groupes politiques les plus influents et qui sont enseignées dans la plupart des institutions d'enseignement, il ne fallait pas s'attendre à une autre réaction.

Il y a quatre ans s'est tenu à Amsterdam le Conseil œcuménique des Églises, organisation de cent cinquante et quelques confessions. Nous pouvons lire dans le rapport rédigé par ce comité œcuménique l'affirmation suivante : « La justice exige que les habitants d'Asie et d'Afrique soient les bénéficiaires du surcroît de production industrielle. » Ce qui suggère que le retard technique de ces nations résulte d'une injustice commise par certains individus, par certains groupes d'individus ou par certaines nations. Les coupables ne sont pas précisés. Mais on comprend que cette accusation fait allusion aux capitalistes et aux hommes d'affaires du nombre décroissant des pays capitalistes, c'est-à-dire en pratique aux États-Unis et au Canada. Telle est l'opinion de très sages ecclésiastiques conservateurs, agissant en pleine conscience de leurs responsabilités.

La même doctrine est à la base de l'aide étrangère et du programme « *Point Four* » [politique d'aide au développement en direction des régions sous-développées, introduite par Truman en 1949, NdT] des États-Unis. Elle sous-entend que les contribuables américains ont l'obligation morale de fournir des capitaux aux nations qui ont exproprié les investissements étrangers et qui empêchent de diverses façons l'accumulation de capitaux nationaux.

Il ne sert à rien de prendre ses désirs pour des réalités. Dans l'état actuel du Droit international, les investissements étrangers ne sont pas sûrs et restent à la merci de chaque gouvernement des nations souveraines. On s'accorde généralement sur le fait que tout gouvernement souverain a le droit de décréter une parité artificielle de sa devise par rapport au dollar ou à l'or, puis d'essayer de faire appliquer cette parité

arbitrairement fixée par un contrôle des changes, c'est-à-dire par l'expropriation virtuelle des investisseurs étrangers. Si certains gouvernements étrangers s'abstiennent encore de telles confiscations, ils le font en espérant persuader les étrangers d'investir davantage pour être ainsi en mesure d'exproprier davantage plus tard.

Parmi les nations qui font tout ce qu'elles peuvent pour empêcher leurs industries d'obtenir les capitaux indispensables, nous trouvons la Grande-Bretagne, autrefois le berceau de la libre entreprise et, avant 1914, le pays le plus riche ou le deuxième plus riche du monde. Dans un éloge exubérant et totalement immérité de feu Lord Keynes, un professeur de Harvard ne lui trouva qu'une seule faiblesse. Keynes, dit-il, « a toujours élevé ce qui était vérité et sagesse pour l'Angleterre au niveau d'une vérité et d'une sagesse valable de tout temps et en tout lieu. »² Je tiens à exprimer mon profond désaccord. Au moment précis où il devait être évident à tout observateur attentif que la détresse économique de l'Angleterre était causée par une offre insuffisante de capitaux, Keynes énonça sa fameuse doctrine des prétendus dangers de l'épargne et recommanda avec passion de dépenser plus. Keynes essaya de fournir une justification tardive et fallacieuse à la politique que la Grande-Bretagne avait adoptée au mépris des enseignements de tous les grands économistes. L'essence du keynésianisme réside dans sa complète incapacité à concevoir le rôle que l'épargne et l'accumulation du capital jouent dans l'amélioration des conditions économiques.

V

Le principal problème de ce pays est le suivant : les États-Unis suivront-ils le cours des politiques économiques adoptées par presque toutes les nations étrangères, y compris par plusieurs de celles qui avait joué un rôle prépondérant dans l'évolution du capitalisme ? Jusqu'à maintenant, le montant de l'épargne nouvelle et de la formation de nouveaux capi-

² Cf. J. Schumpeter, « Keynes, the Economist » (dans *The New Economics*, éd. par S.E. Harris, New York, 1947, page 85).

taux dépasse encore aux États-Unis le montant de la consommation de l'épargne et du capital. Cela durera-t-il ?

Pour répondre à une telle question, il faut étudier les idées de l'opinion publique sur les sujets économiques. La question est la suivante : les électeurs américains savent-ils que l'amélioration sans précédent de leur niveau de vie des quarante dernières années fut le résultat de la montée constante du quota de capital investi par tête ? Comprendront-ils que chaque mesure conduisant à une décumulation du capital compromet leur prospérité ? Sont-ils conscients des raisons qui font que leurs taux de salaire dépassent de beaucoup ceux des autres pays ?

Si nous passons en revue les discours des dirigeants politiques, les éditoriaux des journaux et les manuels d'économie et de finance, nous ne pouvons nous empêcher de constater que très peu d'attention, sinon aucune, est portée aux problèmes de l'équipement en capital. La plupart de gens s'imaginent simplement que certains facteurs mystérieux sont à l'œuvre et permettent de rendre la nation chaque année plus riche. Les économistes du gouvernement ont calculé un taux de croissance annuelle du revenu national pour les cinquante dernières années et font gaiement l'hypothèse que le même taux prévaudra dans l'avenir. Ils discutent des problèmes de taxation sans même mentionner le fait que notre système fiscal actuel collecte de fortes sommes, qui auraient sinon été épargnées par le contribuable, et que ce système les utilise pour payer ses dépenses courantes.

Un exemple typique de ce mode de traitement (ou plutôt de non traitement) du problème de l'offre de capitaux américains peut être signalée. Il y a quelques jours, l'Académie américaine des sciences sociales et politiques a publié un nouveau volume de ses Annales, entièrement consacré à l'étude des questions vitales de la nation. Le volume est intitulé : *La Signification de l'élection présidentielle de 1952*. Le professeur Harold M. Groves de l'Université du Wisconsin a collaboré à ce symposium en y écrivant un article : « Les impôts sont-ils trop élevés ? ». L'auteur accouche d'une « réponse nettement négative. » À notre avis, la caractéristique la plus

intéressante de l'article est le fait qu'il arrive à cette conclusion sans même mentionner les effets que les impôts sur le revenu, les bénéfices, les bénéfices exceptionnels et les successions ont sur le maintien et la formation du capital. Soit notre auteur ignore ce que les économistes ont pu dire sur ces questions, soit il considère que cela ne mérite pas de réponse.

On ne se trompe pas sur les idées économiques qui déterminent l'orientation des politiques américaines quand on les accuse de ne pas comprendre le rôle que l'offre de nouveaux capitaux joue dans l'amélioration et l'extension de la production. Un exemple instructif fut fourni lors du conflit entre le gouvernement et l'industrie à propos de la bonne façon de calculer les amortissements en cas d'inflation. Au cours des débats agités concernant les profits, les taxes et le niveau des salaires, l'offre de capital fut à peine mentionnée, quand bien même elle le fut. En comparant les salaires et les niveaux de vie américains avec ceux des autres pays, la plupart des auteurs et des politiciens oublient de souligner la différence de quantité de capital investie par tête.

Au cours des quarante dernières années, la taxation américaine s'est mise à adopter de plus en plus des méthodes qui ont considérablement ralenti la vitesse d'accumulation du capital. Si elle continue dans cette voie, nous atteindrons un jour le point où aucun accroissement de capital ne sera possible, voire où une décumulation commencera. Il n'y a qu'une manière possible d'arrêter cette évolution à temps et d'épargner à ce pays le destin de l'Angleterre et de la France. Il faut remplacer les illusions et les fables par des idées économiques saines.

VI

Jusqu'à présent j'ai employé les termes de pénurie et de rareté du capital sans plus d'explications ou de définitions. C'était tout à fait suffisant tant que je traitais de la situation de pays dont l'offre de capital apparaît insuffisante par rapport à celle de pays plus avancés, particulièrement vis-à-vis de celle du plus avancé économiquement de tous, les États-Unis.

Mais en examinant les problèmes américains, il est nécessaire de donner une interprétation plus rigoureuse des termes.

À proprement parler, le capital a toujours été rare et le sera toujours. La quantité disponible de biens du capital ne sera jamais suffisamment abondante pour que soient entrepris tous les projets dont la réalisation pourrait améliorer le bien-être matériel de certaines personnes. S'il en était autrement, l'humanité vivrait dans le Jardin d'Eden et n'aurait plus à se soucier du tout de la production. Quelle que soit la situation de l'offre de capital, il restera toujours dans ce bas monde des projets industriels qui ne peuvent être entrepris parce que le capital qu'ils nécessiteraient est employé dans d'autres entreprises dont les produits sont demandés de façon plus pressante par les consommateurs. Il existe dans chaque branche de l'industrie des limites au-delà desquelles l'investissement de capital supplémentaire ne serait plus rentable, parce que les biens du capital concernés peuvent être utilisés pour produire des biens qui ont plus de valeur aux yeux du public. Si, toutes choses égales par ailleurs, l'offre de capital augmente, des projets qui jusqu'alors ne pouvaient être entrepris deviendront rentables et seront mis en route. Si les occasions d'investissements rentables viennent à manquer, la raison en est que tous les biens du capital ont déjà été investis dans des projets rentables.

En parlant de pénurie de capitaux dans un pays plus pauvre que d'autres, on ne fait pas allusion à ce phénomène d'insuffisance générale et constante du capital. On compare simplement la situation de ce pays particulier avec celle des autres pays où le capital est plus abondant. On pourrait dire à propos de l'Inde : il y a là un nombre d'artisans qui produisent avec un capital total de dix mille dollars des produits ayant une valeur, par exemple, d'un million de dollars sur le marché. Dans une usine américaine, avec un équipement en capital d'un million de dollars, le même nombre de travailleurs peut fabriquer des produits valant 500 fois plus sur le marché. Les industriels indiens manquent malheureusement de capitaux pour faire de tels investissements. La conséquence en est que la productivité par tête est plus faible en

Inde qu'en Amérique, que la quantité totale de biens pouvant être consommés y est plus faible et que l'Indien moyen est pauvre par rapport à l'Américain moyen.

Il n'y a pas de critère fiable, particulièrement dans une situation d'inflation, qui pourrait être appliqué pour mesurer le degré de rareté du capital. Dans des pays comme les États-Unis, où la situation ne peut pas être comparée avec celles d'autres pays où l'offre de capitaux serait plus abondante, seules restent possibles des comparaisons avec l'offre hypothétique de capital qui aurait prévalu si certaines choses ne s'étaient pas produites. Dans de tels pays, il n'y a pas de phénomène aussi visible et évident que la rareté du capital qui frappe aujourd'hui le peuple indien. Tout ce que l'on peut dire est que si les citoyens de notre pays avaient épargné plus par le passé, certaines améliorations techniques auraient été possibles (ainsi que l'accroissement de la production par duplication du type d'équipements déjà existant, duplication pour laquelle le capital nécessaire manque aujourd'hui).

VII

Il n'est pas facile d'expliquer cette situation aux gens égarés par la véhément agitation anti-capitaliste. Pour les soi-disant intellectuels, le système capitaliste et la cupidité des hommes d'affaires sont responsables de ce que la somme totale des produits pouvant être consommés n'est pas plus importante qu'elle ne l'est en réalité. Le seul remède qu'il connaisse pour se débarrasser de la pauvreté est de prendre — par des impôts progressifs — autant que possible aux gens aisés. À leurs yeux, la richesse du riche est la cause de la pauvreté du pauvre. Conformément à cette idée, les politiques fiscales de toutes les nations, y compris des États-Unis, ont visé dans les dernières décennies à confisquer une part toujours croissante de la richesse et du revenu des tranches les plus riches. La plus grande partie des fonds ainsi collectés aurait été consacrée par les contribuables à l'épargne et à l'accumulation de capital supplémentaire. L'investissement aurait accru la productivité par heure de main-d'œuvre et aurait

de cette manière fourni davantage de biens de consommation. Il aurait élevé le niveau de vie moyen de l'homme ordinaire. Si le gouvernement utilise ces fonds pour les dépenses courantes, ils sont dissipés et l'accumulation de capital s'en trouve ralentie.

Quoique l'on puisse penser du caractère raisonnable de cette politique destinée à faire casquer les riches, il est impossible de nier le fait qu'elle a déjà atteint ses limites. En Grande-Bretagne, le Chancelier socialiste de l'Échiquier a dû admettre il y a quelques années que même la confiscation totale de tout ce qui avait été laissé aux personnes ayant les plus hauts revenus ne rapporterait en plus qu'une somme négligeable au fisc et qu'il ne pouvait plus être question d'améliorer le sort des indigents en prenant aux riches.

Aux États-Unis, une confiscation totale des revenus dépassant vingt-cinq mille dollars rapporterait dans le meilleur des cas bien moins d'un milliard de dollars, somme en réalité très faible quand on la compare au montant de notre budget actuel et au déficit probable. Le principe premier des politiques budgétaires des soi-disant progressistes a été mis en application jusqu'au point où il s'est détruit lui-même et où son absurdité devient évidente. Les progressistes ne savent plus quoi faire. Désormais, s'ils veulent encore accroître les dépenses publiques, ils devront taxer plus lourdement les classes d'électeurs dont ils ont jusqu'alors sollicité le soutien en faisant porter le fardeau sur les épaules de la minorité des plus riches. (Un dilemme effectivement bien gênant pour le prochain Congrès.)

Mais c'est précisément la complexité de cette situation qui offre une occasion favorable pour remplacer les funestes erreurs ayant prévalu au cours des dernières décennies par des principes économiques sains. Il est maintenant temps d'expliquer aux électeurs les raisons de la prospérité américaine d'une part, et celle des difficultés économiques des pays arriérés d'autre part. Ils doivent apprendre que ce qui rend les taux de salaire américains bien plus élevés que ceux des autres pays, c'est le montant de capitaux investis et que toute amélioration future de leur niveau de vie dépend d'une accumula-

tion suffisante de capitaux supplémentaires. Seuls les industriels se soucient aujourd’hui de l’approvisionnement en capitaux neufs pour l’expansion et l’amélioration de leurs usines. Le reste de la population est indifférente à ce problème, ne sachant pas que son bien-être et celui de ses enfants est en jeu. Ce qu’il faut, c’est faire comprendre à tout le monde l’importance de ces problèmes. Aucune plate-forme de parti ne doit être considérée comme satisfaisante si elle ne contient pas le point suivant : comme la prospérité de la nation et le niveau des taux de salaire dépendent d’un accroissement continual du capital investi dans ses usines, mines et exploitations agricoles, l’une des tâches principales d’un gouvernement consiste à éliminer tous les obstacles empêchant l’accumulation et l’investissement de nouveaux capitaux.

La liberté et ses contraires

Christian Economics, 1^{er} août 1960.¹

Comme nous le répètent sans cesse les annonciateurs du socialisme, ce dernier ne se contentera pas de rendre tout le monde plus riche, mais il apportera également la liberté parfaite à chacun. La transition vers le socialisme, nous explique Friedrich Engels, l'ami et le collaborateur de Marx, constitue le saut de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté. Avec le capitalisme, disent les communistes, c'est l'esclavage pour l'immense majorité ; ce n'est qu'en Union soviétique qu'il y a une véritable liberté pour tous.

Le traitement du problème de la liberté et de l'esclavage a été embrouillé, car il a été confondu avec les questions relevant des conditions naturelles auxquelles se trouve confrontée l'existence humaine. Dans la nature, rien ne peut être appelé liberté. La nature, c'est, de manière inexorable, la nécessité. C'est l'état de fait dans lequel se trouvent tous les êtres créés et auquel ils ont à faire face. L'homme doit adapter son comportement au monde tel qu'il est. Il n'a pas le pouvoir d'entrer en rébellion contre les « lois de la nature ». Il doit en tenir compte s'il souhaite remplacer une situation moins satisfaisante par une situation plus satisfaisante.

Le concept de liberté et son contraire n'ont de sens qu'en parlant de l'état de coopération sociale entre les hommes. La coopération sociale, base de toute existence authentiquement humaine et civilisée, peut être obtenue de deux manières différentes. Il peut y avoir coopération par l'intermédiaire du contrat et de la coordination volontaire de tous les individus, ou il peut y avoir coopération par l'intermédiaire d'ordres

¹ Quelques modifications mineures ont été introduites dans la présente version, figurant dans le recueil publié en 1980, notamment sur les dates, par rapport à l'article original.

édictés par un Führer et de l'obéissance obligatoire de la masse. Le premier système est libéral, le second autoritaire.

Dans le système libéral, chaque individu est une personne morale, c'est-à-dire qu'il est libre de choisir et d'agir, et qu'il est responsable de son comportement. Dans le système autoritaire, seul le chef supérieur est un acteur libre, tandis que tous les autres sont des esclaves soumis à sa discrétion. Lorsque le système autoritaire est entièrement mis en place, comme ce fut par exemple le cas dans l'empire des Incas de l'Amérique précolombienne [*Mises avait écrit la préface de la traduction anglaise du livre de Louis Bodin sur « L'Empire socialiste des Incas ».* NdT], les sujets ne sont plus humains qu'au sens zoologique : ils sont virtuellement dépossédés de leur faculté, spécifiquement humaine, de choisir et d'agir et ils ne sont plus responsables de leur conduite. C'est conformément à cette déchéance de la dignité morale de l'homme que les criminels nazis déclinèrent toute responsabilité, soulignant qu'ils n'avaient fait qu'obéir aux ordres de leurs supérieurs.

La civilisation occidentale se fonde sur le principe libéral, et tous ses succès résultent des actions d'hommes libres. Ce n'est que dans le cadre d'une société libre qu'il y a un sens à distinguer entre ce qui est bien et devrait être fait d'une part, ce qui est mal et devrait être évité d'autre part. Ce n'est que dans une société libre que l'individu a le pouvoir de choisir entre un comportement moralement recommandable et un comportement moralement répréhensible.

L'homme n'est pas une créature parfaite et la perfection ne se rencontre pas dans les questions humaines. La situation que l'on observe dans une société libre n'est certainement pas satisfaisante à de nombreux égards. Il y a encore beaucoup à faire pour ceux qui cherchent à combattre le mal et à éléver le niveau moral, intellectuel et matériel de l'humanité.

Mais les plans des communistes, des socialistes et de leurs alliés visent à tout autre chose. Ils veulent établir le système autoritaire. Ce qu'ils veulent dire en vantant les bénéfices à attendre de ce qu'ils appellent la « planification », c'est une société où il faudrait empêcher chacun de planifier sa propre conduite et de mener sa vie selon ses propres convictions

morales. Un seul plan doit prévaloir, celui de la grande idole, de l'État avec une majuscule, le plan du chef suprême du gouvernement, que la police fait respecter par la force. Il faut obliger tout individu à renoncer à son autonomie et à obéir, sans poser des questions, aux ordres édictés par le Politburo ou le secrétariat du Führer. Voilà le type de liberté qu'Engels avait en tête. C'est précisément le contraire de ce que le terme de liberté a l'habitude de signifier à notre époque.

Le grand mérite du Professeur Friedrich von Hayek fut d'attirer l'attention sur la nature autoritaire des plans socialistes, qu'ils soient défendus par des socialistes internationaux ou par des socialistes nationalistes, par des athées ou par des croyants égarés, par des fanatiques à la peau blanche ou par des fanatiques à la peau noire. Bien qu'il y ait toujours eu des auteurs pour exposer le caractère autoritaire des plans socialistes, la critique principale portée à l'encontre du socialisme s'était concentrée sur son inefficacité économique et ne traitait pas suffisamment de ses effets sur la vie des citoyens. Parce que cet aspect humain de la question avait été négligé, la grande majorité des partisans des politiques socialistes imaginaient vaguement que la restriction de la liberté individuelle par un régime socialiste ne s'appliquerait « que » pour les questions économiques et n'affecterait pas la liberté dans les domaines non économiques.

Mais, comme Hayek l'a signalé clairement en 1944, dans son livre *La Route de la servitude*, le contrôle économique n'est pas le simple contrôle d'un secteur de la vie humaine qui puisse être séparé du reste : il s'agit du contrôle des moyens utilisés pour nos fins. Comme l'État socialiste est seul à contrôler les moyens, il a le pouvoir de déterminer quelles fins il convient de servir et ce que les hommes doivent s'efforcer de faire. Ce n'est pas par accident que le socialisme marxiste de la Russie et le socialisme nationaliste de l'Allemagne ont conduit à l'abolition totale de toutes les libertés civiques et à l'établissement du despotisme le plus rigide. La tyrannie est le corollaire politique du socialisme, de même que le gouvernement représentatif est le corollaire politique de l'économie de marché.

Le Professeur Hayek a désormais développé et justifié ses idées dans un traité détaillé, *La Constitution de la liberté* [The Constitution of Liberty, The University of Chicago Press, 1959, 580 pages. Traduction française chez LITEC]. Dans les deux premières parties de ce livre, l'auteur fait un exposé brillant de la signification de la liberté et des pouvoirs créateurs d'une civilisation libre. Reprenant la définition célèbre qui définit la liberté comme le règne de la loi et non le règne des hommes, Hayek analyse les fondements constitutionnels et légaux d'une communauté de citoyens libres. Il oppose les deux schémas d'organisation politique et sociale de la société : gouvernement par le peuple (gouvernement représentatif) basé sur la légalité, et gouvernement par le pouvoir discrétionnaire d'un dirigeant autoritaire ou d'une clique dirigeante, d'une *Obrigkeit* comme les Allemands avaient l'habitude de l'appeler. En appréciant pleinement la supériorité morale, pratique et matérielle du premier, il montre en détail quelles sont les exigences légales que réclame un tel état et ce qu'il convient de faire pour le faire fonctionner et pour le défendre contre les machinations de ses ennemis.

Malheureusement, la troisième partie de l'ouvrage du Professeur Hayek est plutôt décevante. L'auteur y essaie de distinguer entre socialisme et État-providence. Le socialisme, selon lui, est sur le déclin. L'État-providence le remplace. Et Hayek pense que cet État-providence est sous certaines conditions compatible avec la liberté.

En réalité, l'État-providence est simplement une méthode pour transformer peu à peu l'économie de marché en socialisme. Le plan initial de l'action socialiste, tel que développé par Karl Marx en 1948 dans son *Manifeste communiste*, visait à réaliser petit à petit le socialisme par une série de mesures gouvernementales. Les dix mesures les plus importantes étaient énumérées dans le *Manifeste*. Elles sont bien connues de tous parce qu'elles constituent précisément les mesures qui forment l'essence des activités de l'État-providence, de la *Sozialpolitik* allemande de Bismarck et du Kaiser tout comme du *New Deal* américain et du socialisme fabien britannique. Le *Manifeste communiste* dit que ces mesures, qu'il soutient,

sont « des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables », mais souligne le fait que « au cours du mouvement, [elles] se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. »

Plus tard, Marx adopta une méthode différente pour la politique de son parti. Il abandonna la politique d'une approche graduelle vers le socialisme intégral et défendit à la place l'idée d'un renversement révolutionnaire violent du système « bourgeois » qui « liquiderait » d'un coup les « exploiteurs » et établirait « la dictature du prolétariat ». C'est ce que fit Lénine en Russie, en 1917, et ce que l'Internationale communiste prévoit de faire partout ailleurs. Ce qui sépare les communistes des défenseurs de l'État-providence n'est pas le but ultime de leurs tentatives, mais les méthodes par lesquelles ils comptent atteindre leur objectif commun. La différence d'opinion qui les sépare est la même que celle qui permet de distinguer le Marx de 1848 du Marx de 1867, année de la première publication du premier volume du *Capital*.

Cependant, le fait que le Professeur Hayek se soit trompé sur la nature de l'État-providence ne nuit pas gravement à la valeur de ce grand livre. Car son analyse des politiques et des préoccupations de l'État-providence montre à tout lecteur sérieux pourquoi et comment ces politiques d'aide sociale tant vantées échouent toujours inévitablement. Ces politiques ne parviennent jamais aux fins — prétendument bénéfiques — que veulent atteindre le gouvernement et les soi-disant progressistes qui les défendent. Au contraire, elles conduisent à une situation qui — du point de vue du gouvernement et de ses partisans — est encore pire que la situation précédente qu'ils cherchaient à « améliorer ». Si le gouvernement ne renonce pas à sa première intervention, il est conduit à lui ajouter d'autres interventions. Comme ces dernières échouent encore, on a recours à encore plus d'ingérences dans les affaires commerciales jusqu'à ce que toute liberté ait été virtuellement abolie. Il en sort un système de planification généralisée, c'est-à-dire un socialisme du genre de celui que le plan allemand d'Hindenburg cherchait à introduire pendant la

Première Guerre mondiale et qui fut par la suite mis en pratique par Hitler lorsqu'il prit le pouvoir, et par le cabinet de la Coalition britannique au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

L'erreur principale qui empêche la plupart de nos contemporains d'apprécier correctement l'importance des différents programmes politiques et la tendance des politiques d'aide sociale, c'est leur incapacité de voir qu'à côté de la nationalisation directe de toutes les usines et des toutes les exploitations agricoles (telle qu'elle fut menée en Russie et en Chine) il existe une seconde méthode pour mettre pleinement en œuvre le socialisme. Avec ce système, que l'on appelle communément « planisme » (ou, en tant de guerre, « socialisme de guerre »), les différentes usines et exploitations agricoles restent apparemment, vu de l'extérieur, des unités distinctes, mais elles sont entièrement et sans condition soumises aux ordres de l'autorité planificatrice suprême. Chaque citoyen, quelle que soit sa position dans le système économique, doit travailler en respectant scrupuleusement les ordres du Bureau Planificateur et son revenu — le montant qu'il a le droit de dépenser pour sa consommation — est déterminé exclusivement par ces ordres. Certaines dénominations et certains termes du système capitalistes peuvent être préservés, mais ils veulent dire tout autre chose dans la situation modifiée que ce qu'ils avaient l'habitude de signifier dans l'économie de marché. D'autres termes peuvent être changés. Ainsi, dans l'Allemagne d'Hitler, le chef d'une équipe supplantant l'entrepreneur ou le président de société de l'économie de marché était appelé « directeur d'entreprise » (*Betriebsführer*) et les forces de travail « partisans » (*Gefolgshaft*). Comme le soulignait à l'envie le principal théoricien de ce système, feu le Professeur Othmar Spann, on ne gardait de la propriété privée que le nom, alors qu'il s'agissait en réalité uniquement d'une propriété publique et étatique.

Ce n'est qu'en accordant sa pleine attention à ces questions fondamentales que l'on peut comprendre correctement les controverses politiques au sein des nations de la civilisation occidentale. Car si le socialisme et le communisme de-

vaient l'emporter dans ces pays, ce serait par le socialisme de la planification et non par le socialisme de la nationalisation. La seconde méthode peut s'appliquer dans des pays à pré-dominance agricole comme en Europe de l'Est ou en Asie. Dans les pays industrialisés de l'Ouest, le projet planificateur est plus populaire parce que même les étatolâtres les plus fanatiques répugnent à nationaliser directement l'appareil complexe de la fabrication industrielle moderne.

Et pourtant, le « projet de planification » est tout aussi destructeur de liberté que le « projet de nationalisation », et les deux nous conduisent vers l'État autoritaire.

Mes contributions à la théorie économique

Discours prononcé à la Faculté d'économie de l'Université de New York, au Club de la Faculté le 20 novembre 1940, quelques mois avant que Ludwig von Mises et sa femme n'arrivent comme réfugiés dans le New Jersey, le 2 août 1940. *

Votre aimable invitation à prendre la parole devant vous au sujet de mes contributions à la théorie économique est pour moi un grand honneur. En revenant sur mon travail, je comprends très bien que la part d'un individu unique dans l'ensemble des accomplissements d'une époque est en réalité très faible, qu'il est redévalable non seulement à ses prédécesseurs et à ses professeurs mais aussi à ses collègues et pas moins à ses élèves. Je sais combien je dois en particulier aux économistes américains depuis l'époque, il y a de nombreuses années, où mon maître Böhm-Bawerk a attiré mon attention sur les travaux de John Bates Clark, de Frank A. Fetter et d'autres savants américains. Et, au cours de mes activités, la reconnaissance de mes contributions par des économistes américains m'a encouragé. Je ne peux pas non plus oublier que, lorsqu'encore étudiant à l'Université de Vienne j'avais publié une monographie sur le développement de la législation autrichienne du travail, c'est un économiste américain qui fut le premier à manifester de l'intérêt pour cet ouvrage. Et plus tard, le premier savant à apprécier ma *Théorie de la monnaie et du crédit* fut à nouveau un Américain, mon éminent ami le professeur B.M. Anderson, dans son livre *The Value of Money*, publié en 1917.

* Quelques modifications mineures ont été introduites dans la présente version, figurant dans le recueil publié en 1980, notamment sur les dates, par rapport à l'article original.

I

Quand j'ai commencé pour la première fois à étudier les problèmes de théorie monétaire, on croyait généralement que l'économie moderne de l'utilité marginale était incapable de traiter de façon satisfaisante la théorie monétaire. Helfferich était le plus franc de ceux qui étaient de cet avis. Dans son *Traité de la monnaie*, il avait essayé d'établir que l'analyse de l'utilité marginale devait nécessairement échouer dans ses tentatives de bâtir une théorie de la monnaie.

Ce défi me poussa à utiliser les méthodes de l'économie moderne de l'utilité marginale dans l'étude des problèmes monétaires. Pour ce faire, je dus utiliser une approche radicalement différente de celle des économistes mathématiciens, qui essayent d'établir les formules de ce qu'on appelle l'équation des échanges.

En analysant une telle équation, l'économiste mathématique suppose que quelque chose (à l'évidence, l'un des éléments de l'équation) change et que les changements correspondant des autres valeurs doivent s'en suivre. Ces éléments de l'équation ne sont pas des articles de l'économie individuelle mais des catégories de l'ensemble du système économique. Par conséquent les changements ne concernent pas les individus mais l'ensemble du système, la *Volkswirtschaft* dans sa totalité. Cette manière de raisonner est éminemment irréaliste et diffère radicalement de la méthode de la catallaxie moderne.¹ C'est un retour au mode de raisonnement qui condamna à de nombreux déboires les travaux des anciens économistes classiques. Les problèmes monétaires sont des problèmes économiques et doivent être traité de la même façon que les autres problèmes économiques. L'économiste spécialisé dans la monnaie n'a pas à traiter de quantités universelles comme un volume des échanges signifiant un volume total

¹ La catallaxie est le nom de la science des échanges, la « branche de la connaissance qui étudie les phénomènes du marché, c'est-à-dire la détermination des rapports d'échange mutuels des biens et des services négociés sur le marché, leur origine dans l'action humaine et leurs effets sur l'action ultérieure ». Mises, *Human Action*, page 232. — Éd. Institut Coppet, p. 191.

des échanges, ou une quantité de monnaie signifiant toute la monnaie actuellement présente dans le système économique. Il peut encore moins faire usage de cette nébuleuse métaphore qu'est la « vitesse de circulation ». Il doit comprendre que la demande de monnaie a pour origine les préférences des individus évoluant au sein d'une économie de marché. Comme tout le monde souhaite disposer d'un certain montant d'argent liquide, parfois plus, parfois moins, il existe une demande pour la monnaie. La monnaie n'existe jamais tout court dans le système économique, elle ne circule jamais tout court. Toute la monnaie disponible est toujours détenue par quelqu'un. Toute pièce de monnaie peut un jour — parfois plus souvent, parfois plus rarement — passer de la poche de quelqu'un à la poche d'une autre. Mais à chaque instant elle est possédée par quelqu'un et fait partie de ses réserves d'argent liquide. Les décisions des individus concernant l'ampleur de leurs réserves, leurs choix entre la perte d'utilité résultant d'une détention plus importante d'argent liquide et ses avantages constitue le facteur ultime déterminant le pouvoir d'achat de la monnaie.

Les changements de l'offre ou de la demande de monnaie ne peuvent jamais se produire au même moment et dans la même mesure pour tous les individus et n'affectent par conséquent jamais de la même façon leurs jugements de valeur et leur comportement en tant qu'acheteurs et vendeurs. Les changements de prix n'affectent donc pas dans la même mesure et au même moment tous les biens. La formule simpliste commune à la théorie quantitative primitive et aux économistes mathématiciens contemporains selon laquelle les prix, c'est-à-dire tous les prix, montent ou baissent proportionnellement à l'augmentation ou de la diminution de la quantité de monnaie, est totalement fausse.

Nous devons étudier les changements monétaires comme des changements qui se produisent d'abord pour certains groupes d'individus seulement et qui se propagent lentement à toute l'économie dans la mesure où la demande supplémentaire des premiers bénéficiaires atteint les autres classes d'individus. Ce n'est que de cette façon que nous pouvons obtenir

une compréhension réaliste des conséquences sociales des changements monétaires.

II

En considérant ceci comme mon point de départ, j'ai développé une théorie générale de la monnaie et du crédit et essayé d'expliquer les cycles économiques comme un phénomène lié au crédit. Cette théorie, appelée aujourd'hui théorie monétaire ou parfois théorie autrichienne du cycle économique, m'a amené à faire quelques critiques du système de crédit pratiqué sur le continent européen, particulièrement en Allemagne. Les lecteurs étaient au début plus intéressés par mon jugement pessimiste des orientations de la politique de la Banque centrale allemande et par mes prévisions pessimistes auxquelles personne ne croyait en 1912, jusqu'à ce que quelques années plus tard les choses se révèlent encore bien pire que je ne l'avais prédit. C'est le destin de l'économiste que de voir les gens plus intéressés par ses conclusions que par ses explications, et de les voir rechigner à abandonner une politique dont il a démontré les résultats non désirés mais inévitables.

III

À partir de mes recherches sur les problèmes de la monnaie et du crédit, qui m'ont plus tard poussé à fonder l'Institut Autrichien de Recherche sur les Cycles Économiques, je me mis à étudier le problème du calcul économique dans une communauté socialiste. Dans mon essai sur le calcul économique dans un monde socialiste, publié pour la première fois en 1920, et plus tard dans mon livre sur *Le Socialisme*, j'ai prouvé qu'un système économique où il n'y aurait pas de propriété privée des moyens de production ne pourrait trouver aucun critère permettant de déterminer la valeur des facteurs de production et ne pourrait donc pas calculer. Depuis que j'ai pour la première fois abordé ce sujet, plusieurs douzaines de livres et plusieurs centaines d'articles, publiés en

différentes langues, ont traité du problème ; de ce débat ma thèse est sortie intacte. Le traitement des problèmes liés à la planification, à la planification intégrale bien sûr et à la socialisation, pris une toute nouvelle direction quand ce point crucial fut signalé.

IV

À partir de l'étude comparative des caractéristiques essentielles des économies socialiste et capitaliste, j'ai travaillé sur le problème lié consistant à savoir si, en dehors des deux systèmes de coopération sociale concevables, à savoir le système de propriété privée et le système de propriété publique des moyens de production, un troisième système social serait possible. Cette troisième solution, système dont ses partisans affirment qu'il n'est ni le socialisme ni le capitalisme mais une voie médiane évitant les inconvénients de chacun tout en conservant les avantages des deux, a été sans arrêt suggérée. J'ai essayé d'examiner les implications économiques de ces systèmes d'intervention gouvernementale et de démontrer qu'ils ne pouvaient jamais atteindre les fins que les personnes veulent obtenir par leur intermédiaire. J'ai par la suite élargi le champ de mes recherches afin d'y inclure les problèmes du *stato corporativo*, panacée recommandée par le fascisme.

V

Le traitement de tous ces problèmes réclamait une approche de la question des valeurs et des fins de l'activité humaine. Le reproche des sociologues selon lequel les économistes ne traiteraient que d'un irréaliste « homme économique » ne peut plus être acceptée. J'ai essayé de démontrer que les économistes n'étaient jamais aussi bornés que le croyaient leurs critiques. Les prix dont nous essayons d'expliquer la formation sont fonction de la demande et le type de raisons ayant poussé à agir ceux qui participent à la transaction n'y change rien. Il est sans importance de savoir si les motifs de ceux qui veulent acheter sont égoïstes ou altruistes, moraux

ou immoraux, patriotiques ou antipatriotiques. L'économie traite de moyens rares permettant d'atteindre des fins, sans considération quant à la qualité de ces fins. Les fins se situent hors du domaine de la rationalité, mais toute action d'un être conscient en vue d'un but spécifique est nécessairement rationnelle. Il est futile de déclarer l'économie coupable parce qu'elle est rationnelle et traite de rationalité. La science est bien sûr toujours rationnelle.

Dans mon traité de théorie économique, publié en langue allemande² à Genève il y a quelques mois — une édition anglaise³ sera publiée dans un futur proche — j'ai traité non seulement des problèmes économiques d'une société de marché mais de la même manière de l'économie d'autres types de coopération sociale imaginables. Je pense que cela est indispensable dans un monde où les principes fondamentaux de l'organisation économique sont en jeu.

J'essaie dans mon traité de ne prendre en compte le concept d'équilibre statique que comme outil et ne n'utiliser cette abstraction hypothétique que comme moyen de comprendre le monde sans cesse changeant. L'un des défauts de nombreux économistes théoriciens est qu'ils oublient le but qui soutient l'introduction de ce concept hypothétique dans notre analyse. Nous ne pouvons pas travailler sans cette notion d'un monde où rien ne change ; mais nous ne devons l'utiliser que pour étudier les changements et leurs conséquences, ce qui veut dire pour étudier le risque et l'incertitude, donc les pertes et les profits.

² *Nationalökonomie, Theorie des Handelns und Wirtschaftens*, Éditions Union, Genève, Suisse, mai 1940, 772 pages.

³ En fait cette traduction sera remplacée par *Human Action*, ouvrage publié en 1949 par Yale University Press, New Haven, Connecticut, 927 pages. Dans sa préface de la première édition de l'ouvrage Mises décrit *Human Action* comme suit : « Ce volume n'est pas une traduction de mon livre précédent. Bien que la structure générale ait peu changé, toutes les parties ont été réécrites. » [note figurant dans la quatrième édition du recueil *Planning for freedom*]

VI

La conséquence logique de cette idée est la démolition de certaines interprétations mythiques d'entités économiques. L'usage presque métaphorique de termes comme « capital » doit être évité. Il n'y a rien dans la nature qui corresponde aux termes « capital » ou « revenu ». Il existe différents articles, biens de production et biens de consommation. C'est l'intention des individus ou des groupes qui agissent qui fait que certains biens font partie du capital et d'autre du revenu. Le maintien du capital ou l'accumulation de nouveaux capitaux sont toujours le résultat d'une action consciente de la part des hommes qui restreignent leur consommation dans des limites qui ne réduisent pas la valeur du stock disponible. C'est une erreur d'imaginer une immuabilité du stock de capital qui serait quelque chose de naturel ne nécessitant aucune attention spéciale. À cet égard, je dois dire que je suis en désaccord avec les idées de l'un des plus éminents économistes de notre temps, le professeur Knight, de Chicago.

VII

Le point faible de la théorie de Böhm-Bawerk [sur le capital et l'intérêt] n'est pas, comme le croit le professeur Knight, l'introduction inutile du concept de périodes de production. Le fait que Böhm-Bawerk revienne aux erreurs de la théorie de la productivité est un défaut plus grave. Comme le professeur Fetter de Princeton, je cherche à éliminer cette faiblesse en ne basant l'explication de l'intérêt que sur la préférence temporelle.

La pierre de touche de toute théorie économique est, suivant une maxime souvent citée, le traitement des cycles économiques. J'ai essayé non seulement d'exposer à nouveau la théorie monétaire des cycles mais aussi de démontrer que toutes les autres explications ne pouvaient pas éviter d'utiliser l'argument principal de cette théorie. Bien sûr, le boom économique signifie un mouvement des prix à la hausse ou au moins un frein des tendances les poussant par ailleurs à la

baisse, et expliquer ce fait nécessite de postuler une offre croissante du crédit ou de la monnaie.

VIII

Dans chaque partie de mon traité, j'ai essayé de prendre en compte le poids relatif à attribuer aux différents facteurs institutionnels et aux diverses données économiques. Je discute de plus les objections faites non seulement par d'autres écoles économiques mais aussi par ceux qui nient la possibilité de toute science économique. L'économiste doit répondre à ceux qui croient qu'il n'existe rien qui puisse être une science universellement valable de la société, qui doutent de l'unité de la logique et de l'expérience humaines et qui essaient de remplacer ce qu'ils appellent une connaissance internationale, et donc selon eux vainement, par des doctrines reflétant le point de vue particulier de leur propre classe, nation ou race. Nous n'avons pas le droit de laisser passer ces affirmations sans y répondre, même si nous devons énoncer des vérités qui nous semblent évidentes. Il est parfois nécessaire de répéter des vérités parce que nous rencontrons des exemples répétés de vieilles erreurs.

TABLE DES MATIÈRES

Préface, par Leonardo de Vio	5
PLANIFIER LA LIBERTÉ ET AUTRES ESSAIS	9
Essai 1. — Planifier la liberté	9
Essai 2. — La politique du « juste milieu » mène au socialisme	24
Essai 3. — Laissez-faire ou dictature	42
Essai 4. — Transformer les pierres en pain ou le miracle keynésien	55
Essai 5. — Keynes et la loi de Say	67
Essai 6. — Inflation et contrôle des prix	75
Essai 7. — L'aspect économique du problème des retraites	85
Essai 8. — Benjamin M. Anderson contre la philosophie des pseudo-progressistes	95
Essai 9. — Profits et pertes	107
Essai 10. — Salaires, chômage et inflation	145
Essai 11. — L'enseignement économique dans les universités	156
Essai 12. — La tendance peut changer	167
Essai 13. — Les chances politiques d'un véritable libéralisme	173
Essai 14. — Le problème de l'or	178
Essai 15. — Offre de capital et prospérité américaine	186
Essai 16. — La liberté et ses contraires	202
Essai 17. — Mes contributions à la théorie économique	209

